

LES IMPACTS DE LA COOPERATION TRANSNATIONALE SUR LES ESPACES TRANSFRONTALIERS



CAS D'ETUDE : L'ALENA EN AMERIQUE DU NORD

Etude réalisée sous la direction de Monsieur JP. CARRIERE

BOISSINOT Alexandra
Magistère 3^{ème} année
Octobre 2002



Centre d'Etudes Supérieures
d'Aménagement

UNIV. TOURS EPU DA CESA



D 251 003796 9

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
INTRODUCTION	4
PARTIE I LES ACCORDS DE LIBRE ECHANGE NORD AMERICAIN COMME OUTILS DE COOPERATION TRANSNATIONALE	8
A.RAPPEL DES PRINCIPES DE BASE DE L'ALENA	9
1. Le contexte de l'Accord	9
2. Les objectifs de l'Accord	10
3. Les motifs de l'Accord pour les trois pays signataires	14
B.ORIGINALITE DE L'ACCORD ET COMPARAISON AVEC L'UNION EUROPEENNE	17
1. Importance de la zone de libre échange	17
2. Les différences avec l'Union Européenne	21
C.CONCEPTS RELATIFS AUX FRONTIERES ET TERRITOIRES D'ETUDE	22
1. De la frontière barrière à la frontière contact	22
2. Délimitation de la zone d'étude	23
3. Type de frontière en présence	28
PARTIE II ANALYSE DES IMPACTS TERRITORIAUX DE L'ALENA AUX FRONTIERES	31
A. LA FRONTIERE COMME ESPACE DES IMPACTS ECONOMIQUES	32
1. Une augmentation des échanges intra régionaux	32
1.1. Le commerce des échanges	32
1.2 Les Investissements Directs Etrangers	34

2. Une recomposition spatiale de l'activité économique : le cas de la frontière nord	36
2.1 Echanges nord/sud vs échanges est/ouest	36
2.2 Les effets sur le Québec	37
2.3 Un frontière « active » et efficace	40
3. Les délocalisations d'entreprises : le cas des « maquiladoras » mexicaines	43
3.1 Historique des délocalisations vers le Sud	43
3.2 Les avantages à s'installer derrière la frontière	45
3.3 La production et l'emploi dans les « maquiladoras » aujourd'hui	45
4. L'impact sur les emplois	47
4.1 Du point de vue des pays	47
4.2 Du point de vue des Provinces et des Etats	48
B.LES RESEAUX DE VILLES ET LES FLUX MIGRATOIRES AUX FRONTIERES	52
1. La répartition de la population et son évolution	52
2. La concentration urbaine et les réseaux de villes	59
3. Une contribution à la concentration : les flux migratoires	64
3.1 La forte immigration mexicaine vers la frontière et les Etats-Unis	64
3.2 L'immigration canadienne	66
C.LES IMPACTS DE CES CHANGEMENTS SUR LE TERRITOIRE TRANSFRONTALIER	68
PARTIE III LES ENJEUX FUTURS AUX FRONTIERES VS LE ROLE DES AMENAGEURS	75
A.DES FRONTIERES QUI RASSEMBLENT LES HOMMES, LES ACTIVITES ET LES RICHESSES	76
1. Les villes frontalières mexicaines, une intégration économique mais sociale ?	76
1.1 Des bidonvilles à la frontière : les « colonias »	76
1.2 L'augmentation du trafic transfrontalier	78
1.3 Le problème environnemental	78
2. La frontière nord	79

B.LES AMENAGEURS FACE A CES PROBLEMATIQUES	80
1. La coopération sur la frontière nord	81
2. La coopération sur la frontière sud	84
2.1 La coopération environnementale	85
2.2 Autres formes de coopération	86
CONCLUSION	88
BIBLIOGRAPHIE	91
TABLE DES FIGURES	95
TABLES DES CARTES	95
TABLES DES TABLEAUX	96
ANNEXES	97

INTRODUCTION

Les frontières sont des enjeux importants pour bon nombre de pays. Quand certains s'attachent à les supprimer ou à renforcer leur rôle d'interface par de multiples initiatives, d'autres au contraire s'affrontent pour en fixer une. Cependant, de plus en plus, les Etats et leurs frontières doivent se soumettre aux réalités économiques actuelles fondées sur les échanges généralisés et sur la globalisation.

Beaucoup d'Etats ont pris conscience de ces phénomènes et ont la volonté de défonctionnaliser ces frontières en créant des organisations de coopération transnationale fondées sur l'objectif de suppression des barrières douanières et tarifaires au commerce dans un premier temps (comme par exemple le Marché Commun en Europe, l'ALENA en Amérique du Nord ou encore l'ASEAN en Asie du sud-est).

La coopération transnationale se caractérise par les relations que peuvent entretenir deux pays étrangers frontaliers ou non. Ces relations formelles peuvent s'établir dans plusieurs domaines : économique, sociale, culturelle... sous forme de traités ou de conventions. Ces accords ont pour but une intégration des pays à une plus grande échelle et une suppression ou une réduction des effets négatifs résultant des frontières. Ceux-ci peuvent être des barrières douanières par exemple ou encore les discontinuités spatiales des infrastructures de transport. Le traité de Maastricht est un exemple de coopération transnationale à l'échelle de douze pays.

Ces pratiques se développent de plus en plus aujourd'hui. La coopération est en effet devenue le corollaire de la globalisation des activités économiques et de la mondialisation des échanges. C'est un outil au service des Etats. Afin de réduire les coûts de production et d'échange de leurs entreprises mais aussi pour attirer les investissements étrangers, les pays se constituent en blocs régionaux dans un objectif d'intégration économique et pour répondre à la division internationale du travail. Mais pour certains auteurs dont Michel Antoine fait partie, ces blocs régionaux ne sont que des « avatars modernes des relations commerciales et financières pérennes entre centres développés et périphéries ». L'idée de bloc commercial est à exclure car d'une part ce ne sont pas des zones d'échanges complètement fermées et d'autre part, les échanges entre les pays riches et les pays moins développés sont souvent inégalitaires au sein d'une même zone.

Il s'agit de distinguer coopération et aide humanitaire : la réciprocité des échanges, quels qu'ils soient, doit en être le principe fondamental mais ce n'est pas souvent le cas, quoiqu'on en dise, du fait de la constitution de blocs à l'intérieur desquels se retrouvent pays développés et pays en développement.

Depuis les années 1970, on assiste à un regain d'intérêt de la part des géographes, des économistes pour les frontières et les espaces frontaliers. La frontière et les espaces qui les jouxtent sont un peu le baromètre des relations internationales et inter-étatiques. La frontière interroge l'ensemble des disciplines qui tentent chacune dans leur logique de comprendre les multiples imbrications de l'espace frontalier.

« La frontière représente souvent une rupture franche entre deux modes d'organisation de l'espace, entre des réseaux de communication, entre des sociétés souvent différentes et parfois antagonistes » (définition du dictionnaire de géographie Hatier). Celle-ci a trois fonctions essentielles (Pradeau, 1994) :

- la fonction légale qui détermine l'aire territoriale à l'intérieur de laquelle s'applique le droit d'un Etat ;
- la fonction fiscale qui permet aux Etats de défendre le marché national par le prélèvement de taxes sur les produits étrangers ;
- enfin la fonction de contrôle des passages frontaliers pour les hommes, les capitaux et les biens.

Concept politique par excellence la frontière est également une césure économique, culturelle et linguistique. Mais la frontière n'est pas seulement une discontinuité spatiale, elle a un poids dans l'organisation de l'espace de chaque Etat et surtout dans la définition d'une zone frontalière aux caractères souvent originaux. La situation et l'organisation de ces espaces dépendent de nombreux facteurs exogènes.

C'est pourquoi il est intéressant de s'interroger sur le devenir de ces espaces frontaliers dans le nouveau contexte de coopération transnationale qui voit le jour. Les analyses précurseurs dans ce domaine portent surtout sur les espaces frontaliers européens. Elles ont souvent montré le rôle important des programmes de coopération européens dans le développement de ces régions.

L'objectif de cette étude est de montrer comment la coopération transnationale peut engendrer des changements sur ces espaces, comment elle freine ou accélère leur développement régionale. L'analyse s'appuiera sur le concept de « région-frontière » au sens de territoire développée par plusieurs auteurs. En effet, contrairement à la frontière proprement dite, la zone appelée « région frontalière » n'est pas une limite mais un espace où des relations sociales, culturelles,

économiques formelles ou informelles se tissent. Elle devient donc peu à peu « territoire » car ce n'est pas un espace passif.

La recherche s'appuie ici sur l'espace nord-américain qui regroupe les pays du Canada, des Etats-Unis et du Mexique. Ces derniers sont encadrés depuis 1994 par un accord de libre-échange, l'ALENA. Cette zone rassemblent aujourd'hui 406 millions de personnes et engendre une production annuelle de 11 milliards de dollars US. Le volume des échanges entre ces trois pays a été multiplié par trois entre 1994 et 2001 passant de 297 milliards de dollars US à 622 milliards de dollars US. En 1997, cette zone représentait 22,3% du PNB mondial ce qui en fait une des plus importantes zones de libre-échange au monde.

Précisons que la frontière en Amérique du Nord a trois significations :

la frontière est avant tout, la ligne indiquée sur les cartes (boundary) ;

elle désigne également le front pionnier, la « frontera » des espagnols, la « frontier » des américains, elle est associée à la conquête de l'ouest, de l'espace à maîtriser et à organiser ;

enfin le mot frontière prend aussi le sens de zone bordière, « the Border », de part et d'autre de la frontière, espace qui fera dans cette étude l'objet de toutes nos observations.

L'aménagement de la « Border » dépend étroitement de la situation de la frontière. Il s'agit donc de se demander comment la coopération transnationale, présente en Amérique du Nord sous la forme de l'ALENA, agit sur cet espace. Joue-t-elle un rôle de nivellement des frontières ou bien au contraire renforce-t-elle les disparités spatiales en créant des discontinuités territoriales ? Beaucoup d'auteurs ont travaillé sur les dynamiques des espaces transfrontaliers, mais il apparaît aujourd'hui intéressant de comprendre et de savoir si la coopération entre deux pays contribue à ces dynamiques et surtout comment elle y contribue. En somme, la coopération joue-t-elle son rôle d'intégration pour les zones frontalières leur permettant de devenir de véritable « territoire » transfrontaliers ?

Les enjeux de cette étude sont ici importants pour le développement territorial de ces espaces frontaliers. Ils sont les premiers espaces touchés par ce genre de coopération et ils subissent des impacts qu'il s'agira de considérer dans la mesure où ils peuvent être à la base de nouvelles dynamiques non seulement spatiales mais aussi économiques. L'espace analysé soulève d'autant plus de questions que nous sommes en présence d'un pays en émergence, le Mexique et de deux pays développés que sont les Etats-Unis et le Canada. L'ALENA participe au nivellement économique des frontières entre les trois pays. On peut supposer que les deux espaces frontaliers du nord et du sud connaissent des conséquences différentes relatives à leur articulation et leur développement territorial; étant donné les niveaux de développement différents qu'il existe antérieurement à l'accord.

Il ne s'agit pas ici d'affirmer que les transformations observées depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA sur les espaces considérés sont des impacts directs de la mise en place de la zone de libre-échange mais que celui-ci y contribue plus ou moins fortement.

L'analyse s'organise donc en trois temps. En premier lieu, une analyse plus approfondie de l'ALENA et du territoire concerné permettra de délimiter plus précisément la zone de l'étude tout en relatant les théories relatives au concept de « région frontière ». Ensuite, les impacts économiques, démographiques et territoriaux de l'accord sur les deux frontières concernées montreront les nouvelles formes d'organisation spatiale des espaces frontaliers tout en présentant les problématiques récentes. Enfin, la dernière partie présentera les nouveaux enjeux de ces espaces frontaliers et les réponses que peuvent apporter les acteurs du développement aujourd'hui en amplifiant les programmes transfrontaliers de coopération.

« Nous nous sommes réunis à titre de chefs d'Etat du Canada, du Mexique et des Etats-Unis, des voisins nord américains qui partagent des valeurs et des intérêts communs. Les liens qui nous unissent - humains, sociaux, culturels et économiques - se renforcent de plus en plus. La pleine réalisation du formidable potentiel de l'Amérique du Nord constitue un objectif que nous partageons tous »

Déclaration conjointe du Premier ministre Jean Chrétien, du président Vicente Fox et du président George Bush lors du Sommet des Amériques, 22 avril 2001.

PARTIE I

Les Accords de Libre Echange Nord Américain comme outils de coopération transnationale

Avant d'analyser en profondeur les changements que l'ALENA a engendrés sur les espaces, il s'agit tout d'abord de présenter succinctement cet accord et de voir les enjeux qu'il représente pour chaque pays signataire. Puis nous verrons la différence entre cet accord et ceux de l'Union Européenne en tant qu'outils de coopération transnationale. Enfin nous délimiterons précisément la zone sur laquelle l'étude s'est portée.

A. Rappel des principes de base de l'ALENA

L'ALENA est entré en vigueur dans un contexte particulier en Amérique du Nord où les trois pays signataires n'avaient pas les mêmes enjeux et rôles à jouer.

1. Le contexte de l'Accord

L'accord a été conçu sur une proposition américaine. En effet, dans les années 1980 les Etats-Unis perdent le monopole qu'il s'étaient assurés dans le domaine des hautes technologies. L'Europe et de plus en plus le Japon les rattrapent ou les dépassent. La compétitivité des Etats-Unis est en baisse et la dimension du marché national n'est plus un avantage pour le pays. D'autres marchés régionaux se positionnent en tant que concurrents (la CEE, le Moyen Orient et le Japon). La balance des comptes courants et la dégradation de leur solde extérieur en sont le reflet : négative en 1981, la balance des comptes courants atteint un déficit record en 1987 (160 milliards de dollars) et est encore au-dessous des 60 milliards en 1992. Les Etats-Unis perdent des parts de marché en délocalisant leur production de biens banals. Leur tissu industriel se concentre alors autour des biens à haute valeur ajoutée mais cela ne conduira pas à combler les pertes des autres marchés ; ils doivent donc s'ouvrir sur d'autres horizons commerciaux.

D'autre part, les hommes d'affaires et producteurs américains expliquaient alors la perte de compétitivité de leur produit par le fait que les étrangers aient été subventionnés par les gouvernements (ils font ici référence à la Politique Agricole Commune et aux subventions qu'Airbus a reçues des gouvernements britannique, français et allemand). La constitution d'espaces régionaux est donc nécessaire dans un tel contexte de mondialisation, ce que l'administration Bush va vite comprendre en recherchant une intégration avec un pays latino-américain au potentiel de développement élevé, le Mexique.

Nous allons voir plus loin que le Canada et le Mexique ont des objectifs différents en signant cet Accord.

2. Les objectifs de l'Accord *(pour plus de détails, le texte de l'accord est consultable sur le site <http://www.dfait-maeci.gc.ca/nafta-alena>)*

C'est dans ce contexte que l'ALENA, portant sur la mise en place d'une zone de libre échange, est entré en vigueur le 01/01/1994. Il fut signé entre les trois présidents de l'époque : B.Clinton pour les Etats-Unis, Salinas pour le Mexique et J. Chrétien (Premier ministre) pour le Canada. On l'a défini comme une zone dont les pays membres s'interdisent mutuellement d'avoir recours à des obstacles aux échanges mais où chacun jouit d'une autonomie complète quant à sa politique commerciale vis à vis des pays tiers. Il faut noter que le commerce entre les Etats-Unis et le Canada était déjà libre de douane depuis 1988 sous leur accord bilatéral (ALE) entré en vigueur le 01/01/1989.

Le texte de l'accord peut se résumer en 4 objectifs :

- supprimer les barrières au commerce
- promouvoir une concurrence loyale et des opportunités d'investissement
- protéger la propriété intellectuelle
- poser les rails d'une coopération élargie future dans les Amériques.

Ce traité de libre-échange doit permettre une promotion de la croissance et de l'emploi par un accroissement du commerce et des opportunités d'investissement, ainsi que le renforcement de la compétitivité des entreprises dans le respect de l'environnement.

L'ALENA consiste en un ensemble de règles, de normes et de principes devant être respectés par les pays membres dans leurs actions. Ces derniers peuvent difficilement adopter une politique non conforme à ces règles. Ils deviennent alors plus prévisibles dans leurs actions. Au total 70% des exportations mexicaines et 40% des exportations américaines et canadiennes ont été libres de droits de douane dès l'entrée en vigueur de l'accord. Cette différence de traitement entre les pays a été justifiée par le moindre développement du Mexique. On prévoit ainsi que tous les droits de douane entre les trois pays seront graduellement éliminés en 2003.

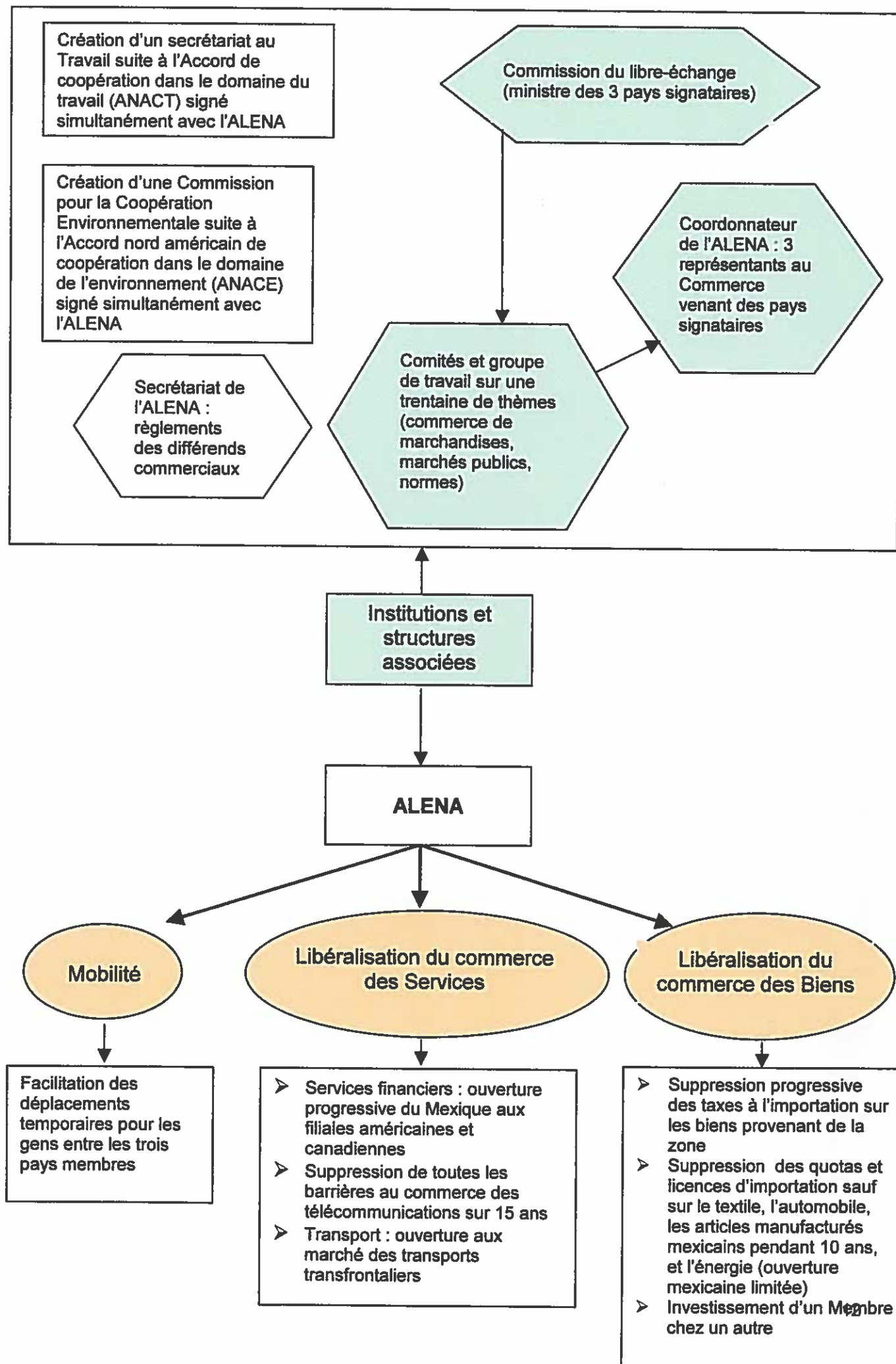
Le schéma ci-joint présente les principaux changements que l'ALENA a institués. Par exemple l'ouverture des marchés dans les services financiers, les télécommunications et les services de transport est d'une importance particulière. La loi mexicaine stipulant que seules des entreprises mexicaines pouvaient offrir des services de transport au Mexique s'est révélée en pratique être une terrible barrière au commerce, car la capacité disponible était insuffisante pour porter de nombreux biens américains vers les centres urbains avant l'Accord de libre échange.

D'autre part on peut voir sur ce schéma que l'application des objectifs de ces accords sont encadrés par des institutions. La Commission du libre échange se réunit selon les besoins et est

chargée de surveiller l'application et l'élaboration plus poussée de l'Accord. Elle surveille également le travail des comités et groupes de travail. Ces derniers sont au nombre de trente, ils travaillent sur des thèmes liés au commerce et facilitent l'application et l'administration de l'ALENA dans chaque pays. La gestion courante du programme de travail de l'ALENA et son application générale sont assurées par des coordonnateurs chargés du commerce dans les trois pays considérés. Enfin, le secrétariat de l'ALENA est chargé de l'administration des dispositions relatives au règlement des différends. Dans cette organisation, il est important de dire qu'aucune institution n'a plus de pouvoir qu'une autre et ce sont d'abord les chefs de gouvernements des trois pays ou leurs ministres chargés du commerce qui acceptent les mesures mises en œuvre dans le cadre du programme de travail.

Figure n°1- LES PRINCIPALES INSTITUTIONS ET MESURES DE L'ALENA

Source : Réalisé à partir d'un mémoire de DEA de P.Begue (1998-99) et des Accords de l'ALENA



Sur le plan économique, l'ALENA a donné aux producteurs des trois pays la possibilité de réaliser leur plein potentiel en étendant leur sphère d'activité à un marché nord-américain plus vaste, mieux intégré et plus efficace. Les consommateurs bénéficient de cette concurrence accrue du fait qu'ils ont accès à des produits, des services et à des prix mieux adaptés à leurs besoins.

Cependant des craintes et des points non traités restent obscures dès la signature du traité. En effet, l'accord ne précise rien sur la disparité salariale récurrente entre les trois pays, et se contente seulement de faire une vague allusion à « une amélioration des conditions de vie des ouvriers » en créant une commission de coopération dans le domaine du travail (ANACT) qui se contente de faire des recommandations et des communications sur les mauvaises pratiques (cf. figure 1). Quand on sait que seulement 40% de la population canadienne est actuellement visée par l'ANACT, on peut rester perplexe sur ces retombées comme nous le verrons plus loin. D'autre part, on constate également qu'il passe sous silence la question de la libre circulation des travailleurs et les passages clandestins. Ce point porte directement sur l'espace transfrontalier comme nous le verrons dans la deuxième partie. Enfin le problème de l'environnement dont on verra la qualité déplorable sur la frontière sud (cf. partie 3), n'a pas été totalement évincé puisque parallèlement au traité un accord de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACE) a été signé. Une nouvelle réglementation plus stricte pour les industriels a donc été élaborée. Mais on peut se demander si les compagnies se sont soumises à ces réglementations et si l'agence mexicaine pour la protection de l'environnement a réellement les moyens financiers pour mettre en application les normes décidées.

Au vu de cet accord, il apparaît clairement que l'ALENA est une forme de coopération purement économique. David Mercier (2000) dans un article publié dans *Etudes Internationales* parle de régionalisme stratégique dans le sens où l'ALENA a pour objectif de « maîtriser la globalisation, c'est-à-dire de consolider la sécurité économique entre les partenaires...afin qu'ils soient en mesure de faire face à la concurrence globale ». Il n'y a pas de projet commun dans cet accord mais plutôt une volonté de renforcer les relations entre les trois pays afin de bénéficier des avantages comparatifs de la région économiquement intégrée pour faire face à la concurrence des autres blocs régionaux. Les impacts directs vont donc être surtout économiques mais nous verrons que cela a aussi des conséquences indirectes sur le développement des états frontaliers et que les objectifs économiques peuvent parfois prendre le pas sur les problèmes de développement.

3. Les motifs de l'Accord pour les trois pays signataires

➤ Les Etats-Unis

Les enjeux pour les Etats-Unis sont de deux ordres. Tout d'abord des motifs économiques comme nous l'avons vu précédemment :

- S'ouvrir de nouveaux marchés, notamment l'accès au secteur du pétrole brut mexicain, et au secteur des médias canadiens
- Augmentation de la demande : l'accord doit permettre aux firmes américaines de se positionner sur les marchés étrangers soit pour y vendre les produits fabriqués aux Etats-Unis soit pour réaliser le montage ou la production sur place ou enfin pour conseiller les entreprises étrangères et vendre des services d'ingénierie
- Création d'emplois : les Etats-Unis espèrent créer de nouveaux emplois grâce aux nouveaux marchés et aux investissements directs étrangers surtout au Mexique.

Mais aussi des enjeux plus stratégiques :

- Assurer la stabilité économique et politique du Mexique afin de réduire les flux d'immigration à long terme (2 à 3 millions de personnes en 1990 ont passé la frontière sud en direction des Etats-Unis) mais également pour profiter au maximum de l'effet retour. Les effets de la croissance mexicaine devraient engendrer une augmentation des importations venant des Etats-Unis.
- Eviter le "dumping environnemental". Les entreprises mexicaines ne sont pas soumises aux mêmes réglementations en matière de respect environnemental et ont donc des coûts de production moindres que les entreprises américaines. De plus, les usines polluantes du nord du Mexique jouxtent les états frontaliers comme le Texas et la Californie. Ainsi les Etats-Unis craignent de voir leurs entreprises se délocaliser de l'autre côté de la frontière si les réglementations ne sont pas renforcées au Mexique.

Les Etats-Unis ont donc combiné deux enjeux en signant ces accords de libre échange mais ils ont aussi une vision plus large en considérant cet accord comme un premier pas vers la création d'une zone de libre échange plus large englobant tous les pays du continent américain, de l'Alaska à Tierra del Fuego. On parle déjà à l'heure actuelle d'une future Zone de Libre Echange Américaine (ZLEA).

➤ Le Canada

Le Canada n'a pas eu un rôle moteur dans la conclusion de l'ALENA. C'est pour ce pays un moyen de s'ancrer à une zone de prospérité américaine et d'atteindre l'ensemble du marché latino-américain dans la perspective d'un éventuel accord englobant les deux hémisphères d'Amérique.

Les enjeux pour le Canada sont principalement économiques :

- Créer un marché plus large pour permettre aux entreprises d'accroître leurs opportunités qui restent limitées étant donné l'étroitesse du marché intérieur et les frais de transport importants résultant de l'immensité du pays surtout d'est en ouest. De plus, l'extension du marché peut permettre de favoriser la production de biens à haute valeur ajoutée pour lesquels le marché canadien reste trop petit.
- Contourner le protectionnisme grandissant des Etats-Unis qui a eu des effets très néfastes sur les exportations canadiennes
- Obtenir des avantages comparatifs pour les sites industriels canadiens du Québec et de l'Ontario. En effet, dans des villes comme Windsor ou Montréal des entreprises fabriquent des pièces pour l'industrie automobile américaine mais les pays à moindre coût de main d'œuvre tendent à devenir des concurrents potentiels. Il s'agit donc de renégocier les accords de l'ALE afin d'éviter le glissement du centre de gravité industriel vers le sud-ouest des Etats-Unis et le Mexique.

Malgré ces enjeux le Canada prend aussi des risques en signant ces accords. En effet, le marché du travail canadien est très organisé et les avantages sociaux ont entraîné un renchérissement de la main d'œuvre, comparable à la situation que l'on retrouve dans certains pays européens comme la Suède par exemple. Les Provinces canadiennes risquent donc de voir se délocaliser leur entreprises dans des pays à moindre coût de main d'œuvre (surtout pour les secteurs du textile, de l'énergie et de l'automobile).

De plus depuis une vingtaine d'années les mesures environnementales sont devenues de plus en plus strictes pour les entreprises. Par exemple, dans la région de Toronto, beaucoup d'entreprises étrangères se sont délocalisées en implantant au sud leur établissement de production mais en gardant leurs bureaux au Canada.

Le gouvernement canadien se trouve donc dans l'impasse car il doit s'ouvrir sur les autres marchés pour offrir à ses entreprises des débouchés suffisants pour qu'elles soient plus compétitives mais dans le même temps le pays risque de voir sa production industrielle se délocaliser vers des pays où les salaires sont plus faibles et l'environnement moins protégé, le Mexique en particulier. Cependant le rapprochement économique des Etats-Unis et du Canada est

si proche depuis l'ALE que ce dernier n'avait guère le choix pour signer un accord avec le Mexique.

➤ Le Mexique

Sa candidature à l'ALENA est un élément important de sa politique de libéralisation de l'économie et d'ouverture sur l'extérieur démarrée par le Président De la Madrid et continuée par le Président Salinas après 1988. En effet, le Mexique entre au GATT en 1986 et participe à plusieurs accords avec d'autres pays d'Amérique Latine, d'Asie et avec la CEE. Ces ouvertures n'ayant pas produit les effets escomptés en matière d'investissements directs étrangers et d'apports de capitaux en général, il se tourne vers ces voisins du nord. L'accession du Mexique à un tel accord est une première, il devient ainsi le seul pays en développement au monde à avoir des accès privilégiés avec les deux principaux blocs commerciaux (Amérique et Europe).

▪ Diversifier et augmenter ses échanges commerciaux

Le pays a besoin dans un premier temps d'une croissance économique rapide, créatrice d'emplois s'il veut en offrir suffisamment dans l'économie formelle pour les jeunes affluant sur le marché du travail. N'oublions pas que le Mexique connaît encore une croissance démographique forte comme tous les pays du sud (taux de natalité de 22/1000 en 2000 alors que le Canada et les Etats-Unis ont un taux inférieur à 15/1000). Il a pour cela besoin de capitaux étrangers et doit donc créer un climat stable pour les investisseurs étrangers, notamment européens et japonais. Cependant sur ce point, les Etats-Unis prendront des précautions dans le secteur du textile et de l'automobile pour en rester les seuls investisseurs. Ce traité est avant tout une assurance pour le Mexique contre une éventuelle résurgence du protectionnisme américain et pour lui permettre de réduire sa dépendance économique.

▪ Rééquilibrer le territoire

Les IDE¹ américains au Mexique représentent déjà plus de 60% de l'ensemble des IDE au Mexique en 1994. On attend plutôt un accroissement des investissements canadiens et une diversification géographique puisque ces derniers sont principalement localisés dans la zone franche frontalière depuis le programme «maquiladoras» (commencé en 1967 et renforcé au début des années 1980) sur lesquels nous reviendrons par la suite. Les investissements vont pouvoir être effectués dans l'ensemble du pays avec les mêmes facilités que dans la zone frontalière. On peut donc s'attendre à une déconcentration des IDE vers le sud du pays ce qui permettrait de restructurer l'espace mexicain économiquement puisque actuellement cette activité reste concentrée dans la zone frontalière.

¹ Investissement Direct Etranger

- Améliorer sa compétitivité

Grâce à ses faibles coûts de main d'œuvre le pays doit encourager « la création de viviers de moyennes entreprises compétitives » (Beaujeu Garnier, 1994) afin de former des districts industriels concurrentiels.

Il faut ajouter que cet accord a été encouragé par une classe locale d'entrepreneurs, de financiers et de gestionnaires, qui auraient fait pression sur l'Etat mexicain pour entériner les mesures entreprises depuis 1982 afin qu'elles soient juridiquement reconnues. Cependant on peut critiquer l'absence de débat populaire en ce qui concerne l'entrée du Mexique dans cette zone de libre échange. Le gouvernement Salinas a fait preuve d'habileté dans ce dossier.

Ainsi en 1994 on voit se mettre en place une zone de libre échange englobant les trois pays d'Amérique du Nord sur l'initiative des Etats-Unis. Chacun a des avantages à retirer et des motifs spécifiques concernant la signature de ce dernier et l'enjeu qu'il représente n'est pas le même pour les trois pays. Pour le Canada il offre la seule possibilité de rester positionné dans le peloton de tête des nations développées. Le Mexique espère voir son développement accéléré et rééquilibré territorialement. L'enjeu est moins crucial pour les Etats-Unis. Il relève autant de la stratégie politique afin de limiter les tensions possibles avec ses voisins que de la stratégie économique afin de faire face à la mondialisation. Il est intéressant de noter déjà au terme de ce point que l'ALENA est une forme de coopération économique exclusivement. L'intégration qui semble en ressortir est asymétrique dans le sens où les pays ne vont pas, semble-t-il, en retirer les mêmes avantages et n'encourent pas les mêmes risques et enjeux en signant cet accord. Nous allons plus particulièrement le voir sur le plan économique.

B. Originalité de l'accord et comparaison avec l'Union Européenne

1. Importance de la zone de libre échange

La zone de l'ALENA est une des plus importante en taille dans le monde. Elle représente un marché de 406 millions de consommateurs potentiels et atteint en 2000 un volume total des échanges de 676 milliards de dollars US (augmentation de 128% par rapport à 1994)². De plus, on remarque que l'ALENA est original dans la mesure où il regroupe deux pays riches et un pays en développement. Ce cas est actuellement unique dans le monde. Il est vrai que l'Union Européenne mêle des pays comme l'Allemagne à des pays comme le Portugal et la Grèce, mais ces derniers ne sont pas, la plupart du temps, considérés comme appartenant au groupe des pays en

² US Department of commerce, Statistique Canada et Banque du Mexique

développement (le PNB par tête du Portugal était de 11 030 \$ en 1999 comparer à celui du Mexique, de 3680 \$ / habitants la même année). Mais il faut dire aussi que l'UE risque de connaître la même particularité que l'ALENA avec la candidature de nombreux pays de l'Est. Cette remarque est pertinente pour la suite de notre étude considérant que des économies qui ont des niveaux de développement différents ne vont pas réagir de la même façon à une libéralisation des échanges et on s'attend donc à voir des impacts différents sur les deux frontières que nous allons considérer.

On remarque également une zone de libre échange qui se sépare en deux zones distinctes :

- une zone homogène entre deux pays développés les Etats-Unis et le Canada, déjà effective depuis 1989.
- une zone de libre échange plus hétérogène qui englobe un pays développé, les Etats-Unis et un pays en émergence, le Mexique.

En effet, le Canada et le Mexique ne sont pas des économies interdépendantes à la base contrairement aux relations fortes qui existent entre le Canada et les Etats-Unis d'une part et entre le Mexique et les Etats d'autre part comme on peut le voir dans les graphiques suivants.

Depuis que l'ALENA a pris acte, les échanges d'une part se sont intensifiés entre les trois pays et d'autre part, l'asymétrie déjà présente dans les échanges en 1990 est également notable en 2001. Le Mexique et le Canada exportent davantage aux Etats-Unis que ces derniers exportent vers ses deux partenaires de l'ALENA. Les Etats-Unis sont un marché quasi exclusif pour le Canada et le Mexique. Pour les Etats-Unis, le Canada reste le plus important des deux partenaires mais le Mexique tend à le rattraper. On peut donc en conclure que l'intégration économique s'est renforcé entre les trois pays entre 1990 et 2000. Cependant l'asymétrie des échanges déjà existante se renforcent sur la même période. Le Canada et le Mexique restent dépendants vis à vis de leur partenaire commercial, les Etats-Unis.

Figure 2 Destinations des exportations des trois pays de l'ALENA en 1990

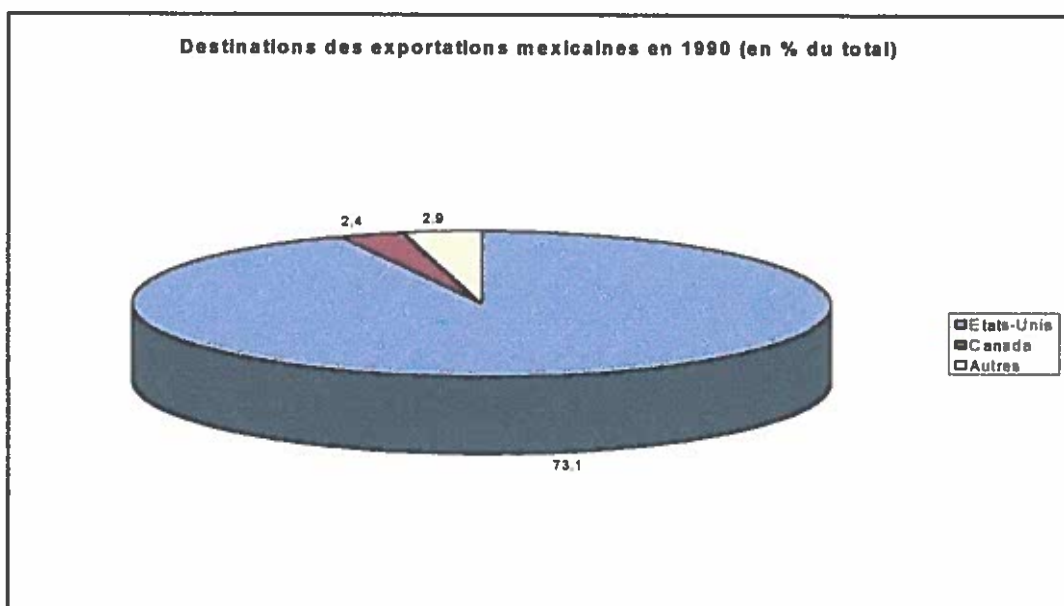
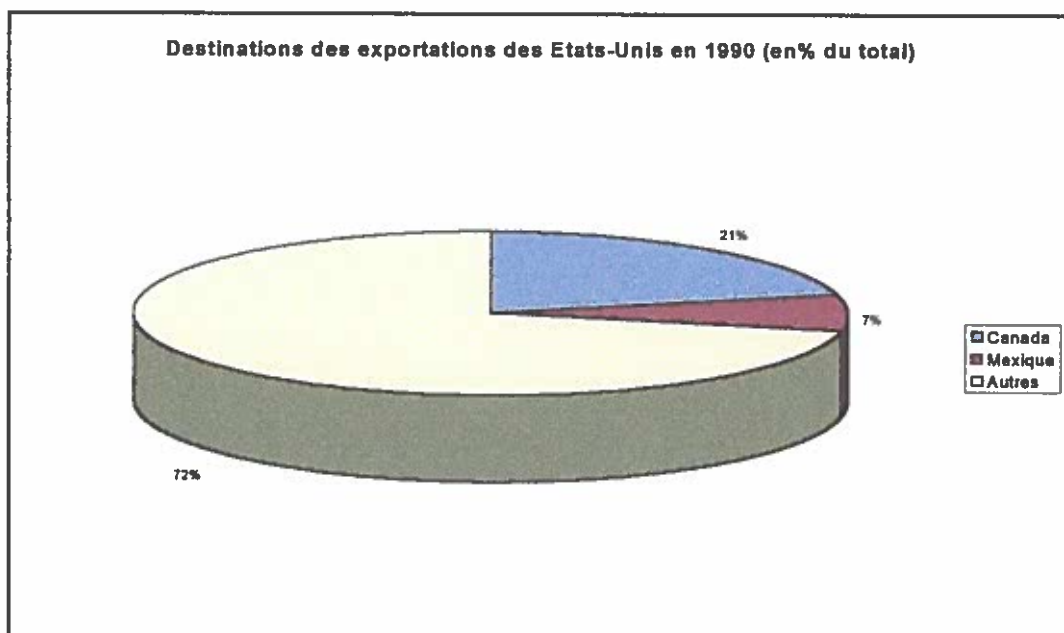
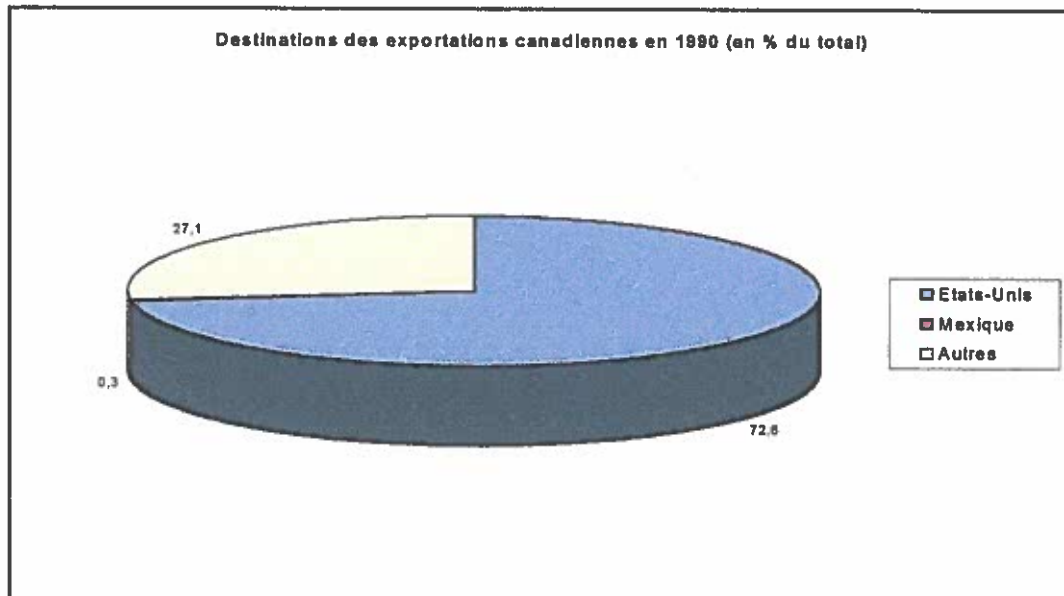
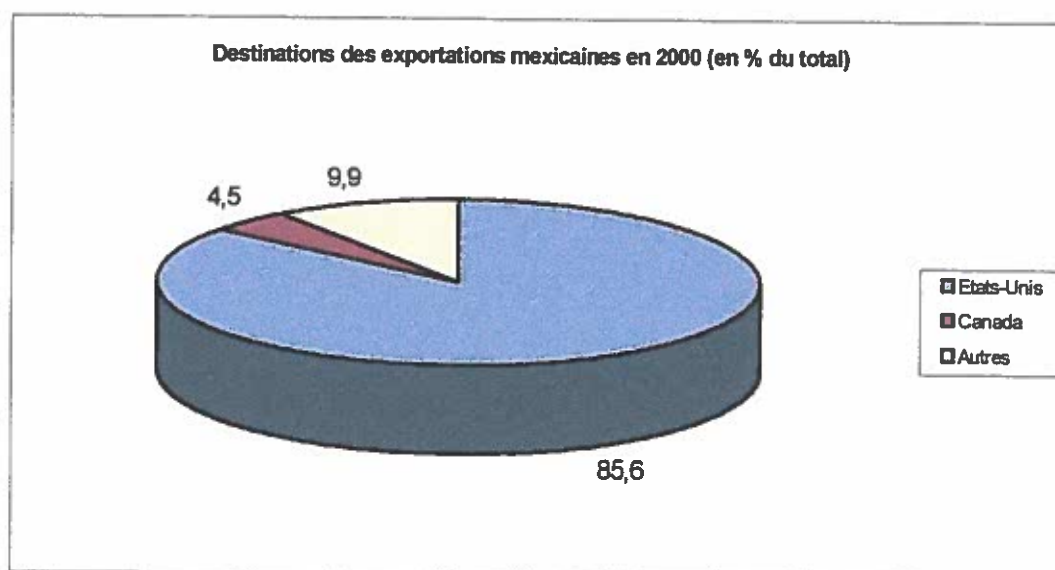
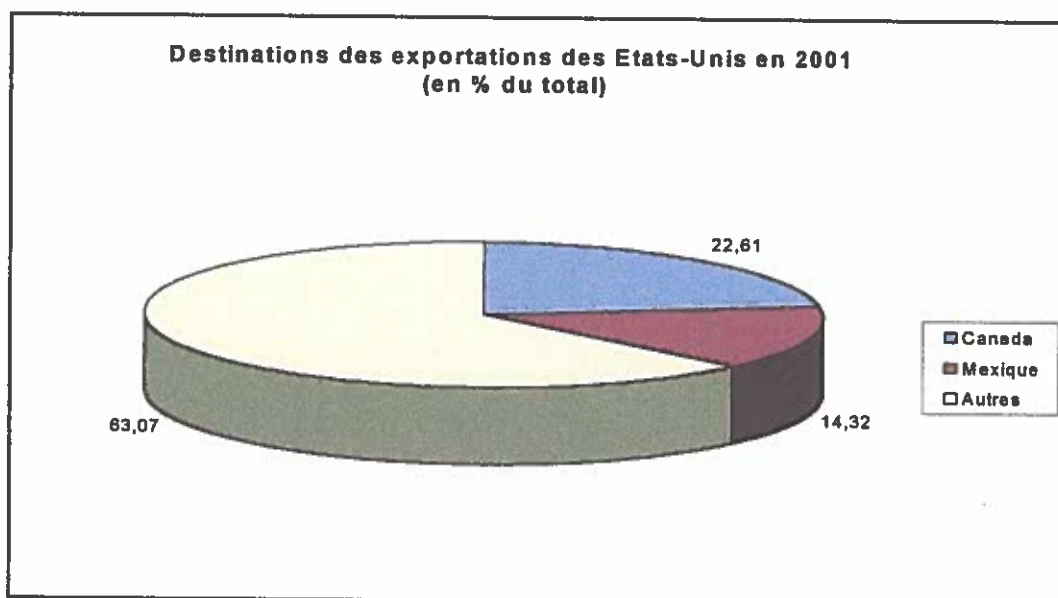
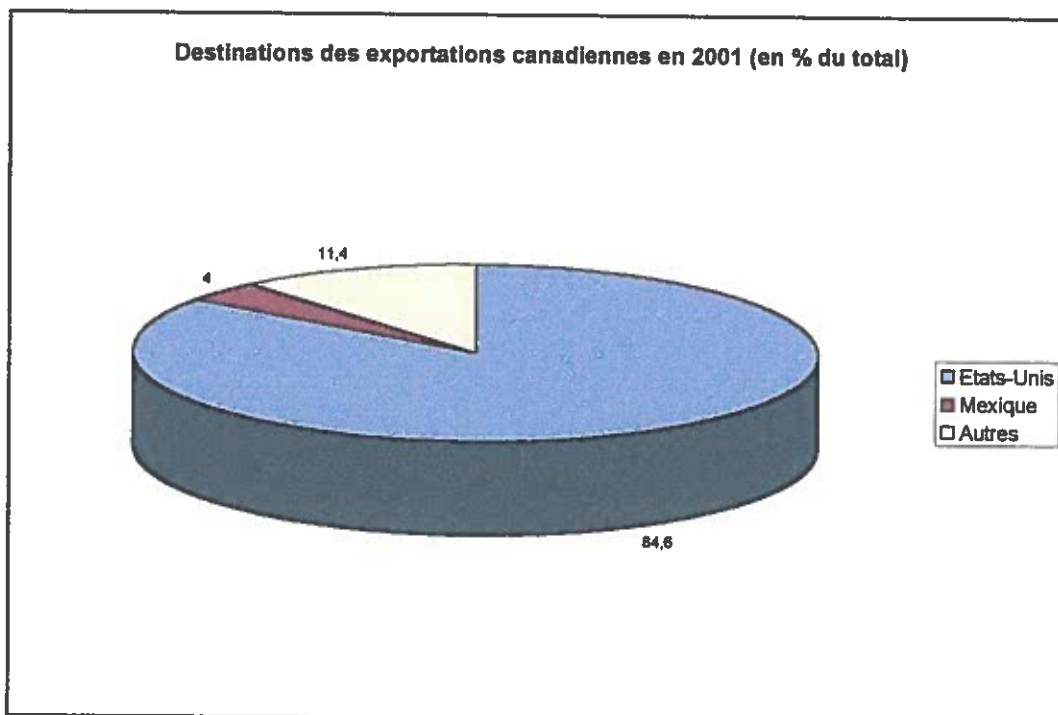


Figure 3 Destinations des exportations entre les trois pays de l'ALENA en 2001



2. Les différences avec l'Union Européenne

Il apparaît que l'ALENA n'est pas une union douanière car il ne met pas en place de tarif douanier commun. A la différence de l'UE, l'ALENA n'institue pas un marché commun, ni une politique économique et commerciale commune et encore moins une libre circulation des personnes.

Il convient de comparer alors l'ALENA aux relations commerciales que l'UE entretient avec les pays du Sud ou encore avec les PECO, candidats à l'entrée dans l'UE. L'ALENA est dans son fonctionnement purement commercial alors que l'UE a la volonté de coupler rapprochement économique et développement. Des programmes d'aides aux régions candidates ou encore aux pays les moins développés font partie des conditions d'intégration. L'UE a donc considéré davantage le fossé entre centre et périphérie en essayant de lui trouver des solutions : les aides conclues par exemple dans les accords de Lomé avec les pays ACP³ prennent la forme de subventions et de prêts accordés par la Banque Européenne d'Investissement ou par la Commission.

Malgré ces différences, des ressemblances demeurent entre les deux zones. En effet, leur situation démographique et le déséquilibre existant entre la croissance de la population de la périphérie et celle beaucoup plus lente du centre sont visibles aussi bien dans la zone de l'UE que dans celle de l'ALENA. C'est d'ailleurs un argument qui fut avancé lors de la signature de l'ALENA en réponse au flux d'immigrants arrivant du sud : faire du développement économique dans les régions pauvres pour éviter la déferlante humaine vers le nord.

On remarque également la présence de ressources énergétiques et minérales importantes au sud (exemple du Mexique et de l'Algérie) revêtant un intérêt sensible pour le Nord. Dans les deux cas, ces réserves font l'objet d'une protection prudente de la part des Etats dépositaires de ces réserves. Dans les deux cas, les ressources sont exportées en grande partie vers le Nord et les investissements nécessaires pour l'exploration et l'exploitation proviennent également de ces pays clients.

Suite à cette présentation de l'Accord de libre échange nord américain, il s'agit de recentrer le sujet de notre étude. Il nous paraissait important de considérer dans un premier temps le contexte général de ces pays. L'analyse porte sur les deux frontières en présence entre les 3 pays signataires. Le concept de frontière va être ici approfondi afin de montrer d'une part quel va être notre angle d'approche et d'autre part sur quelle zone précisément allons nous travailler ?

³ Afrique Caraïbes Pacifique

C. Concepts relatifs aux frontières et territoires d'étude

1. De la frontière barrière à la frontière contact

Beaucoup d'auteurs se sont attachés à étudier et définir les différents types de frontières et leur influences sur le reste de l'espace proche. Nous nous appuyons ici sur les concepts que F.Leloup et L.Moyart ont analysés lors d'un colloque en septembre 2001. Nous avons choisi cette analyse car elle s'appuie sur des exemples situés aussi bien dans des pays développés (tels que la frontière France-Belgique) que dans des pays en développement (frontière sénégal-guinéenne), ce qui reflète le cas de notre étude.

Leur analyse montre comment une frontière peut devenir avec le temps un facteur d'interaction alors qu'elle est définie à la base comme « une discontinuité spatiale ». La frontière serait au départ la cause des effets de rupture et de séparation de l'organisation spatiale d'une zone. De part, l'éloignement de ces zones par rapport aux centres de décision du pays la région frontalière subit des effets de périphérisation. Les auteurs parlent également d'effet rupture dans le sens où les systèmes politiques et juridictionnels de part et d'autre de la frontière divergent souvent. Enfin la frontière serait un obstacle aux échanges économiques mais certains d'entre eux seraient amplifiés grâce à un effet de rente et d'avantages comparatifs et la frontière créerait donc un effet de différenciation sur les échanges. Ainsi, lorsque la frontière agit en tant que barrière on est en présence d'une région frontière neutre et passive.

Comment une région frontière peut-elle devenir active, un « espace vécu » ? Lorsqu'elle le devient, on parle alors de « territoire ». Ce dernier est défini par les auteurs comme « un espace humanisé, caractérisé par un groupe social, des activités socio-économiques, un espace mu par ses forces internes ». Il englobe les deux zones frontières limitrophes (plutôt que les deux régions limitant les deux pays et prises séparément). Les acteurs locaux vont intervenir afin de faire naître des synergies locales et des interactions dans la région frontalière pour que cette dernière devienne territoire construit. Le développement local est au cœur du processus et permet de faire naître des relations sociales, économiques et culturelles à l'intérieur de l'espace fractionné par une frontière. Les auteurs appellent cette transition « espace de soutien ». JP Renard (2000), professeur de géographie, va plus loin en définissant un véritable modèle dynamique qu'il appelle la « transition frontalière ». Cette dernière se traduit par « un fonctionnement territorial particulier, pris principalement dans une dialectique centre périphérie, combinant la petite échelle (celle du local frontalier) et la grande échelle (celle de l'Etat), s'inscrivant par ailleurs dans le temps long et articulant la ligne frontière à la zone frontalière ». L'auteur détermine alors trois phases dans cette transition : celle de la « ligne frontière » associée à une zone-frontière tronquée ; la seconde phase verrait la frontière devenir « filtrante » tout en connaissant un développement particulier de la

zone frontalière ; enfin la dernière phase consisterait à mettre en rapport une frontière en voie d'effacement et une « zone transfrontalière de contacts ». JP.Renard précise que l'évolution n'est pas toujours régulière et mécanique, la transition peut connaître des « retours en arrière, de longs moments d'inertie ».

D'autres auteurs ont travaillé sur ce thème. JP. Carrière et S.Thibault (in F.Guichard, 2001) parlent « d'espace frontière ». Ils le définissent comme « un espace structuré et à structurer, doté d'une épaisseur et d'un contenu ». Pour parvenir à la création d'un tel espace, ils considèrent que les régions frontalières doivent être envisagées non pas comme de simple lieu de passage assurant l'intensification des échanges mais comme de « véritables systèmes relationnels...ayant leur propre dynamique de développement ». La coopération transfrontalière serait alors une des solution pour engendrer ce système.

Après l'objectif purement économique, le processus d'intégration régionale doit ainsi viser une harmonisation des politiques et une simplification des échanges tout en favorisant les relations interrégionales spécialement celles transfrontalières. L'Union Européenne est entré dans ce processus en créant des programmes comme INTERREG par exemple. Pour l'ALENA les choses semblent très différentes et on est encore loin de cette perspective d'intégration régionale comme les auteurs la définissent. Cependant, au-delà des souhaits politiques, il s'agit de voir si ce processus est en marche, relevant de facteurs internes au frontière comme F.Leloup et L.Moyart le montrent dans leur article pour une région frontière africaine. L'ALENA a-t-il été en quelque sorte le déclencheur permettant la formation d'une ou plusieurs « régions territoires » (au sens de Leloup et Moyart) au nord et au sud de la zone étudiée ?

2. Délimitation de la zone d'étude (cf.carte n°1)

Afin d'établir une analyse fine des espaces frontaliers entre les trois pays considérés il s'agit de les délimiter dans l'espace. Quelle limite accorder à un espace qui n'a pour seul support que le simple tracé d'une ligne frontière entre deux Etats au nord comme au sud ?

Faute de mieux, on est dans l'obligation de recourir aux limites administratives établies dans l'un et l'autre des pays comme cadre premier d'analyse. Il apparaît que si nous voulons faire des comparaisons entre ces trois pays et ces deux espaces transfrontaliers il s'agit de s'appuyer sur les limites administratives qui semblent les plus similaires dans les trois Etats c'est-à-dire les limites d'Etats ou de Provinces pour le Canada.

Nous avons fait le choix de nous baser sur l'histoire de ces frontières pour mieux comprendre la formation des espaces en présence afin de ressortir un zonage de notre base de travail.

La frontière nord, entre les EU et le Canada, ne sépare pas vraiment deux pays historiquement construits sur des bases distinctes, mais c'est plutôt l'œuvre d'un découpage quelque peu arbitraire de l'espace continental. Jusqu'à l'acte de la Confédération en 1867, les Provinces canadiennes demeuraient des colonies anglaises sans autre pouvoir central que le parlement londonien. Lorsque les institutions fédérales furent reconnues par Londres, il s'agissait surtout pour les canadiens de préserver leur frontière et leur identité de la volonté expansionniste américaine devenue plus menaçante. La frontière à l'ouest est antécédente car elle fut établie préalablement à toute organisation de l'espace qu'elle traverse.

Jusqu'au début du XX^{ème} siècle, investisseurs, hommes d'affaires et politiciens américains n'écartaient pas l'idée d'annexer les Provinces canadiennes comme autant d'états supplémentaires. L'homogénéité culturelle ne distinguait guère le Canada de son puissant voisin. La région des Grands Lacs fut le cœur du développement industriel américano-canadien à la fin du XIX^{ème} siècle et jusqu'aux deux tiers du XX^{ème}. C'est là que se formèrent les bassins industriels qui liaient par exemple le Québec au Maine et au Massachusetts, et l'Ontario au nord de l'Etat de New York. En effet c'est ici que nous retrouvons aujourd'hui les plus grandes villes et métropoles au bord de la frontière, notamment le long du fleuve Saint Laurent où se concentrent les villes de Québec, Montréal, Ottawa et Toronto. Les deux tiers de la population canadienne y sont concentrés et ces Etats connaissent une augmentation de leur population depuis 10 ans contrairement aux Etats du centre qui se vident. Nous focaliserons donc notre étude sur les Provinces de Québec et de l'Ontario. Ces Etats connaissent une situation complexe car on y trouve une superposition des frontières internationale et inter étatique. Cela peut entraîner des problèmes car les intérêts des Provinces peuvent être différents des intérêts centraux et cela conduit souvent à des relations conflictuelles voir des problèmes d'identité comme on l'a vu pour le Québec. Du côté américain, il s'agit de considérer là aussi la zone où la frontière est plus réactive. Il s'agit des Etats situés le long des Grands Lacs faisant face aux Provinces canadiennes cités précédemment, c'est-à-dire l'Etat de New York, de l'Ohio, et du Michigan entre autres.

La frontière mexico-américaine s'étend entre San Diego et Matamoros. Elle recoupe toutes les grandes articulations du relief disposées longitudinalement du nord au sud : la côte Pacifique et sa chaîne bordière, l'Imperial Valley, les Sierras Nevada et Madre, la zone des hauts plateaux limités par les Rocheuses et les Monts Sacramento, le début des grandes plaines. A l'exception du cours inférieur du Rio Grande le tracé de la frontière ne tient nul compte de l'organisation de ces ensembles physiques. La frontière est ici comme ailleurs un tracé politique négocié, arraché militairement, marchandé financièrement par les parties en présence au milieu du XIX^{ème} siècle. Elle connut des mouvances entre avancée espagnole et camps indiens. Ainsi en 1848, au terme de la guerre de conquête que livrèrent les Etats-Unis au Mexique, ce dernier fut obligé de céder tous les territoires du nord du Rio Grande où allaient se former les Etats de Californie, Nouveau

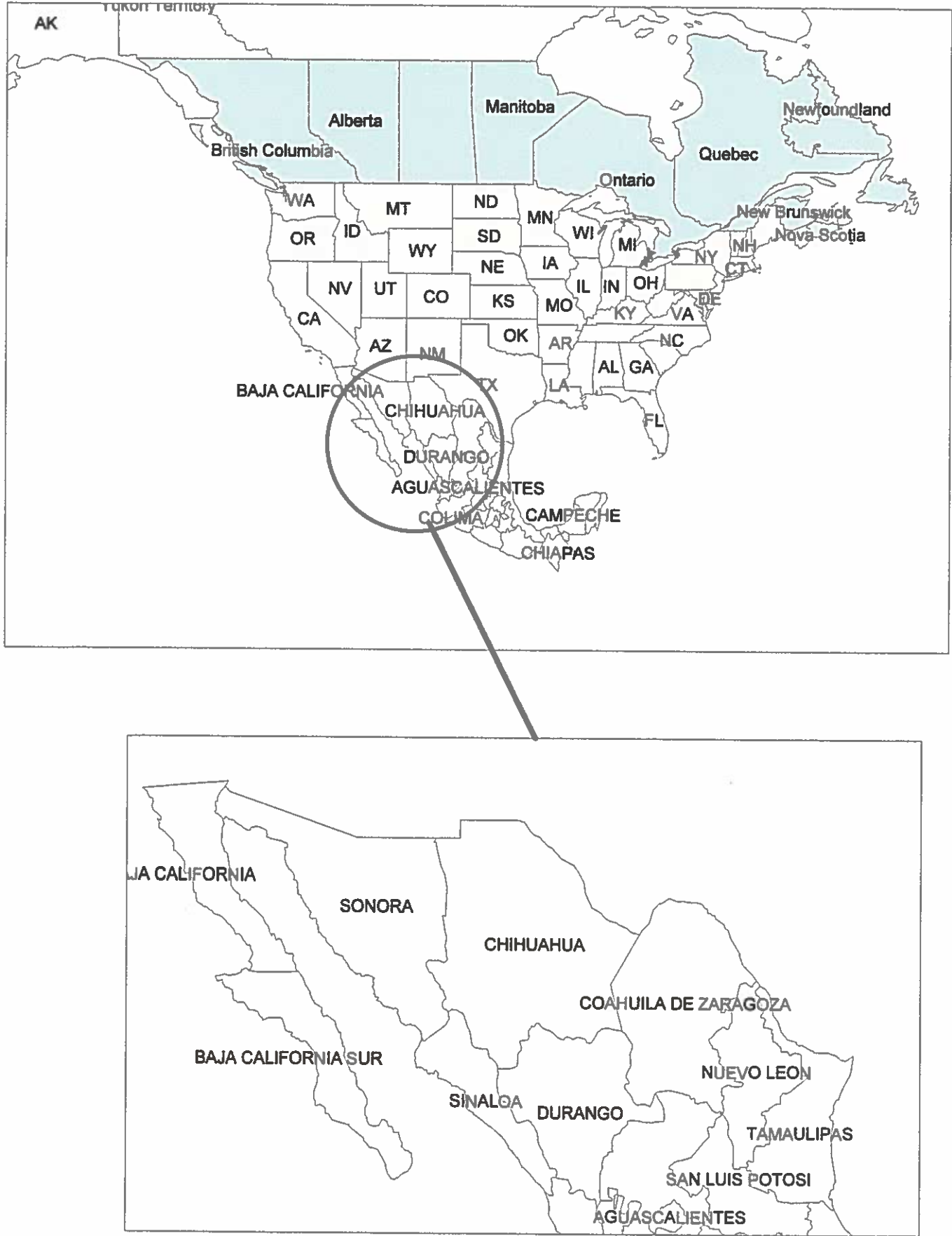
Mexique et Arizona. Dans le même temps, les colons américains installés au Texas, au mépris du pouvoir politique mexicain, séparèrent rapidement cette région de son pays d'origine pour la rattacher à l'Union américaine. C'est ainsi que du jour au lendemain les Mexicains résidant au nord de la nouvelle frontière se retrouvèrent en situation d'immigrés. Au sud, naissaient pendant ce temps, les Etats mexicains du Tamaupilas, du Nuevon Leon, du Coahuila, du Chihuahua, du Sonora et de la Basse Californie. Cependant aujourd'hui le Grand sud ouest de part et d'autre de la frontière a gardé les traits du passé commun à cette zone. Il est difficile de séparer hier et aujourd'hui avec l'importance de l'immigration mexicaine et selon Bethémont, "la limite septentrionale proposée pour le peuplement espagnol de première origine correspond avec la limite actuelle de la zone de forte expansion de migrants mexicains, constituant la Mexamerica" (1989).

Ainsi l'histoire nous dicte de considérer l'ensemble des Etats jouxtant la frontière non seulement à cause de leur passé commun mais aussi, car aujourd'hui encore, les mouvements migratoires, les échanges, l'importante concentration de population dans ces espaces ont façonné des ensembles territoriaux débordant la frontière nationale. Il s'agira de voir si l'espace que l'on dénomme souvent comme le "United-States-Mexico-Border Lands" forme une région frontalière au sens de territoire grâce notamment à la mise en place de l'ALENA.

Nous faisons ici référence à des espaces transfrontaliers qui s'étalent de part et d'autre de la frontière sur quelques centaines de kilomètres. Il est important d'avoir à l'esprit cette autre dimension et échelle que nous n'avons pas sur toutes les frontières internationales comme par exemple en Europe où les espaces frontaliers sont généralement définis par une largeur plus petite (dizaine de kilomètres). Jusqu'à quelle profondeur se fait alors sentir la frontière ? Cela dépend de multiples paramètres : la présence ou non d'un groupe supra frontalier (par exemple les basques sur la frontière franco-espagnol), ou encore le degré d'activité de la zone, la symétrie des situations économiques ... La présence de travailleurs frontaliers est souvent un indicateur significatif de l'effet frontière. Par exemple, la présence d'une main d'œuvre hispanique immigrée dans le sud-ouest des Etats-Unis reflète une frontière dynamique où les effets se feront ressentir à l'intérieur même des états américains frontaliers. Sur la frontière nord, les deux mégaloïles (le long du fleuve St Laurent et celle de Philadelphie à Boston) se juxtaposant de part et d'autre de la frontière montrent une dynamique forte alors que l'ouest reste à première vue plus passif étant donné la présence de relief souvent repoussant (les Montagnes Rocheuses). D'une façon générale, l'effet frontière semble se manifester avec plus ou moins d'intensité mais il a tendance à diminuer avec l'éloignement souvent de façon dissymétrique avec des irrégularités significatives selon la présence des centres économiques et de transport (C.Pradeau, 1994).

Il est évident qu'ici nous localisons notre espace de recherche mais que nous n'allons pas nous y borner méticuleusement. Suivant les informations que nous avons récoltées, il se peut qu'au fil de l'analyse nous focalisions parfois sur certains réseaux de villes importants pour l'étude.

Carte n°1 LES PROVINCES CANADIENNES, LES ETATS AMERICAINS ET MEXICAINS



3. Type de frontière en présence

Les frontières par leur tracé et la forme des régions frontalières influent sur l'organisation de l'espace. On peut distinguer selon C. Pradeau (1994) les frontières sas, des frontières linéaires. Ici nous sommes en présence de deux frontières linéaires à dominante longiligne. Les réseaux de communication les coupent perpendiculairement en créant des sas de passage (cf. cartes n°2 page suivante). Cette organisation a une double conséquence :

- Les sas de passage canalisent les flux et la frontière ne peut être traversée qu'à certains endroits. L'impact économique de la frontière est alors limité car le transport des marchandises et des voyageurs subit des contraintes. La frontière sud connaît trois sas de passage importants permettant d'atteindre les villes mexicaines suivantes : Monterrey, Chihuahua, et Hermosillo (d'est en ouest).
- Les régions frontalières le long du tracé subissent les limites de souveraineté même si la frontière est ouverte. Chaque Etat organise par exemple ses propres infrastructures en tenant compte de la frontière et non des régions au-delà de cette dernière. C'est ainsi que l'on se retrouve avec deux routes ou deux voies de chemin de fer parallèles sur des distances considérables. L'espace est sur-équipé si l'on considère les deux Etats mais en réalité il est mal équipé et non efficace. On trouve par exemple la transcanadienne d'est en ouest au nord de la frontière canado-américaine, et en face au sud de cette dernière il existe la même voie parallèle. On a préféré négliger les infrastructures nord/sud pour doubler celles est/ouest alors qu'aujourd'hui on se rend compte, comme on le verra en seconde partie, que les échanges de marchandises se font de plus en plus selon un axe nord/sud au détriment de l'axe est/ouest. Les axes transversaux deviennent saturés. Cependant il faut modérer ce propos car il existe de nombreuses jonctions entre les deux réseaux parallèles au nord, davantage qu'au niveau du réseau d'infrastructures observables sur la frontière sud.

Même si les deux frontières en présence sont toutes deux linéaires, on observe quelques différences dans l'organisation des réseaux qui peuvent s'expliquer par la position de celles-ci par rapport au centre des trois Etats considérés. En effet, si le centre est proche comme c'est le cas pour la frontière nord, la frontière est un passage plus important pour le centre et elle fera alors l'objet d'attentions supérieures aux autres frontières : Mexico est plus éloigné de la frontière sud que ne le sont des capitales comme New York, Washington ou Ottawa de la frontière nord.



Carte n°2 les réseaux routiers en Amérique du Nord

Source : Atlas Mondial Encarta, 1998

Au vu de cette première approche du territoire, plusieurs conclusions peuvent être établies :

- Le traité de l'ALENA est une forme de coopération transnationale essentiellement sur le plan économique d'après les termes de l'accord. Les trois pays y trouvent des intérêts différents surtout pour le Mexique qui voit dans cet accord une porte ouverte aux capitaux étrangers et à une diversification géographique de ses activités pouvant rééquilibrer le développement du pays.
- Cet accord est particulièrement original puisqu'il rassemble des pays à niveau de développement différent. On peut donc s'attendre à voir des impacts différents sur chacune des deux frontières.
- Que ressort-il de la première approche de ses frontières ? Elles ont connu beaucoup de mouvances par le passé. Elles n'ont, semble-t-il, pas les mêmes organisations territoriales de part et d'autre. Il s'agit maintenant d'analyser plus précisément ces espaces depuis que l'ALENA est entré en vigueur en 1994.

Cette analyse que nous allons faire en deuxième partie va nous permettre de voir quelles relations entretiennent les régions frontalières afin de comprendre si l'ALENA a un impact sur les espaces et si ces derniers peuvent être définis comme des « territoires » au sens de F.Leloup et L.Moyart. Pour ce faire, on identifiera quels types de relations ont les régions frontalières en terme d'échanges humains (migrants frontaliers, réseaux de villes), d'échanges de biens et services mais aussi de capitaux afin d'établir des schémas d'interactions ou de déséquilibres présents sur ces frontières. La dimension économique sera évidemment privilégiée étant donné les objectifs de l'ALENA. Cette analyse diachronique permettra de réaliser un diagnostic des dynamiques transfrontalières de la zone étudiée.

« Avant d'être pour nous une réalité, les Etats-Unis furent pour moi une image. Rien d'étrange à cela : dès notre enfance, nous, les Mexicains, nous voyons ce pays comme l'autre. Un autre inséparable de nous-mêmes et qui, en même temps, est radicalement, essentiellement étranger »

Octavio Paz, 1985 p.163.

PARTIE II

ANALYSE DES IMPACTS TERRITORIAUX DE L'ALENA AUX FRONTIERES

Il est évident que nous devons prendre en compte la logique du système avant les accords de l'ALENA afin de voir si ces derniers ont eu des effets sur les dynamiques démographiques et économiques. Dans un premier temps nous analyserons l'aspect économique. Les frontières ont un passé qu'il s'agira d'expliquer pour mieux comprendre le contexte actuel. Nous nous demanderons alors comment les accords ont agi sur les échanges, les emplois et les stratégies aux frontières ?

Ensuite, nous observerons les frontières sur le plan de la population : comment se répartit-elle ? Les frontières ont-elles une importance en terme de concentration de population par rapport au reste du pays ? L'armature urbaine est-elle continue aux frontières ? Comment les villes se répartissent-elles et quelles en sont leurs caractéristiques ? Nous verrons que le contexte économique a des conséquences sur les réseaux urbains aux frontières et que l'ALENA a donc des répercussions non seulement économiques mais aussi spatiales d'une manière tout en gardant à l'esprit que ce traité n'est pas la seule cause de ces dispositions particulières mais qu'il y contribue.

A. La frontière comme espace des impacts économiques

1. Une augmentation des échanges intra régionaux

1.1. Le commerce des échanges

L'ALENA a évidemment engendré d'une manière générale une expansion du commerce et de l'investissement. Entre 1994 et 1999, l'économie canadienne a affiché un taux de croissance moyen de 3,3 % et celle des États-Unis et du Mexique de 3,9% et de 3,1% respectivement. Que remarque-t-on au niveau de la balance commerciale des pays ?

Les exportations de marchandises du Canada vers ses partenaires de l'ALENA ont augmenté beaucoup plus rapidement que ses exportations de marchandises vers le reste du monde. De 1993 à 2000, la valeur en dollars US des exportations canadiennes vers les États-Unis et le Mexique a en effet connu une croissance de 109% passant de 112 milliards de dollars US à 235 milliards de dollars US sur cette période. Alors que les exportations vers le reste du monde n'ont augmenté que de 29% au cours de la même période.

De même, on observe une hausse des exportations du Mexique vers les pays de l'ALENA de 238% entre 1993 et 2000, s'élevant à 154 milliards de dollars en 2000. Depuis la mise en œuvre des accords, la croissance de ses exportations a compté pour plus de la moitié de la croissance réelle de son PIB. Enfin, les exportations américaines de biens vers les partenaires de l'ALENA ont

plus que doublé entre 1993 et 2000, une expansion supérieure au taux de croissance de 52% des exportations vers le reste du monde au cours de la période.

On constate également que les Etats-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Canada et du Mexique. Le Canada est le plus important partenaire commercial des Etats-Unis et le Mexique le deuxième. Le pivot du commerce canado-américain reste constitué par des ventes de machines et de matériel de transport (en 1998, ce type de produits représentent 52% des exportations canadiennes vers les Etats-Unis et 60% des importations en provenance des Etats-Unis). Le Canada est aussi le deuxième marché en importance pour les biens mexicains. Les produits échangés sont ceux de l'automobile, de l'agriculture et de la pêche.

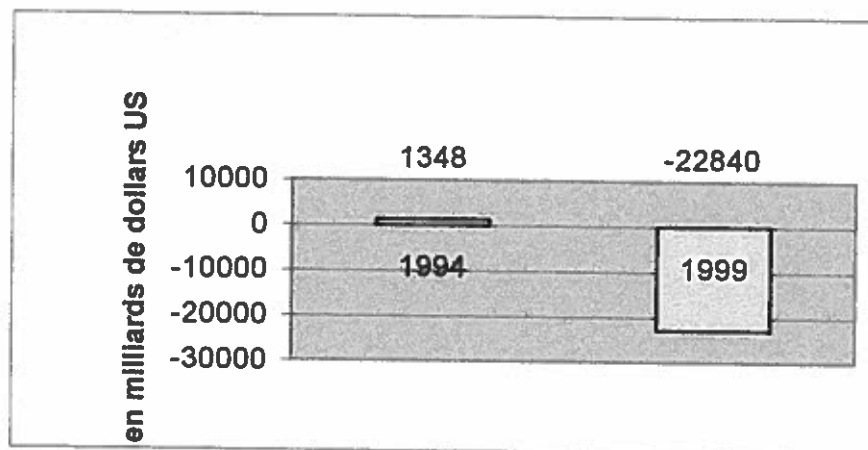
La période écoulée depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA a également été marquée par une augmentation considérable du commerce des services entre les trois pays. En 1998, le commerce des services entre le Canada et ses deux partenaires, les Etats-Unis et le Mexique, a totalisé environ 64 milliards de dollars, comparativement à 43 milliards de dollars en 1993 (ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 8,4 %).

Ainsi les liens inter-régionaux entre les trois pays de l'ALENA se sont renforcés depuis la mise en place des accords. Cependant les exportations des Etats-Unis vers le Mexique n'ont pas cru aussi rapidement que celles du Mexique vers les Etats-Unis (cf. figure n°4 page suivant). Ces derniers qui enregistraient une petite balance positive avant l'ALENA connaissent un déficit commercial record avec ce pays en 1999 contrairement aux promesses officielles du gouvernement américain à l'époque de la signature du traité de libre-échange. Cela a contribué à la délocalisation des emplois américains vers le sud mais nous y reviendrons par la suite.

De plus on peut se demander si ces échanges sont réellement du commerce lorsque l'on sait que la majorité des produits qui traversent les frontières se déplacent entre filiales d'une même compagnie multinationale. Au Canada, en 1996, « 75% de tout le commerce de biens manufacturés est en fait un commerce-lié, c'est-à-dire entre commerce d'une même firme » (Julie Perreault, 1997). Les importations canadiennes seraient constituées pour la moitié de ce genre de commerce.

Comme nous l'avons vu dans la première partie de cette étude, l'intégration économique s'amplifie entre les trois pays signataires. Les frontières sont donc des zones dynamiques qui permettent une circulation intense de biens et services. Elles sont devenues perméables et ne sont donc plus des barrières aux échanges.

Figure n°4 Balance commerciale des Etats-Unis avec le Mexique en 1994 et 1999



Source : US Census Bureau, US Trade Balance with Mexico

1.2 Les Investissements Directs Etrangers

L'ALENA a multiplié les possibilités pour les investisseurs en raison d'un cadre juridique engendrant plus de transparence et de facilité. Les IDE⁴ dans la zone de l'ALENA viennent de partout de plus en plus grâce à la croissance des trois économies. Elle reçoit 28% du total mondial des IDE. Sur l'ensemble reçu en 1999 (1,3 milliards de dollars US), 83% ont été investis aux Etats-Unis, 12% au Canada et enfin 5% au Mexique. Cela montre un certain déséquilibre entre les trois pays, le Mexique se voyant quelque peu délaissé.

Pour le Canada, les IDE en provenance des Etats-Unis représentent 72% de l'ensemble des IDE dans ce pays alors que ceux en provenance du Mexique représentent seulement 0,2% des IDE totaux. Pour les Etats-Unis, les IDE en provenance de ses deux partenaires représentent seulement 8,4% de l'ensemble. Enfin le Mexique reste très dépendant de ces deux partenaires puisque les IDE proviennent à 67% du Canada et des Etats-Unis.

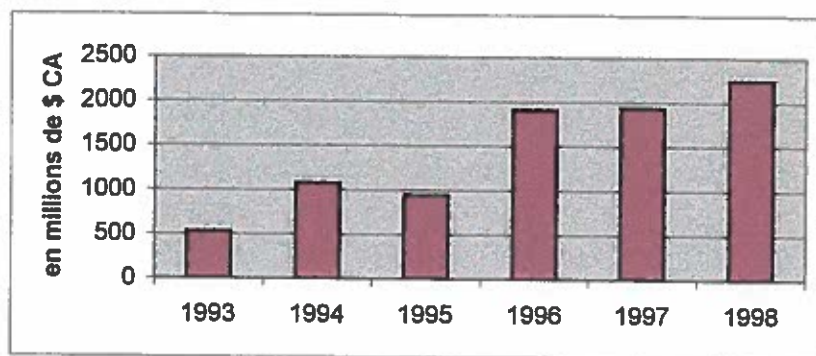
Ainsi, il semble que la répartition des IDE entre les trois pays ne soit pas équilibrée et que les Etats-Unis reste la principale source d'IDE dans les deux autres pays. Des parties entières de l'appareil productif du Mexique et du Canada sont donc principalement sous contrôle américain ce qui crée une situation d'interdépendance économique particulièrement importante qui s'est accrue avec la mise en place de l'ALENA. La même remarque a été faite pour les échanges.

⁴ Investissements Directs Etrangers

La croissance des IDE canadiens au Mexique

Les investissements canadiens au Mexique ont triplé entre 1993 et 1998 pour s'établir à 2,2 milliards de dollars canadiens soit 1,3 milliards de dollars US en 1998 soit 2,2% des IDE sortant du Canada.

Figure n°5 Evolution des IDE canadiens au Mexique



Source : Statistiques Canada

Ces résultats sont en partie dus à l'entrée en vigueur des accords et à l'application de la nouvelle Loi sur l'investissement Etranger (1994) au Mexique qui a pour but d'assouplir les dispositions des IDE et d'élargir leur champ. Les IDE canadiens se concentrent sur les prestations des services professionnels techniques et spécialisés ainsi que dans les secteurs d'exploitation minière, la fabrication de produits pharmaceutiques et l'industrie du sucre. L'exemple le plus connu est celui du groupe Bombardier dans le domaine du transport. Ce groupe a installé au début des années 1990 une usine de production à Ciudad Sahagun dans l'état d'Hidalgo, à 70 kilomètres au nord-est de Mexico. Le groupe a connu des échecs dans les appels d'offres faits par le gouvernement mexicain. L'usine compte aujourd'hui 1586 salariés et l'entreprise a établi pour la vente de ses produits huit bureaux de commercialisation situés respectivement aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique à Mexico. C'est un exemple de réussite d'entreprises ayant su profiter de la libéralisation des échanges et des investissements dans le cadre de l'ALENA. Cependant en 2002 le groupe a été fortement critiqué par le syndicat des Travailleurs Canadiens de l'Automobile (TCA) car il a bénéficié indirectement de subventions de la part du gouvernement fédéral en vue de l'achat de locomotives à une société américaine dont Bombardier est le constructeur. Alors qu'à Montréal, l'usine de fabrication de locomotive d'Alstom a mis au chômage la plupart de ses employés par manque de contrat, Abe Rosner, responsable chez les TCA a déclaré en février 2002 dans la Presse Canadienne « il est tout simplement incroyable que l'argent public soit versé à une compagnie qui fait effectuer le travail au Mexique ». Les IDE n'apportent donc pas que des bénéfices pour les régions et ils peuvent être une source de délocalisation et de perte d'emplois.

Il aurait été intéressant d'analyser la localisation des IDE par États ou Provinces mais nous n'avons pas pu avoir accès à ce genre de données que ce soit au niveau des statistiques canadiennes, mexicaines ou américaines. Elles restent confidentielles. Toutefois nous verrons plus loin que la frontière mexicaine semblent en profiter d'après l'analyse des localisations des entreprises.

2. Une recomposition spatiale de l'activité économique : le cas de la frontière nord

2.1 Echanges nord/sud vs échanges est/ouest

Plusieurs études ont analysé l'évolution des importations et des exportations des Provinces canadiennes entre elles et avec les États américains. Nous en expliciterons ici trois, celles de Mac Callum, d'Helliwell et de Anderson et Smith pour démontrer que les mises en place de l'ALE puis de l'ALENA ont été des facteurs importants dans la recomposition spatiale des échanges sur la frontière américano-canadienne essentiellement dans sa partie est.

Dans son étude publiée en 1995, John Mac Callum calcule un effet frontière à partir des échanges entre Provinces canadiennes et États américains. Nous n'analyserons pas ici l'ensemble de sa théorie et sa démonstration qui restent du ressort de l'économiste mais nous nous en tiendrons à ses conclusions pertinentes. Il constate qu'une province canadienne échange en 1988, vingt fois plus avec un État américain de taille et de distance comparable. Dans une autre étude conduite par J.Helliwell en 1998, on estime que l'ALE a fait diminuer le commerce interprovincial de 13%, comparativement à 7% selon une autre méthode. Il reprend le modèle de Mac Callum en l'actualisant et en tenant compte des PIB, des distances, de la proximité et de l'appartenance à l'ALE/ALENA. Il considère donc en 1996 qu'une province moyenne canadienne commerce douze fois plus avec une autre province canadienne qu'avec un État américain, ce qui confirme le déclin dans le commerce interprovincial et l'augmentation des échanges nord-sud (coefficient passant de 20 à 12). Ces résultats ne sont pas étonnants lorsqu'on observe le peu d'infrastructures disponibles pour permettre aux Provinces canadiennes de commercer entre elles. Le commerce entre les Provinces et les États américains a connu une hausse de 40% entre 1990 et 1996. Les produits les plus échangés avec les États-Unis par rapport aux échanges interprovinciaux sont les suivants : le nickel, le bois, les équipements scientifiques et la machinerie.

Cette recomposition de l'activité économique donne lieu à la formation d'une sous région englobant le Québec, les Provinces canadiennes atlantiques et la Nouvelle Angleterre.

Anderson et Smith ont repris les modèles de Mc Callum et Helliwell avec des données Provinces-Etats-Unis (plutôt que Provinces-Etats) en déterminant un effet frontière pour chaque province. Ils concluent que l'Ontario exporte vers les autres Provinces 37 fois plus qu'aux Etats-Unis, toutes choses égales par ailleurs. Il importe des autres Provinces plutôt que des Etats-Unis 18 fois plus, toutes choses égales par ailleurs. Ils trouvent des données similaires pour le Québec. Cependant la Colombie Britannique connaît des coefficients différents : l'effet frontière global est bas. En effet, cette Province a un coefficient élevé pour les importations interprovinciales et un coefficient bas pour les exportations aux Etats-Unis. Cela voudrait donc dire que la Colombie Britannique sert de plate-forme d'exportations vers les Etats-Unis alors que l'Ontario et le Québec servent de plates-formes d'importations pour le reste du Canada.

Cette recomposition spatiale a des conséquences sur la confédération canadienne. Cela risque en effet de fragiliser l'unité économique de ce pays si les Provinces ont de moins en moins de relations commerciales entre elles et si les échanges nord/ sud tendent à les remplacer.

2.2 Les effets sur le Québec

En 1998, le Québec expédiait 17,9% de ses exportations américaines vers la Nouvelle Angleterre contre 16,5% en 1988. En 1997, il a exporté en Nouvelle Angleterre des biens pour un montant de 8,4 milliards de dollars, ce qui représentait environ 15,6% de ses exportations mondiales. Cette augmentation des parts pour la Nouvelle Angleterre tient à l'accroissement des exportations vers le Vermont, le Maine et le Massachusetts. En 1992 les expéditions de biens et services vers les autres Provinces représentent 47% des exportations totales mais leur part tombe à 34,9% en 1997. On assiste donc à une baisse du commerce interprovinciale au bénéfice des échanges nord/sud.

La province connaît une spécialisation dans l'industrie de la machinerie et des équipements électriques : leur part dans l'ensemble des exportations aux Etats-Unis est passé de 22% en 1988 à 52% en 1996. Ce sont les secteurs à haute valeur ajoutée qui ont profité de l'accélération des exportations vers les Etats-Unis comme pour l'ensemble des Provinces canadiennes mais cette remarque vaut plus encore pour le Québec.

Pourtant d'après un article publié dans le journal québécois en avril 2002 il semble que ce ne soit pas si simple pour les PME québécoises d'exporter aux Etats-Unis et de « percer » le marché américain. En effet, souvent les entreprises québécoises n'ont pas la capacité pour répondre aux demandes américaines.

" L'un des problèmes que connaissent souvent les nouveaux exportateurs et même d'autres plus aguerris, précise-t-il, c'est qu'ils ont l'habitude d'œuvrer dans un marché de 6 ou 7 millions de consommateurs. Aux Etats-Unis, ils tombent dans un marché sans commune mesure de 275 millions de consommateurs! Et là, ils arrivent dans des chaînes qui achètent plus en une semaine que ce que l'entreprise a jamais produit en un an! "

Pierre Hébert, directeur - Direction Amérique du Nord au ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC), Avril 2002.

Les exportateurs s'arrêtent le plus souvent au marché de la Nouvelle Angleterre et ne cherchent pas à vendre ailleurs, de même qu'ils n'hésitent pas à vendre leur société aux investisseurs américains dès que le marché devient trop important. Les coûts pour construire un réseau de distribution aux Etats-Unis sont en effet élevés surtout dans le secteur des hautes technologies. Il reste des obstacles relatifs aux coûts de distribution et aux réglementations américaines.

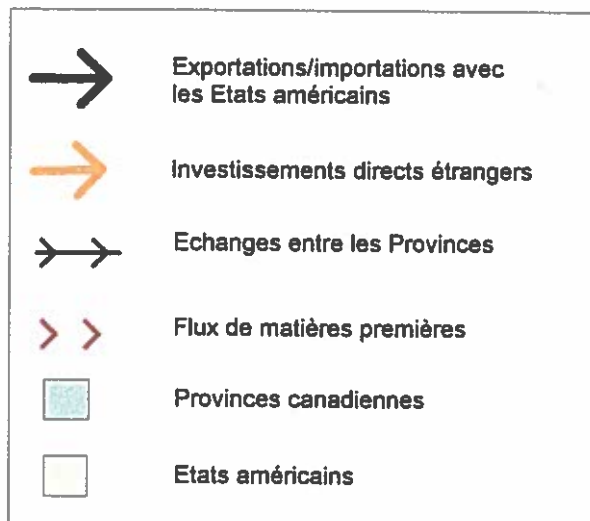
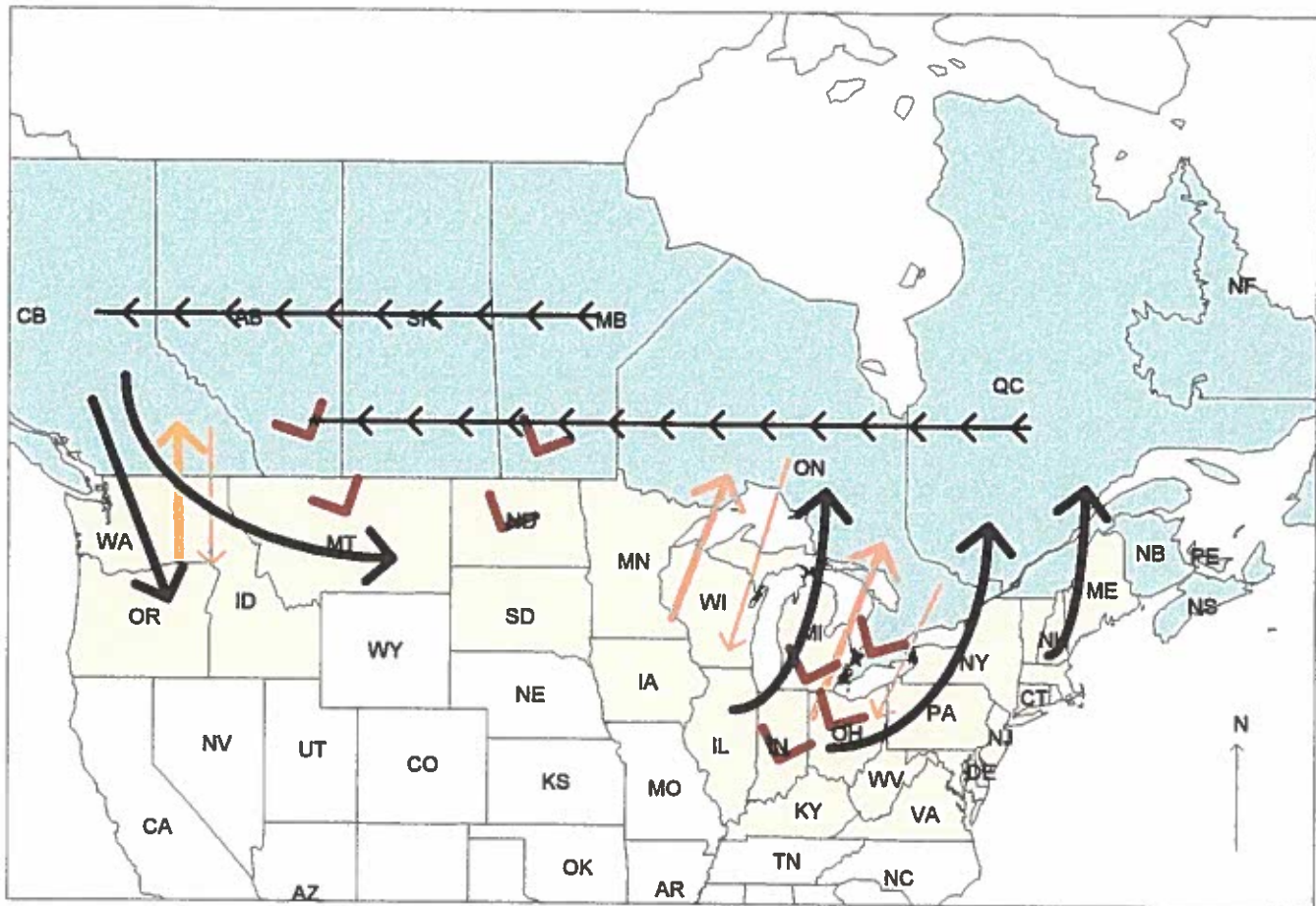
Les Provinces canadiennes (cf. carte n°3) subissent un déséquilibre face à leurs échanges. On voit un territoire se découper en deux espaces :

- aux extrémités est et ouest, des régions fortes qui régulent les échanges nord/sud et est/ouest. Il s'agit des Provinces de l'Ontario, du Québec et de la Colombie Britannique.

- Au centre et au nord, des régions qui sont de plus en plus dépendantes des trois précédentes.

De plus, on observe une forte relation transfrontalière entre les Provinces de l'est et les Etats américains contigus de part les échanges commerciaux qu'ils entretiennent. La frontière en s'effaçant a créé de nouvelles dynamiques dans les régions frontalières tout en renforçant les déséquilibres entre les Provinces canadiennes par une diminution de leur relation commerciale. Cette division de l'espace canadien ne peut qu'accroître les dysfonctionnements au sein de la Confédération canadienne. Un schéma du type « les extrémités et le reste » pourrait rappeler un certain « désert français » pour les régions du centre du Canada. Il est donc important de considérer ces changements avec attention afin de ne pas laisser se former un espace compartimenté sous l'effet de l'ouverture des frontières.

Carte n°3 LA STRUCTURATION DES ECHANGES SUR LA FRONTIERE CANADO AMERICAINE



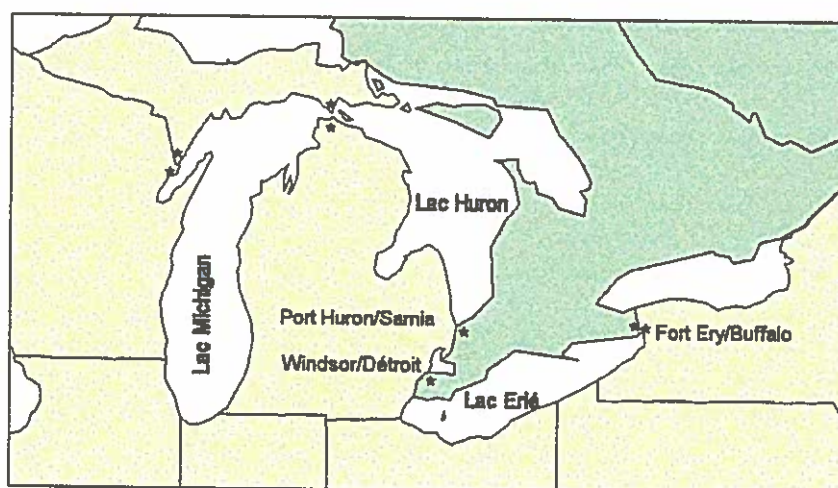
Réalisation: Boissinot A, 2002

En somme la frontière canado-américaine apparaît ici non pas comme une contrainte mais plus comme un élément d'interdépendance entre les deux pays. Pour justifier cela, nous pouvons nous appuyer sur une étude conduite en janvier 2002 sur le cas de l'industrie automobile.

2.3 Un frontière « active » et efficace

Nous avons déjà constaté l'interactivité dans les échanges canado-américains, cela est encore plus vrai pour l'industrie automobile : les exportations dans ce secteur représentent près de 20% de l'ensemble des exportations canadiennes vers les États-Unis, il en va de même pour les importations (cf. tableau n°1). De plus, 97% des exportations canadiennes liées à cette industrie sont expédiées vers les États-Unis et environ 80% de l'ensemble des importations liées à cette industrie proviennent des États-Unis. « Ces statistiques montrent qu'une frontière bien gérée a créé un environnement tout à fait propice aux échanges » (DJ Andrea et B. Smith, 2002) et en particulier dans l'industrie automobile. Cette dernière est concentrée entre le sud-est de l'Ontario et les États américains du Michigan et de New York. Les Grands Lacs constituent un important obstacle géographique n'offrant que quelques points de passages naturels : Samia, Windsor et Fort Erie en Ontario, Port Huron, et Détroit dans le Michigan et enfin Buffalo dans l'Etat de New York.

Figure n°6 Les points de passage sur la frontière entre le Canada et les États-Unis



Réalisation : Boissinot Alexandra

D'après l'Atlas Monde, 2001, Edition Nathan

L'industrie a mis au point un système de production de juste à temps : les usines canadiennes doivent fournir dans les meilleurs délais des pièces automobiles aux usines de production

américaines de l'autre côté de la frontière ou réciproquement. Ce processus de production demande une frontière sans contrainte maximisant les temps de passage grâce à une gestion efficace des postes frontières. Les retards à la frontière sont souvent dus à la congestion aux abords engendrée par un manque de personnel frontalier. Par exemple, les événements du 11 septembre 2001 ont engendré des perturbations dans la production de véhicules automobiles du fait de l'accroissement de la surveillance aux frontières. Ainsi, on s'aperçoit que la gestion de la frontière est sensible mais que l'optimisation de cette gestion peut conduire à l'effacer et à mettre en place des systèmes de production transfrontaliers très performants. Les gouvernements canadiens et américains travaillent d'ailleurs dans ce sens puisqu'ils ont réalisé un plan conjoint afin de faciliter la circulation des biens et des personnes de chaque côté de la frontière tout en garantissant la sécurité nationale. Cette Déclaration et ce plan d'action ont pour objectif de créer une « frontière intelligente » capable de « s'adapter de façon sûre et efficace à la croissance remarquable du trafic transfrontière » (note d'allocution de John Manley, 2002).

Tableaux n°1

Échanges du Canada avec le monde et avec les États-Unis
Importations et exportations
(en milliards de dollars américains constants de 2000)

Échanges avec le monde : Ensemble des produits	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Ensemble des exportations	161,1	165,4	173,3	192,0	215,9	222,0	231,0	226,8	247,0	278,1
Ensemble des importations	149,5	150,4	157,0	172,5	185,7	187,2	211,5	212,5	222,8	240,1
Balance commerciale : Monde	11,6	15,0	16,2	19,5	30,2	34,8	19,5	14,3	24,2	37,9
Échanges avec les É.-U. : Ensemble des produits	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Ensemble des exportations	121,0	127,7	139,2	155,9	171,0	179,6	189,0	192,3	214,3	241,1
Ensemble des importations	95,4	98,0	105,2	116,8	124,0	126,3	142,9	145,0	149,9	154,1
Balance commerciale : É.-U.	25,7	29,7	34,0	39,1	47,0	53,3	46,1	47,3	64,4	87,0
Échanges avec le monde : Véhicules et pièces	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Exportations totales à destination du monde	26,5	27,3	32,5	37,2	38,6	38,3	39,6	42,0	49,4	48,1
Importations totales en provenance du monde	28,1	28,0	29,3	31,7	31,5	31,0	35,5	35,1	39,0	39,1
Balance commerciale	-1,5	-0,7	3,1	5,5	7,1	7,3	4,1	6,9	10,4	9,0
Échanges avec les É.-U. : Véhicules et pièces	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Exportations totales à destination des É.-U.	25,6	26,3	31,1	35,8	36,6	36,9	38,0	41,0	48,3	47,1
Importations totales en provenance des É.-U.	20,0	20,7	22,9	25,6	25,7	25,7	29,2	29,1	31,8	30,9
Balance commerciale	5,6	5,6	8,2	10,2	10,9	11,3	8,8	11,9	16,5	16,2
Échanges canado-américains de véhicules en pourcentage de l'ensemble des échanges avec le monde	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Pourcentage des exportations de véhicules	15,9 %	15,9 %	18,0 %	18,6 %	16,9 %	16,6 %	16,5 %	18,1 %	19,6 %	17,0 %
Pourcentage des importations de véhicules	13,4 %	13,8 %	14,6 %	14,8 %	13,8 %	13,7 %	13,8 %	13,7 %	14,3 %	12,9 %
Échanges canado-américains de véhicules en pourcentage de l'ensemble des échanges avec les É.-U.	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Pourcentage des exportations de véhicules	21,2 %	20,6 %	22,4 %	22,9 %	21,4 %	20,6 %	20,1 %	21,3 %	22,5 %	19,6 %
Pourcentage des importations de véhicules	21,0 %	21,1 %	21,8 %	21,9 %	20,7 %	20,3 %	20,4 %	20,1 %	21,2 %	20,0 %

Source : Industrie Canada, Strategis.gc.ca

La frontière nord connaît donc un renforcement de son activité économique depuis l'entrée en vigueur de l'ALE et encore plus depuis l'ALENA. C'est une frontière qui s'efface de plus en plus et qui devient un outil de développement économique exploité par les entreprises canadiennes et américaines. Les réseaux de communication se renforcent aux principaux points de passage dans les régions des Grands Lacs. Seul, le relief est un obstacle aux échanges désormais. Mais ce dernier devient parfois outrepassé par les aménagements (cf. tunnel entre Détroit et Windsor). Des programmes se mettent en place relatifs à une exploitation optimale de la frontière. Les objectifs demeurent économiques et sécuritaires. Au sud, les conditions sont toutes autres et les deux côtés de la frontière ne profitent pas de la même manière de cette libéralisation des échanges.

3. Les délocalisations d'entreprises : le cas des « maquiladoras » mexicaines

Avant la mise en place de l'ALENA, l'Amérique du nord connaissait déjà des délocalisations d'entreprises vers le sud, au Mexique avec le programme des « maquiladoras ». L'ALENA a renforcé ce processus. Il s'agit donc d'analyser dans quelles mesures ces délocalisations ont joué sur le niveau d'emplois des régions concernées et sur l'économie en général.

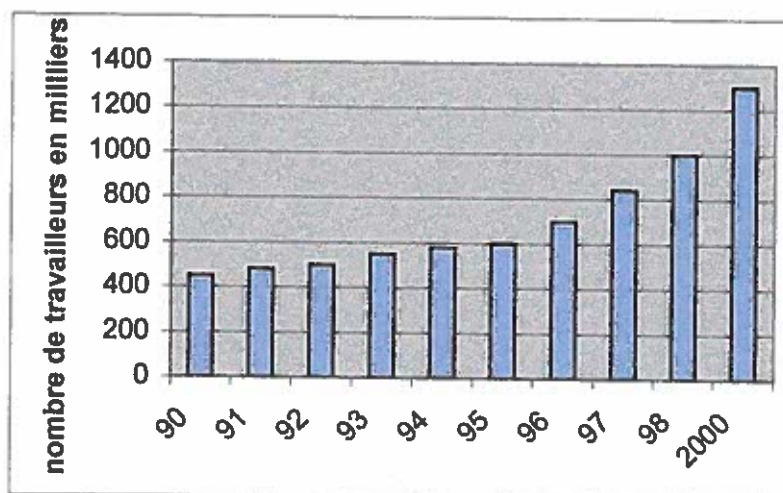
3.1 Historique des délocalisations vers le Sud

Tout d'abord, rappelons ce qu'est le programme « maquiladoras ». Ce dernier est né en 1965 suite à la fin du programme « bracero » entre les Etats-Unis et le Mexique afin de trouver une compensation aux ouvriers agricoles mexicains privés d'emploi et de revenu. L'ensemble de la frontière sud fut alors classée « zone d'exportation » lui permettant d'accueillir des entreprises nommées « maquiladoras ». Ces dernières constituent « une industrie d'assemblage de matériels importés en franchise de droits en vue de la réexpédition, surtout vers les Etats-Unis » (J.M Zetler, 2001). Ce régime a suscité l'installation d'usines de montage à capitaux américains dans les villes transfrontalières. On en dénombrait environ 600 au début des années 1980. Leur création va être ralentie par la récession américaine, suite au choc pétrolier et la crise de l'endettement mexicain en 1982. A partir de 1985, l'économie mexicaine s'engage dans un processus de libéralisation et d'ouverture. La création des « maquiladoras » reprend et s'accélère dans la deuxième moitié des années 1980. Elles représentent 2% de l'emploi industriel mexicain en 1982 et 18% en 1990. Elles sont plus de 2000 en 1990. Un second palier provoqué par une nouvelle récession américaine, après la guerre du Golfe, donne lieu à une stagnation de ces implantations après 1990.

La reprise a lieu à partir de 1992. La croissance de l'emploi dans ces usines se stabilise à 7% entre 1993 et 1994 et l'emploi dans celles-ci représente 30% de l'emploi industriel mexicain en 1995. Une nouvelle vague de création se produit alors après la conclusion des accords de

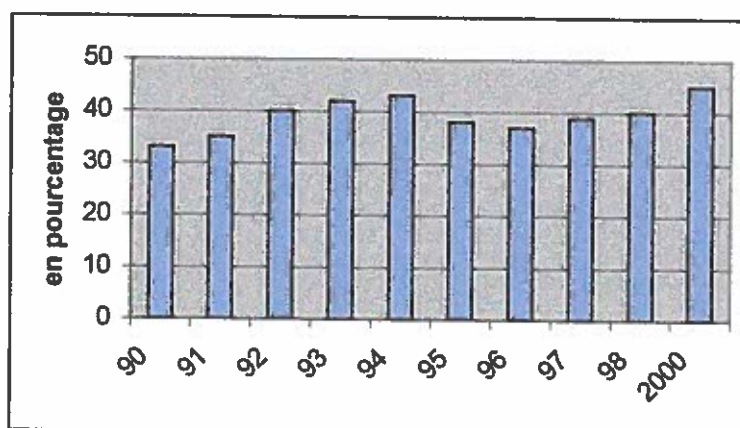
l'ALENA en 1994⁵. Bien que le Mexique connaisse une grave crise financière en 1994-1995, ce type d'industries a crû de 10,5% en 1995 et même de 16,9% en rythme annuel sur le premier semestre de 1996. En 2000, on compte près de 3500 «maquiladoras» qui emploient plus d'1,3 millions de personnes et représentent 45% des exportations du Mexique (cf. figures n°7 et 8). Ce dernier essaie donc de passer d'une structure de production de type Sud (matières premières ou produits peu élaborés, agriculture) à un schéma de production de type Nord en se basant sur un commerce intra-branche et intra-firmes de biens manufacturés.

Figure n°7 Evolution de l'emploi dans les « maquiladoras » entre 1990 et 2000



Source : INEGI

Figure n°8 Les exportations des « maquiladoras » dans le total des exportations mexicaines



Source : INEGI

⁵ D'après Denis Requier Desjardins (1998) qui distingue ces quatre cycles d'évolution de l'activité maquiladoras de 1965 à aujourd'hui.

3.2 Les avantages à s'installer derrière la frontière

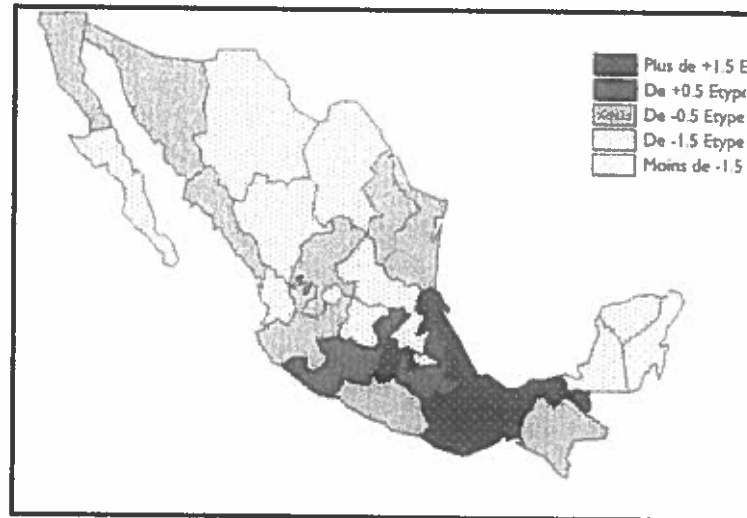
Ces usines de montage permettent aux entreprises étrangères surtout américaines de réduire leur coût de production grâce au bas coût de la main d'œuvre dans ces usines. En effet, les salaires y sont beaucoup plus faibles que dans les pays développés. Ils sont huit fois moins élevés que ceux des Etats-Unis en moyenne. Le ratio du coût du travail aux Etats-Unis par rapport aux «maquiladoras» va même jusqu'à 11 (P.Cour, 1996). Par exemple, le salaire payé par Ford à un employé travaillant sur une chaîne de montage à Cuantitlèn située à 25 kilomètres de Mexico n'est que de 12\$US par jour alors qu'il est de 16\$US l'heure aux Etats-Unis. De plus, ces ouvriers ont peu de protection car la réglementation mexicaine est souple face aux conditions de travail. Par exemple, la prise en charge partielle par l'employeur de l'assurance maladie n'existe pas dans ces usines. Les syndicats, quant ils existent ont peu de pouvoir de pression face au patronat la plupart du temps étranger.

3.3 La production et l'emploi dans les « maquiladoras » aujourd'hui

Ces usines sont essentiellement des usines de montage et d'assemblage de pièces détachées, s'appuyant sur une main d'œuvre non qualifiée. Plus de la moitié des emplois offerts par les «maquiladoras» sont aujourd'hui dans l'industrie automobile ou dans la fabrication de composants électroniques. De part et d'autre de la frontière on retrouve donc des usines jumelles ou « twinplants » : la production et la fabrication se localisent au sud alors que les tâches plus complexes et les centres de décision et de recherche se situent au nord de la frontière.

Les Etats mexicains frontaliers concentrent seulement 20% des ingénieurs et techniciens alors qu'ils rassemblent la plus grosse part de salariés industriels du pays (cf. carte n°4). Ces Etats se distinguent plus par la quantité de main d'œuvre que par la qualité de celle-ci. Au sud du Mexique, au contraire on retrouve la part la plus importante d'ingénieurs, techniciens alors qu'il y a peu d'entreprises. Ce constat est du à l'implantation des firmes pétrolières et pétrochimiques qui elles, emploient de la main d'œuvre qualifiée.

Carte n°4 Pourcentage d'ingénieurs dans les salariés mexicains en 1995



Source : OCDE

Cependant certains auteurs (J.Santiso, 2001) ont récemment observé que ces usines se modernisent et certaines développent des capacités de recherche et d'innovation technologique. Par exemple, la General Motors Coporation a installé un Centre technique à Ciudad Juarez en 1996 qui a pour objectif de rechercher de nouveaux design pour les voitures construites sur la frontière sud. Il emploie aujourd'hui 2000 travailleurs dont la plupart des ingénieurs et il a doublé sa capacité en 5 ans. Ce qui laisse penser, tout en restant prudent, qu'elles vont acquérir plus d'autonomie dans le futur. Reste à savoir si ces employés sont mexicains ou américains. Les industries tentent quand même de permettre une formation de la main d'œuvre du côté mexicain. En 2000, un centre d'enseignement aux hautes technologies a été mis en place à Ciuaded Juarez grâce à la collaboration de certaines « maquiladoras » et du gouvernement fédéral. Ces efforts restent très récents et il faut attendre de voir si ce phénomène va se propager à l'ensemble des Etats frontaliers mexicains pour en tirer des conclusions pertinentes.

La spécialisation mexicaine dans le secteur des «maquiladoras» reste tout de même dangereuse car les régions sont ainsi très vulnérables aux fluctuations politiques et économiques des différents marchés extérieurs. Les salaires pour rester compétitifs doivent se stabiliser à un niveau bas afin d'attirer les investisseurs. Il est vrai que ces usines offrent des emplois à la population mexicaine, cependant, les bénéfices de ces entreprises repartent en grande partie vers les Etats-Unis laissant sur place les salaires quand ces derniers ne sont pas dépensés du côté américain de la frontière. Aussi, comme on a pu le constater les transferts technologiques sont insuffisants dans ces usines. Ces éléments nous laissent supposer que la frontière mexico-américaine n'apparaît pas comme une véritable économie régionale et reste très dépendante de la fluctuation des marchés extérieurs. Elle semble être un espace de sous-traitance pour les grandes firmes mondiales et spécialement américaines et canadiennes depuis l'ALENA. Cela peut-il conduire cet espace à devenir dans le futur une simple « enclave territoriale » ?

4. L'impact sur les emplois

4.1 Du point de vue des pays

Ces délocalisations et ce développement des échanges ont entraîné des impacts sur l'emploi qu'il est important de signaler. Entre 1994 et 2001, le Canada a connu une croissance de 16% de ses emplois générant 2,1 millions de nouveaux emplois tandis que les Etats-Unis subissaient une croissance de 12%. Le Mexique est le pays de l'ALENA qui a connu la croissance la plus importante (28%) engendrant la création de 2,7 millions d'emplois. Ces derniers sont en grande partie liés aux activités d'exportations et génèrent des salaires de près de 40% supérieurs à ceux du reste de l'industrie manufacturière. Aux Etats-Unis, les activités d'exportations vers les pays de l'ALENA représentaient 2,9 millions d'emplois alors qu'en 1993 ils n'étaient que 914 000. De plus, ces emplois offrent des salaires en moyenne de 13% à 18% supérieurs à la moyenne nationale des salaires US.

Restructuration du secteur manufacturier canadien

Selon deux études de D.Treffer, depuis l'entrée en vigueur de l'ALE on assiste à une restructuration du secteur manufacturier. Entre 1989 et 1992, environ le cinquième des emplois manufacturiers a été éliminé. Il y a eu des pertes d'emplois considérables dans les industries qui avaient une protection tarifaire importante avant les accords, notamment celles du vêtement et de l'alimentation. Les emplois dans ces secteurs sont passés de 121 000 à 85 000 et de 208 000 à 180 000 respectivement entre 1988 et 1993. Seuls les secteurs des équipements de transport et celui de la machinerie non électrique ont atteint en janvier 1997 leur niveau d'emploi de 1988. De 1988 à 1995 le nombre des établissements manufacturiers a diminué de 18,7% au Canada. Les fermetures ont été les plus nombreuses dans les industries du vêtement, du meuble, dans l'imprimerie et l'édition. Cependant, l'emploi dans le secteur des services a augmenté ainsi que les qualifications dans les secteurs manufacturiers et des services.

Aux Etats-Unis, une étude⁶ estime que depuis la signature de l'ALENA, 334 compagnies ont déplacé leur production au Mexique. C'est le secteur manufacturier qui est le plus touché. En 1995, 80 000 chômeurs se sont inscrits au programme américain d'indemnisation pour palier aux pertes d'emplois dues à l'ALENA. En septembre 2000, ce sont 260 000 salariés américains qui ont été retenus pour des stages de reconversion à la suite de la perte de leur emploi en raison des délocalisations vers le Mexique. Les collectivités proches de la frontière mexicaine ont été particulièrement touchées : 5 collectivités texanes ont connu des taux de chômage allant de 8.5% à 24.4% contre une moyenne nationale de 4.1% en 1999. Cela n'implique pas une hausse de

⁶ Institute for Policy Studies, 1995, No Laughter un NAFTA.

l'emploi au Mexique. En 1995, on évalue entre 800 000 et 2 millions le nombre de mexicains se retrouvant au chômage.

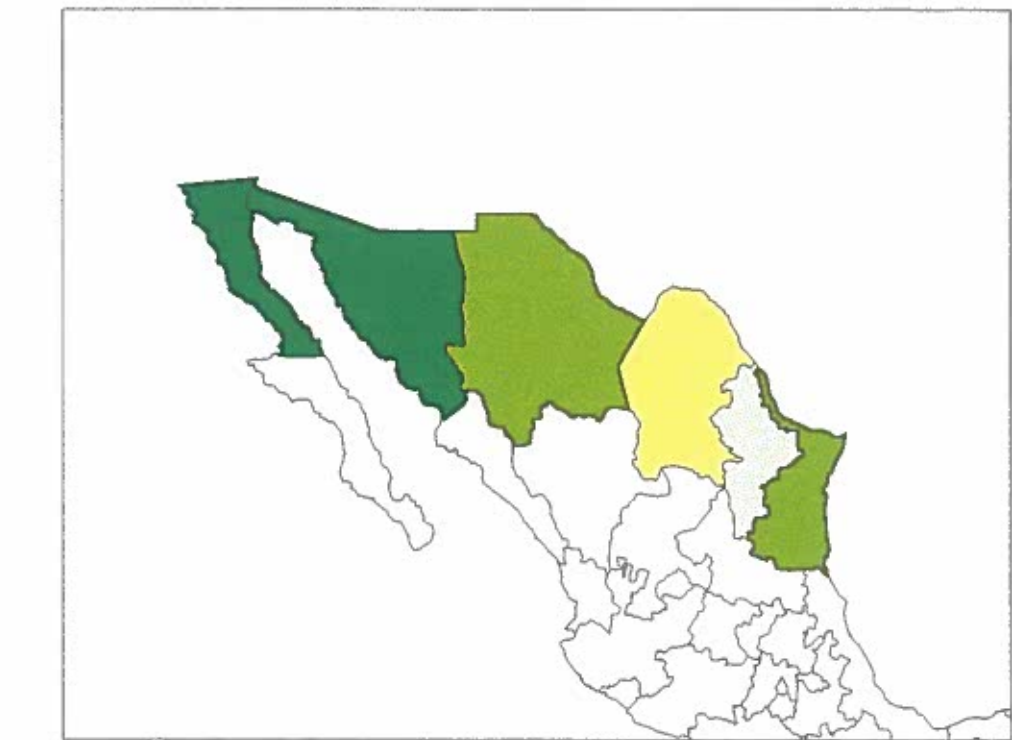
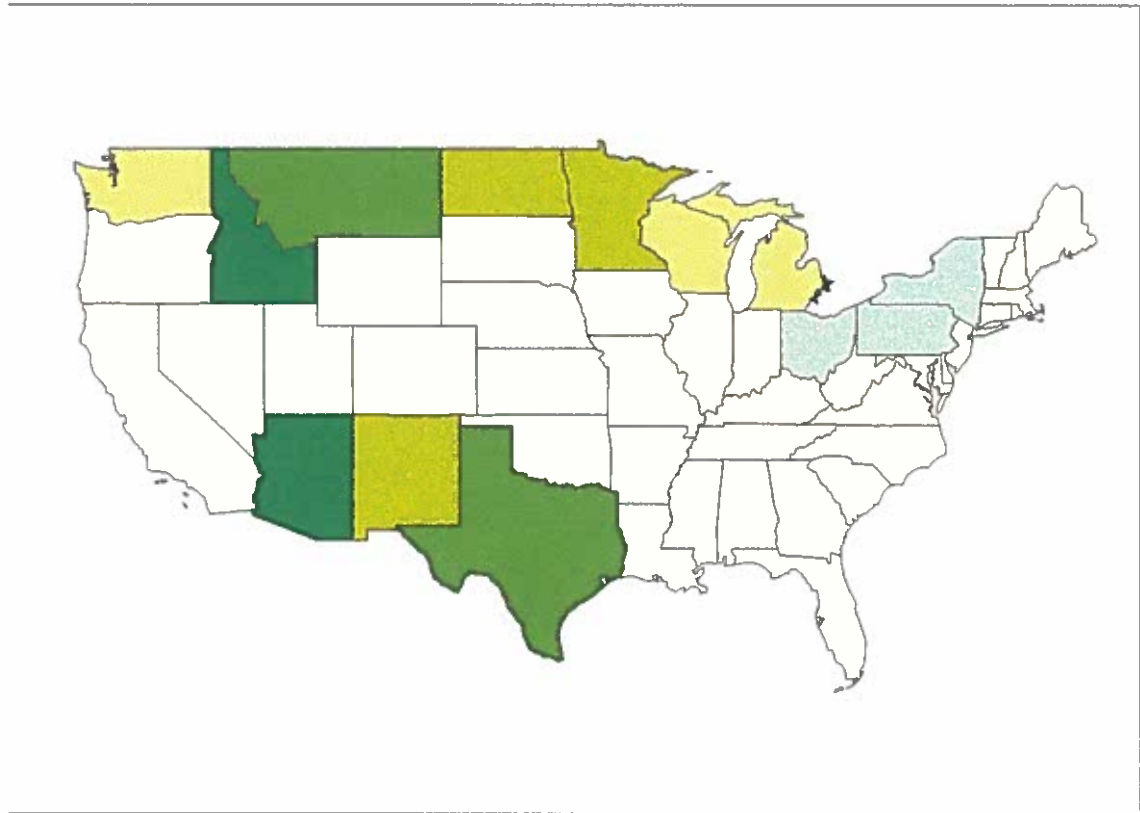
4.2 Du point de vue des Provinces et des Etats

Ces résultats sont à considérer avec prudence car ils ne permettent pas d'affirmer que l'ALENA est la cause directe de cette évolution des emplois. Il est cependant très difficile de faire une évaluation de l'impact direct de l'ALENA.

Il existe des études sur les impacts de l'ALE sur les emplois canadiens qui elles semblent plus fiables étant donnée la durée observée. D'après le Congrès du Travail du Canada, les délocalisations de la production ont provoqué la disparition de plus de 45 000 emplois manufacturiers, soit plus de 5000 emplois par an entre 1988 et 1996 au Canada. L'Ontario et le Québec seraient les plus durement touchés. Les petites entreprises canadiennes ont juste traversé la frontière canado-américaine pour réduire leurs coûts de production. Les Etats de la Caroline du Nord et de la Georgie ont en effet attiré les compagnies grâce à la faiblesse de leurs syndicats. Mais la relocalisation de la production n'implique pas nécessairement l'ouverture d'une nouvelle usine, ni la création d'emplois. En effet, souvent les entreprises se contentent d'augmenter la productivité d'une usine déjà en place.

Si l'on observe les impacts dans les Etats américains frontaliers, on observe qu'entre 1990 et 2000, ils ont tous gagné des emplois mais dans des proportions différentes (cf. carte n°5 page suivante). C'est sur la frontière nord que les Etats ont le moins gagné en emplois (entre 0 et 17%) surtout à l'extrême ouest et c'est là que l'on retrouve les Etats les plus dynamiques économiquement du pays. Sur la frontière sud, l'Arizona et le Texas sont ceux qui ont connu une croissance la plus importante en terme d'emplois (+30%). Au Mexique la croissance a été plus forte qu'aux Etats-Unis, concentrée entre 55 et 80% entre 1993 et 2000. Les Etats de l'ouest sont ceux qui ont la plus forte augmentation (Baja Californie, Sonora et Chihuahua).

Carte n°5 EVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LES ETATS AMERICAINS ET MEXICAINS
ENTRE 1990 ET 1999



Cependant dans les villes transfrontalières les impacts de l'ALENA sur l'emploi sont parfois plus négatifs. En effet, à El Paso, un nombre croissant d'usines est en train de fermer alors que de l'autre côté du Rio Grande à Ciudad Juarez, des douzaines de nouvelles usines ont accroché des pancartes de créations d'emplois. Les taux de chômage et de pauvreté les plus élevés aux Etats-Unis se trouvent à la frontière avec le Mexique, selon la North American Development Bank (article du Journal québécois Le Soleil, 24/09/2001). El Paso a perdu plus d'emplois depuis l'ALENA que n'importe quelle autre ville des Etats-Unis : 7000 en deux ans. La plupart de ces emplois étaient occupés par des femmes hispaniques qui se sont déplacées de l'autre côté de la frontière lorsque les usines ont fermé. Certains voient dans ces délocalisations un gain considérable du point de vue des échanges mais les pertes d'emplois demeurent. Si l'on compare le taux de chômage des villes frontalières texanes (cf. tableau n°2) en 2000 on observe des taux plus élevés pour les villes américaines. Ces villes ont en effet un taux de chômage au moins deux fois plus important que celui de la moyenne fédérale et nationale. Selon les analystes, la seule ville américaine sur l'ensemble de la frontière qui ait progressé est San Diego : elle s'appuie sur un réseau d'industries de haute technologie et sur des universités réputées.

Tableau n°2 Population et taux de chômage dans les villes frontalières en 2000 (Etats-Unis/Mexique)

Population and Employment Statistics for Border Cities, 2000				
	Population	Workforce*	Employment*	Unemployment
El Paso	679,622	278,083	198,967	8.2%
Ciudad Juárez, Chihuahua	1,218,817	483,469	479,771	.8%
McAllen	569,483	203,900	116,550	13.6%
Raynosa, Tamaulipas	420,463	168,926	167,138	1.1%
Brownsville	335,227	130,083	84,267	8.7%
Matamoros, Tamaulipas	418,141	165,214	163,280	1.2%
Laredo	193,117	74,208	53,192	7.0%
Nuevo Laredo, Tamaulipas	310,915	116,674	115,669	.9%

* In Mexico, the data are derived from considering as employed anyone who may have worked at least one hour during the unemployment survey week. However, even when considering broader definitions of unemployment, border cities have lower rates than the rest of the nation.

SOURCES: Texas population from U.S. Census Bureau (county data); all other Texas data from Bureau of Labor Statistics. Mexico numbers from Federal Reserve Bank of Dallas El Paso Branch, with data from XII Censo General de Población y Vivienda 2000; Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática.

La fuite des cerveaux canadiens⁷

Suite à l'ALENA, les Etats-Unis ont changé les modalités de la loi américaine sur l'immigration afin de faciliter l'accès des canadiens au marché du travail américain. Cela a pour effet d'accroître les flux de travailleurs hautement qualifiés du Canada vers les Etats-Unis où ils trouvent non seulement des salaires plus élevés mais aussi moins taxés. En 1996, presque 27 000

⁷ US Census Bureau et Institut C.D Howe

professionnels canadiens ont été admis aux Etats-Unis sous le nouveau statut TN-1, à comparer avec 2677 en 1989, la première année de libre-échange avec le Canada. James Stanford le directeur de Petro Canada confirme ceci en disant « Généralement on arrive à recruter de l'intérieur. Mais une fois qu'ils sont partis, alors c'est vraiment difficile de les récupérer. Il y a toujours eu ce mythe de l'émigration vers l'Amérique...et les Etats-Unis ont réellement des endroits comme la Silicone Valley où les possibilités de faire quelque chose sont significatives ». Cependant l'afflux de canadiens vers les Etats-Unis reste le plus petit de l'histoire du Canada. En 1980, les Etats-Unis avaient 843 000 résidents nés au Canada, en 1998 il y en avait seulement 583 000. Et parmi ceux qui étaient aux Etats-Unis en 1990, plus des trois quarts étaient arrivés avant 1970. Mais il faut rester prudent car la fuite des jeunes diplômés vers les Etats-Unis peut avoir des répercussions sur la productivité des nouvelles technologies.

Les impacts économiques observés ici nous ont montré que l'ALENA est profitable à la croissance des échanges, des économies. Cependant comme Gilles Trudeau de l'Ecole des relations industrielles de l'Université de Montréal, le précise « l'ALENA est une manifestation de la mondialisation des marchés. D'autres phénomènes interagissent comme les nouvelles technologies de production et le développement du secteur tertiaire, des services. Le bilan de l'ALENA devient très complexe à établir puisque ces facteurs s'entrecroisent ». Il devient donc difficile d'affirmer les conséquences économiques que nous avons observées jusqu'ici. On peut tout de même noter les déséquilibres qui se créent sur le territoire depuis l'accroissement des échanges entre les trois pays considérés. La plupart du temps ces conséquences négatives ne sont pas évoquées dans les rapports nationaux sur les impacts de l'ALENA. Ces déséquilibres se présentent de deux manières différentes :

- soit par la consolidation d'un gradient nord/sud au détriment des relations est/ouest comme on a pu le voir pour la frontière nord
- soit par le renforcement des activités économiques sur la frontière sud creusant davantage le fossé entre les Etats mexicains du nord et du sud.

Ces changements économiques agissent sur les flux de populations étant donné l'attractivité de certains pôles en terme d'emplois par exemple. Il est donc important d'analyser comment l'ALENA a des conséquences indirectement sur la distribution de la population, sur les dynamiques de population et sur la construction des espaces frontaliers.

En somme, les emplois ont connu une croissance globale depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA mais la frontière nord tend à en perdre au bénéfice du sud pour des raisons de coût de main d'œuvre. Les espaces frontaliers du nord sont moins compétitifs sur ce point et elles doivent veiller à ne pas laisser délocaliser leurs entreprises au risque de devenir des espaces en perte de vitesse (cf. le Texas). A l'inverse, la frontière sud connaît une augmentation de l'emploi dans ces villes

frontalières. Ces emplois restent trop concentrés à la frontière et accroissent ainsi le déséquilibre entre les Etats mexicains du nord et du sud.

B. Les réseaux de villes et les flux migratoires aux frontières

1. La répartition de la population et son évolution

Il s'agit ici de montrer que les frontières étudiées ont une importance en terme de population et de voir comment cette dernière a évolué entre 1990 et 2000 alors que l'ALENA se mettait en place. Nous avons choisi de montrer la population en 2000 et son évolution par Etats ou Provinces pour des raisons de facilité d'obtention de l'information et de fiabilité. (cf. carte n°6 à 9)

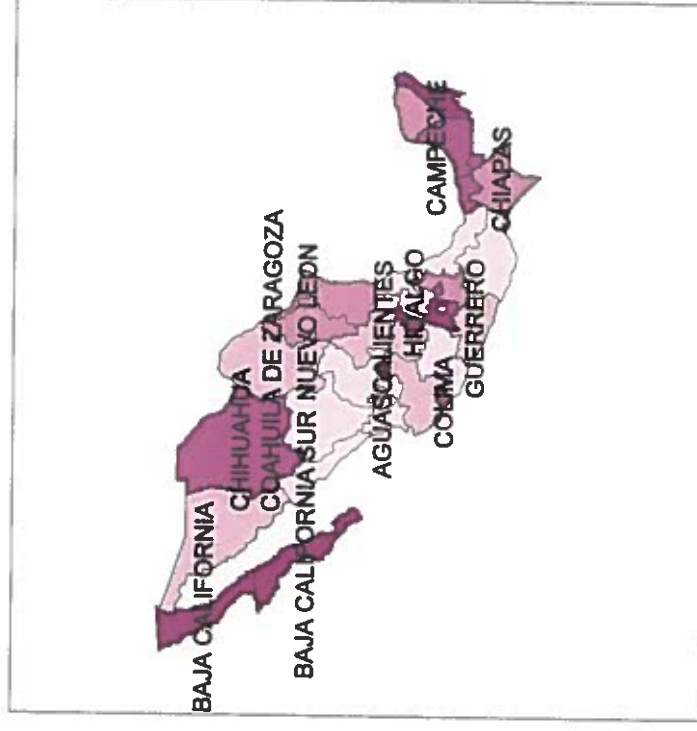
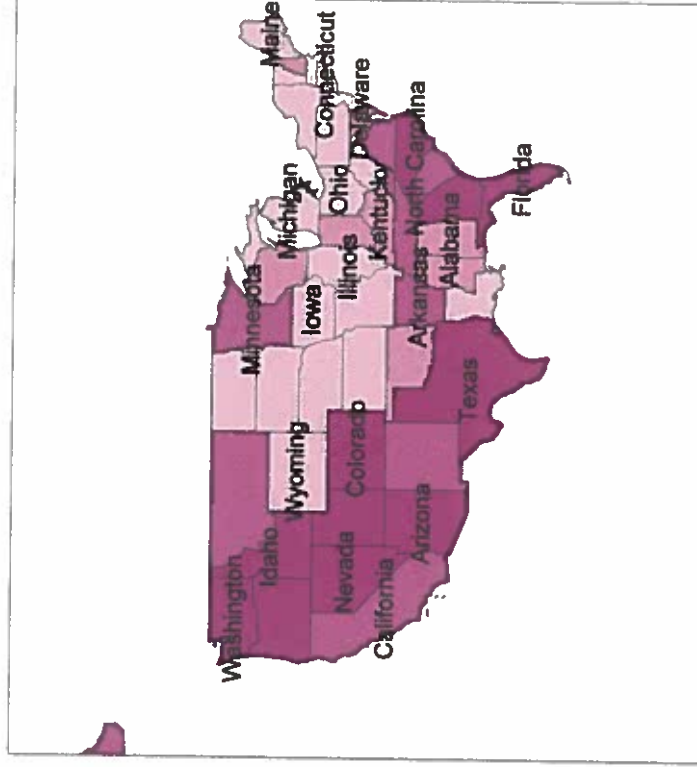
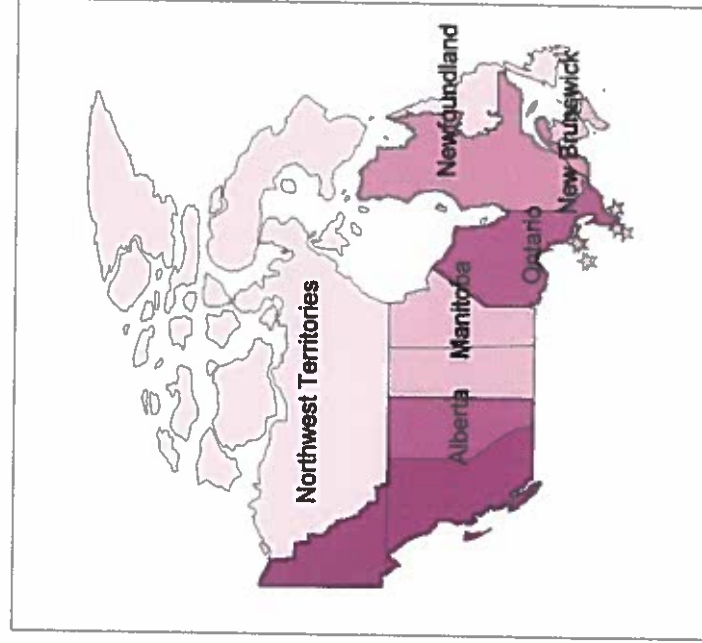
Pour le Canada, on observe une concentration de la population dans les Provinces du Sud, le long de la frontière avec les Etats-Unis. En effet, la Province de la Colombie Britannique à l'ouest, et de l'Ontario et du Québec à l'est sont les Etats ayant le plus de population (> à 13% de la population totale concentrant plus de trois millions d'habitants chacun) avec la province de l'Ontario culminant à plus de onze millions d'habitants. La différence est importante avec les autres Provinces du Nord et de l'extrême est qui sont en dessous du million d'habitant. Entre 1990 et 2000, la population a connu la plus forte augmentation dans les Provinces les plus peuplées alors que les Provinces du Nord ont perdu de la population (jusqu'à -20%). Par rapport à 1990, on remarque un déplacement de concentration de population : le Québec est devancé par la Colombie Britannique alors que l'Ontario passe de 35 à 38% de concentration de la population totale. Les Provinces du centre, quant à elles, concentrent un peu moins de population qu'en 1990. La frontière est donc non seulement un nœud économique comme nous l'avons vu précédemment mais aussi un espace concentrant la population canadienne.

En ce qui concerne les Etats-Unis, la population se concentre au Nord est dans les Etats de Pennsylvanie, de New York, de l'Ohio, du Michigan et de l'Illinois (3 à 4% de la population totale en 2000) le long de la frontière nord. Au sud également on trouve une concentration encore plus forte de population dans les Etats du Texas, de la Floride et de la Californie (7 à 12%) comptant plus de huit millions d'habitants chacun. La Californie est le plus important Etat du pays en terme de population rassemblant 33,9 millions de personnes. Le Nouveau Mexique se trouve également sur la frontière sud mais il fait partie des Etats comptant le moins de population (1,8 millions).

D'une manière générale tous les Etats américains ont gagné en population entre 1990 et 2000 excepté le District of Columbia qui a connu une baisse de 5%. Les Etats qui ont gagné le plus sont surtout situés sur la côte ouest, le long du Pacifique. Sur la frontière sud, tous les Etats ont connu une augmentation de leur population supérieure à 20%. Alors que sur la frontière nord, les Etats n'ont pas vu leur population croître au même rythme. A l'ouest les Etats de Washington, d'Idaho et du Montana et le Minnesota au centre ont connu une croissance supérieure à 20% tandis qu'à l'est la croissance fut beaucoup plus lente allant jusqu'à 11% pour le maximum (New Hampshire). La concentration de population est restée la même entre les deux années dans l'ensemble. Les Etats du nord-est et du sud sont restés les pôles de concentration de la population américaine. On assiste donc ici à un renforcement de la concentration démographique.

Enfin pour ce qui est du **Mexique**, ses Etats ont connu la plus forte croissance entre les trois pays sur la période étudiée. En effet, aucun Etat n'a perdu de population et la croissance atteint 77,4% pour le Quintana Roo au sud est. La population se concentre principalement dans les Etats du sud et autour de la capitale Mexico en 2000. L'Etat de Mexico est le plus important comptant 13 millions d'habitants (13% de la population totale) tandis que les Etats situés en seconde position atteignent seulement sept millions d'habitants (Jalisco et Veracruz au sud). Sur la frontière nord, les Etats de Baja California, du Chihuahua, de la Nueva Leon et du Tamaupilas concentrent 2 à 3 millions de population chacun. Les croissances de population les plus importantes sont situées dans les Etats de Mexico et autour de la capitale, mais aussi sur la frontière dans le Baja California et le Chihuahua. Il est important de rappeler que le Mexique n'a pas fini sa transition démographique par rapport aux deux pays du nord et qu'il connaît encore des taux de natalité élevés expliquant cette croissance encore rapide. La population entre 1990 et 2000 a accentué sa concentration au centre du pays autour de Mexico. La frontière a les mêmes taux de concentration dans l'ensemble qu'en 1990, entre 2 et 3% ; les Etats du Chihuahua, du Nueva Leon et du Tamaupilas en concentrant un peu plus qu'en 1990. Contrairement à l'activité économique la concentration de la population à la frontière ne s'est pas renforcée entre 1990 et 2000 à l'inverse de ce qu'on aurait pu croire.

Carte n°6 EVOLUTION DE LA POPULATION TOTALE DANS LES ETATS ET PROVINCES DES TROIS PAYS D'AMERIQUE DU NORD ENTRE 1990 ET 2000

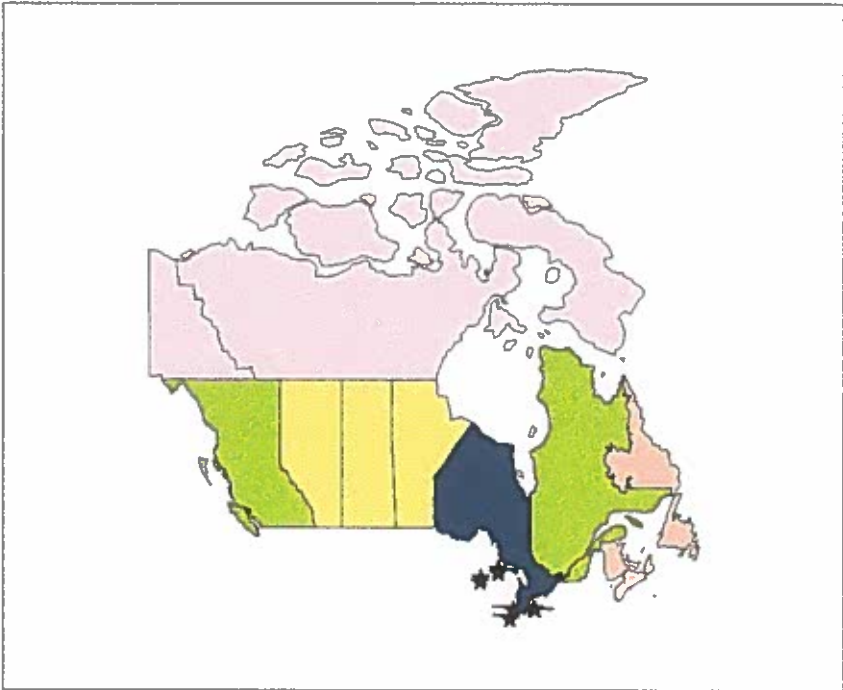


Carte n°7 REPARTITION DE LA POPULATION CANADIENNE EN 1990 ET EN 2000



en % de la population totale
en 1990

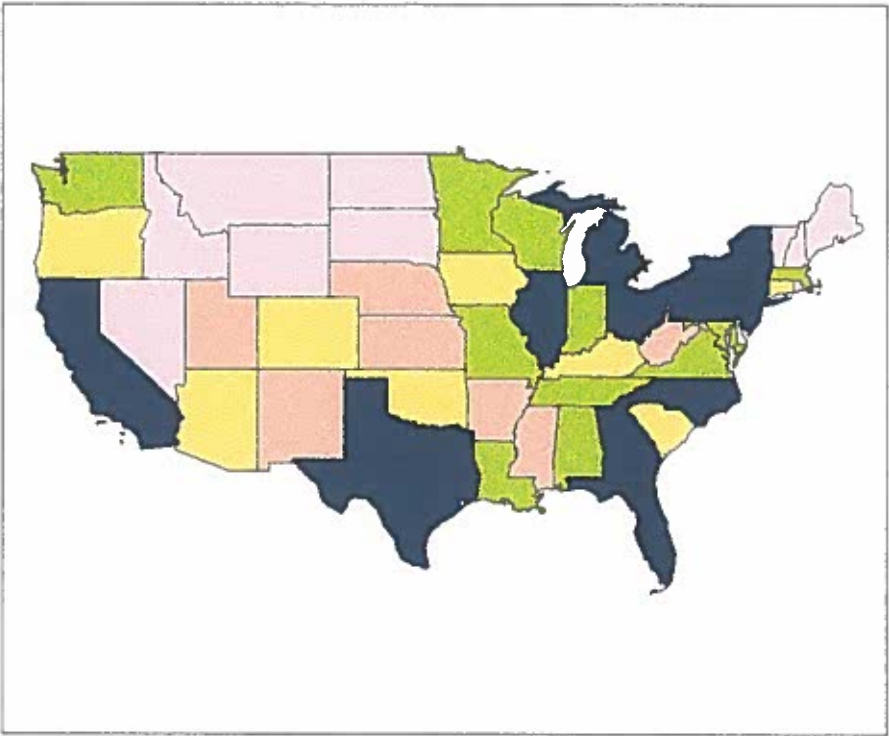
25,8 à 36
9,3 à 25,8
4 à 9,3
2,2 à 4
0 à 2,2



en % de la population totale
en 2000

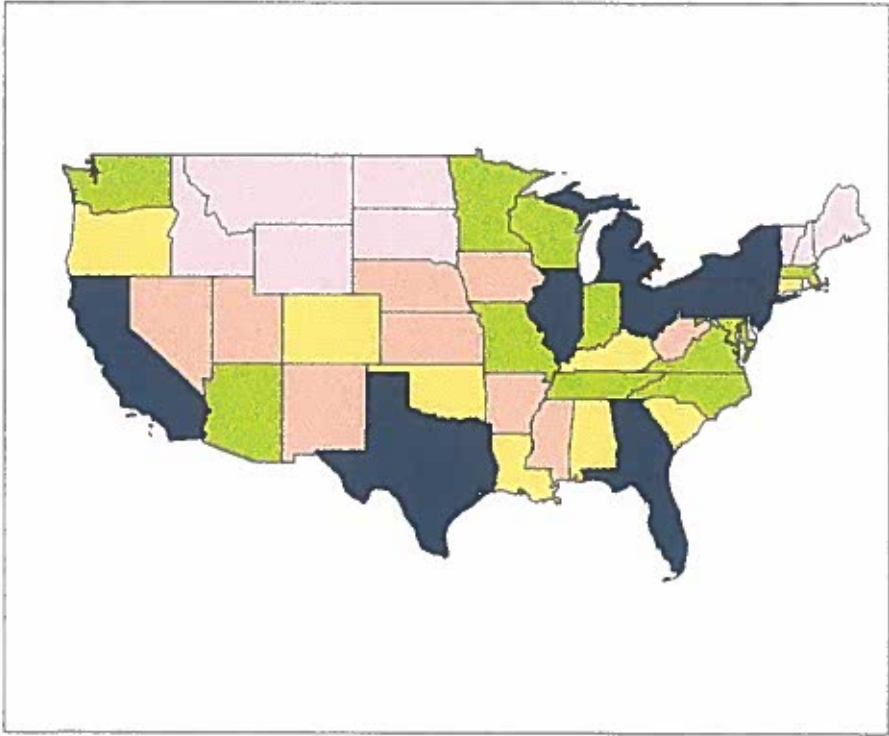
24 à 38,1
9,8 à 24
3,3 à 9,8
1,7 à 3,3
0 à 1,7

Carte n°8 REPARTITION DE LA POPULATION AMERICAINE EN 1990 ET 2000



en % de la population totale
en 1990

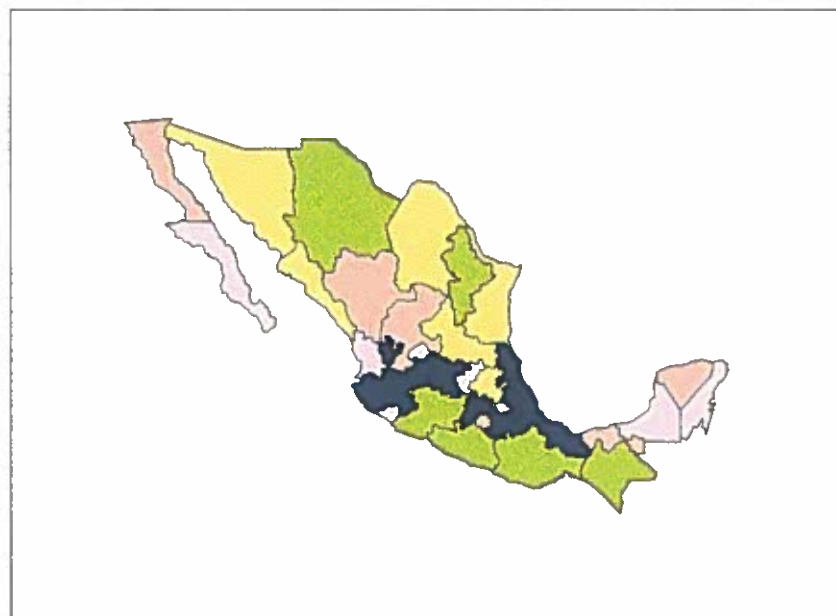
- 2,5 à 12
- 1,6 à 2,5
- 1,1 à 1,6
- 0,5 à 1,1
- 0,1 à 0,5



en % de la population totale
en 2000

- 2,9 à 12,1
- 1,7 à 2,9
- 1,2 à 1,7
- 0,5 à 1,2
- 0,1 à 0,5

Carte n°9 REPARTITION DE LA POPULATION MEXICAINE EN 1990 ET 2000



Réalisation: Boissinot A, 2002
Source: INEGI

Ainsi on remarque une concentration de la population des trois pays au niveau des deux frontières étudiées, particulièrement marquante pour celle du nord. Il apparaît que la population a cru dans l'ensemble des Etats frontaliers. La répartition de la population est restée la même dans l'ensemble au Canada et aux Etats-Unis ; la concentration de population se renforçant peu à peu. Pour le Canada, le même schéma que pour les échanges économiques s'établit : la Colombie Britannique, le Québec et l'Ontario concentrent la population canadienne. Le fossé se creuse donc en terme de concentration démographique entre les Provinces du nord et du centre et celles de l'extrême est et ouest. Les Etats américains contigus rassemblent plus de population mais les populations ontarienne et québécoise restent somme toute importantes. Les frontières américaines sont aussi des pôles de concentration démographique. La frontière sud devient plus importante que celle du nord en terme de population. Au Mexique, la frontière n'a pas gagné d'importance contrairement à ce qu'on aurait pu imaginer, le centre et la capitale se renforçant de plus en plus en faisant croître le déséquilibre existant. Les Etats mexicains et leur voisins américains sont difficilement comparables en terme de population car ils n'ont pas la même taille. Cependant si l'on établit un rapport de 1 à 2 entre la superficie des Etats américains et celles des Etats mexicains (moyenne), et si on divise donc la population des Etats frontaliers américains par deux on obtient des populations similaires aux Etats mexicains seulement pour l'Arizona et le Nouveau Mexique. Les Etats de Californie et du Texas semblent concentrer une quantité de population bien supérieure.

Essai de comparaison de population entre Etats frontaliers

EU	Californie	Arizona	Nouveau Mexique	Texas
Population en 2000 (en millions)	33,8	5,1	1,8	20,8
Population divisée par deux	16,9	2,55	0,9	10,4

Mexique	Basse Californie	Sonora	Chihuahua	Coahuila	Nuevo Leon	Tamaupilas
Population en 2000 (en millions)	2,5	2,2	3	2,3	3,8	2,8

2. La concentration urbaine et les réseaux de villes

En observant la carte (n°10) des réseaux de villes en Amérique du nord, on voit se dessiner deux grandes mégalopolis⁸ perpendiculaires à la frontière américano-canadienne. Elles sont toutes deux parallèles. La première va de Washington à Boston en passant par des villes uniquement américaines (New York, Baltimore et Philadelphie). L'autre part de Chicago et rejoint la ville de Québec en passant par Toronto et Détroit. Elle reste une mégalopole secondaire. A l'ouest on observe également un réseau de villes, de Vancouver à Portland mais d'une importance moindre. Ces mégalopoles naissent d'une fusion des aires urbaines. En effet, les villes nord-américaines connaissent de plus en plus un étalement de leur aire urbanisée sur plusieurs dizaines de kilomètres ce qui permet cette transformation. Ces réseaux de villes deviennent les moteurs régionaux de l'économie de la zone et parfois à plus grande échelle de l'économie mondiale.

Carte n°10 Réseaux des plus grandes villes dans la zone ALENA



Source : Atlas Encarta, 1998

⁸ Chapelet de villes multimillionnaires au sens de Gottman au début des années 1960

Sur la frontière sud, on observe également une concentration de villes mais à plus petite échelle. Ce sont des villes situées de part et d'autre de la frontière formant ainsi un système franchissant la frontière et s'étalant parallèlement de l'ouest vers l'est. Mais ces systèmes ne rassemblent pas les villes les plus importantes en population comme c'est le cas sur la frontière nord. Cependant on voit se dessiner un système urbain important sur le même modèle que ceux du nord partant de San Diego et rejoignant Seattle en englobant Los Angeles et San Francisco.

C'est dans ce cadre, que l'on note la présence de villes particulières sur les deux frontières. On les appelle les « twins cities » en anglais ou villes jumelles. Elles sont surtout présentes au sud mais on en retrouve sur la frontière nord. Ces villes existaient avant les accords de l'ALENA. Il s'agit de voir comment elles ont évolué depuis l'entrée en vigueur de ces accords, considérant qu'elles sont les premières visées puisque situées sur la frontière.

➤ Cas de la ville jumelle : Détroit /Windsor à l'est de la frontière nord-américaine

Cette zone de la frontière semble être une zone de contact. L'origine de ce rapprochement entre les deux villes est économique comme on a déjà pu le dire précédemment. En effet, l'industrie automobile américaine a pris son essor sur les rives des Grands Lacs, au bord du Lac Érié principalement. Le cœur de cette activité se trouve à Détroit dans l'Etat du Michigan. C'est le centre d'une nébuleuse englobant toute une région sur 200 kilomètres de rayon du côté américain. Sur l'autre rive de la rivière Saint Claire qui sépare les deux villes se trouve le marché canadien où très tôt les firmes automobiles ont implanté leur production dans la ville de Windsor. Cette complémentarité économique a conduit ces deux villes à passer d'un simple réseau de ville à un système intégré économiquement à petite échelle.

Figure n°9 Ville jumelle de Détroit – Windsor sur la frontière canado-américaine



Source : www.travelinfo.de/kreuzfahrten.asp

Aujourd'hui c'est un lieu de passage important de la frontière au milieu des Grands Lacs. Plus de 15 millions de personnes passent des États-Unis au Canada par le pont ou le tunnel entre Détroit et Windsor chaque année. De plus, les deux villes font des projets en commun comme par exemple la mise en place d'un World Trade Center pour promouvoir leur villes économiquement. La construction d'un tunnel sous la rivière les séparant fut récemment réalisée permettant de doubler le pont routier saturé.

Cependant on observe quand même une certaine dissymétrie démographique entre les deux villes. Détroit compte aujourd'hui deux millions d'habitants alors que sa jumelle canadienne n'en compte que 307 000 en 2001.

Cette situation se retrouve sur la frontière sud mais de façon beaucoup plus dissymétrique.

➤ Cas des villes jumelles mexicaines

Figure n°10 Villes jumelles de la frontière mexico-américaine

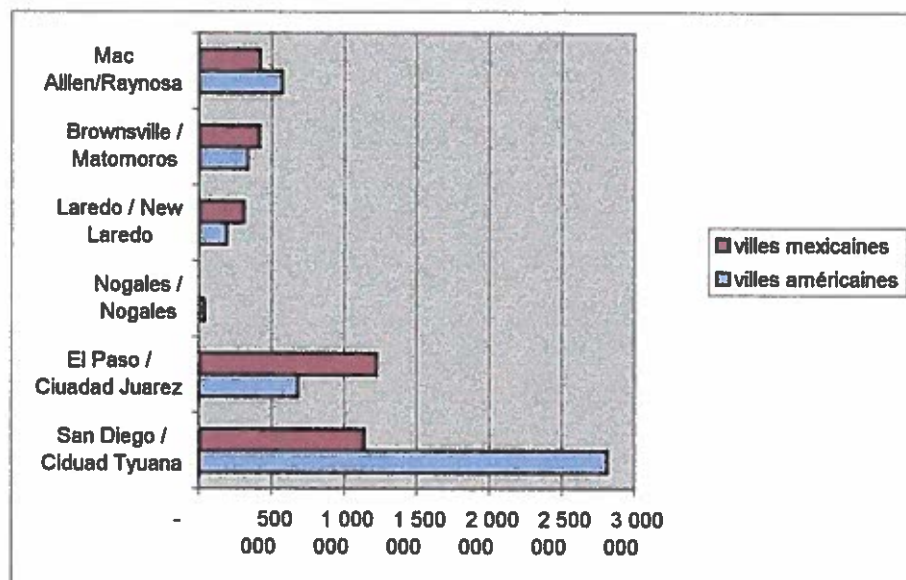


Source : www.cnn.com/.../california.detail.san.diego.jpg

La frontière sud est à la fois une « border », une « frontier » liée à la progression des intérêts américains et une « boundary » avec une délimitation, des règlements et des litiges. Les « twins cities » sur cette frontière sont nées lorsque le programme «maquiladoras» s'est mis en place (cf. partie précédente). Les villes mexicaines accueillent alors des usines de montage et d'assemblage permettant d'embaucher une main d'œuvre bon marché. De plus, les américains ont vu dans ces villes proches une manière d'exploiter les ressources locales pour le marché états-unien (exemple du pétrole à Reynosa). La transformation de la frontière fut rapide. La croissance démographique qui a suivi a transformé ainsi de petites villes en métropoles urbaines. C'est le cas de Tijuana dans la Baja California qui a vu sa population passer de 747 000 habitants en 1990 à plus d'1,3 millions aujourd'hui (+ 74%). Elle a connu une croissance supérieure à celle de San Diego sa jumelle (+ 12,6% entre 1990 et 2000). Ces villes en effet attirent les populations car ce sont les pôles industriels du Mexique après la capitale Mexico. Trois villes comptent aujourd'hui plus de 1 million

d'habitants à la frontière : Tijuana, Ciudad Juarez et Monterrey (plus à l'intérieur). Elles sont aujourd'hui plus importantes en terme de population que leur jumelle américaine excepté pour la ville de San Diego.

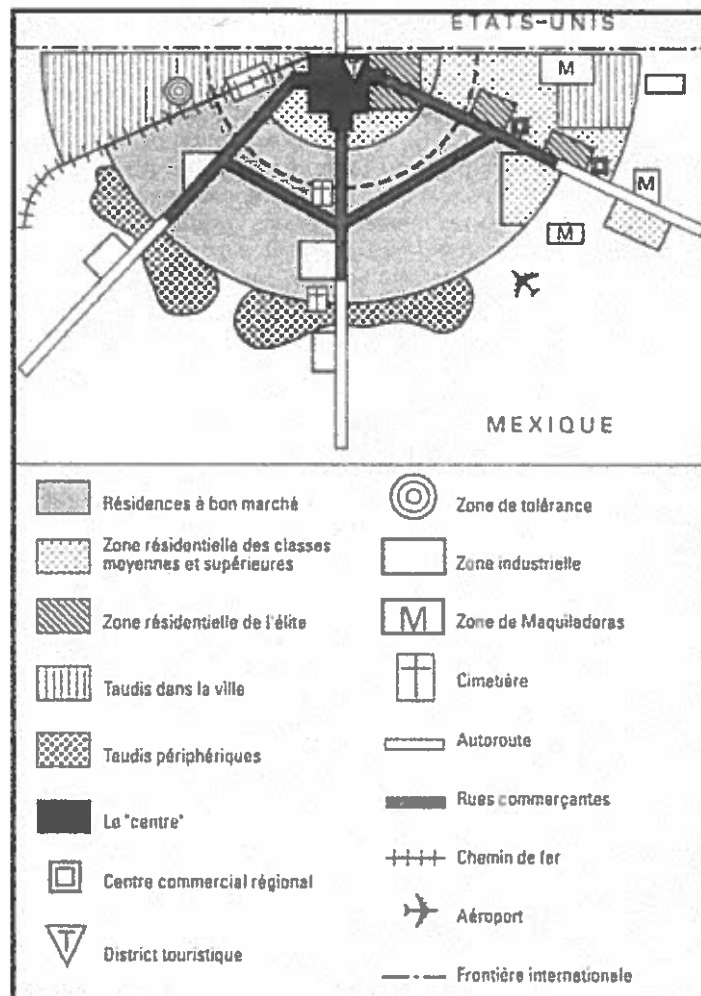
Figure n°11 Population dans les villes de la frontière sud



Source : US Bureau Census et INEGI

Ces « doublettes » sont complémentaires et ont des caractéristiques communes. Elles sont en contact direct avec la frontière et ainsi se prolongent de part et d'autre. Du côté mexicain (cf. figure n°12), plus on s'éloigne de la frontière plus les logements se détériorent et l'on voit croître des taudis regroupés en bidonvilles en périphérie. Les grands axes routiers passent par un nœud central, unique point de passage possible et de contrôle. On retrouve également les «maquiladoras» soit le long de la frontière soit le long des axes routiers.

Figure n°12 Organisation spatiale d'une ville jumelle frontalière du côté mexicain



Source : in Beaujeu Garnier (1994)

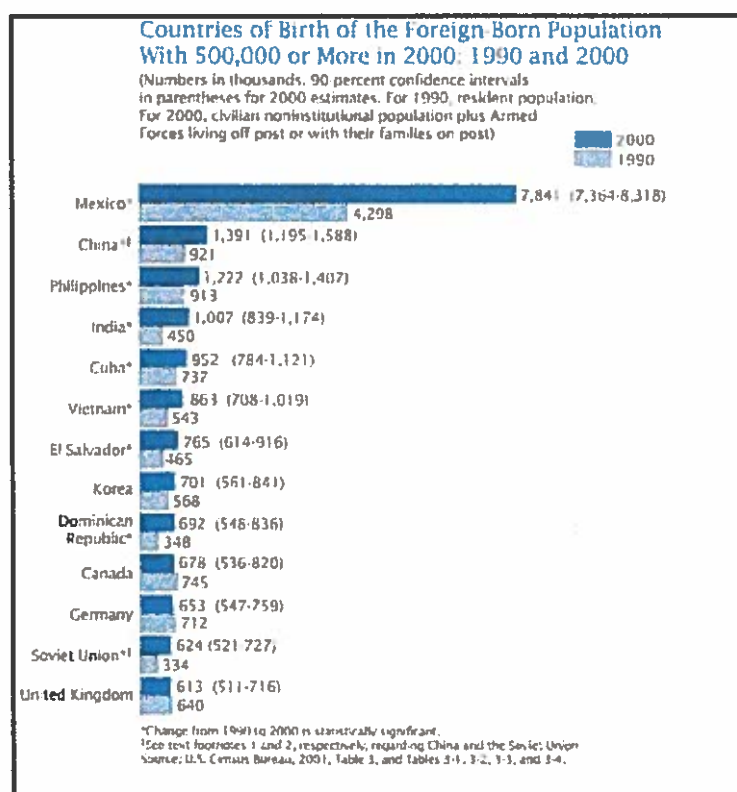
Peux-t-on parler d'espace transfrontalier pour ces villes ? Il est évident que si l'on regarde une carte sans s'attarder sur les différences on peut employer cette dénomination. Il existe bien une conurbation urbaine de grande dimension du côté américain (San Diego par exemple), une grande zone agricole dans l'Impérial Valley, une grande zone de déserts et de montagnes peu peuplée dans la région de la Cordillère et enfin à l'est un vaste territoire d'élevage, d'irrigation et d'industries. Nulle part n'apparaît le contraste social. Cependant lorsque l'on regarde de plus près on observe des villes américaines au nord de la frontière qui disposent de toutes les infrastructures et de tout le confort qu'offrent les villes développées. Alors qu'au sud, les habitants vivent souvent dans une pauvreté notable. Cependant nous avons vu que l'emploi dans les villes du nord tend à diminuer et la tendance s'inverse peu à peu. Le Texas et la Californie sont les plus touchées et leurs villes présentent désormais des traces de « sous-développement » (bidonvilles, cf partie III).

3. Une contribution à la concentration : les flux migratoires (cf. annexe I)

3.1 La forte immigration mexicaine vers la frontière et les Etats-Unis

Le vivier mexicain représente une réserve permanente de main d'œuvre bon marché, peu organisée syndicalement pour les Etats-Unis. L'immigration mexicaine fut en effet longtemps indispensable à l'agriculture californienne et texane pour transformer les terres arides du sud-ouest en champs irrigués. Un premier « programme de travailleurs temporaires » fut signé par Washington et Mexico pour la période 1917-1922. Dans les années 1950 le Plan Braceros permet aux travailleurs agricoles mexicains d'entrer légalement aux Etats-Unis. Pour les mexicains, leur voisins signifiaient marché du travail, possibilité d'emploi stable, et chance de mobilité sociale. Le gouvernement mexicain a vu dans l'émigration certains avantages lors de période de surcharge démographique.

Figure n°13 Origines de la population immigrés aux Etats-Unis



Source : US Census Bureau

En 1964, le plan Braceros est supprimé ; l'immigration mexicaine aux Etats-Unis sera limitée mais restera tout de même importante. De 1961 à 1990 on estime à plus de 670 000 le nombre de mexicains entrés aux Etats, la grande majorité d'entre eux sont installés en Californie (61,9%) et en Arizona – Texas (22%). En 2000, 7,8 millions d'immigrés vivant aux Etats-Unis sont nés au Mexique soit une augmentation de 82,4% par rapport à 1990. Ils représentent 27,6% de la population immigrée contre 22,7% en 1990⁹. Ils sont la première population immigrée du pays. Les Etats avec le plus grand pourcentage de mexicains sont

ceux de la frontière : 25% de la population californienne, 20.8% de la population en Arizona et 18.1% de la population au Nouveau Mexique.

⁹ US Census Bureau

La concentration des villes évoquée précédemment est alimentée par un flux continu de passages entre le nord et le sud de la frontière. Il n'est pas facile d'en dresser un bilan car on se heurte aux manques d'information ou aux différences que l'on trouve d'une publication à une autre. Il ne faut cependant pas omettre de parler des passages clandestins entre ces deux pays pour lesquels toutes les évaluations restent approximatives. Les migrations transfrontalières sont dissymétriques sur la frontière sud. Les passages sud/nord sont en effet nettement plus importants que ceux nord/sud. Du Mexique vers le nord, le flux est composé de tous les candidats mexicains à l'émigration auxquels il faut ajouter les populations venant du sud du continent latino-américain guidées par la recherche d'un emploi. A côté des ouvriers agricoles on trouve tous les métiers : emplois domestiques, employés plus qualifiés travaillant à San Diego. Il y a également des hommes d'affaires, des frontaliers mexicains aisés attirés par les hypermarchés bien achalandés du nord et les boutiques spécialisées, symbole de la société de consommation. Du nord vers le sud les passages sont moins nombreux et les contrôles sont plus rapides. Ils sont composés des affairistes en règle qui traversent sans cesse dans les deux sens. Ce flux est qualifié par les migrations alternantes des cadres résidents aux Etats-Unis et qui vont travailler chaque jour au Mexique. De nombreux auteurs ont constaté que ces nombreux flux créent des relations de proximité entre les deux côtés de la frontière. A l'ensemble de ces flux s'ajoutent des passages de courte durée à des fins touristiques pour les américains en quête de dépaysement, de marchandages et d'exotisme.

Ne rentrant pas la plupart du temps dans les comptes officiels malgré leur nombre, les passagers clandestins restent nombreux sur cette frontière poreuse malgré les contrôles. Ces passages peuvent être dans l'objectif de trouver un emploi informel du côté américain mais ils font aussi l'objet de contrebande et de trafics en tout genre : alcool, drogue (on estime que 70 à 80% de la drogue entrant aux Etats-Unis passe par cette frontière), ordinateurs, pièces détachées d'automobile, cafés et vêtements. En 1994, sous l'administration Clinton, le système de contrôle le long de cette frontière fut renforcé. La construction d'un mur traversant Tijuana jusqu'à San Ysidro est aujourd'hui terminée. D'après le bureau de l'immigration, 10 000 clandestins tentent de passer la frontière chaque jour. En 1996, une loi refusant la gratuité des services de santé et d'éducation aux immigrants clandestins fut approuvée à Washington.

Ce contentieux entre les Etats-Unis et le Mexique est ancien. Peu de travailleurs frontaliers obtiennent le visa d'entrée et sont souvent maltraités. La police frontalière américaine a souvent des méthodes violentes pour arrêter les passagers clandestins évoqués dans la presse. Le Mexique dénonce ce qu'il perçoit comme une violation des droits de l'homme. L'ALENA aurait dû solutionner ce problème mais ce dernier fut mis entre parenthèses. L'ALENA n'est pas un espace de libre circulation des hommes et des travailleurs comme nous l'avons vu et rien ne stipule l'immigration dans ces accords. « Le gouvernement mexicain demande un traitement juste et pacifique et humain pour ces travailleurs » (C.Rudel, 1997). De plus l'ALENA a plutôt eu un impact

négalif sur l'immigration frontalière puisque le Mexique a privatisé les "ejidos"¹⁰ et les subventions aux petits producteurs de maïs ont considérablement chuté du fait de la concurrence américaine trop forte. Ainsi, on assiste à une migration de la population rurale vers les centres et la frontière pour passer aux Etats-Unis et à une accélération de la migration clandestine. On voit se dessiner peu à peu des régions frontalières militarisées du côté américain surtout. Certains auteurs estiment que la solution résiderait dans l'amélioration de la qualité de vie du côté mexicain afin que cette envie de passer la frontière s'estompe. Paradoxalement, l'ALENA est peut-être un outil capable de contribuer à cette solution.

Il est intéressant de se pencher également sur la population mexicaine migrante vers le Canada. Elle est bien évidemment restreinte. Etrangement la seule Province qui accueille des mexicains est celle du Manitoba (au centre). La population mexicaine y représente 3.2% en 1996 alors qu'elle n'est pas présente dans les autres Provinces d'après le recensement de Statistique Canada. On peut évoquer la raison climatique et l'éloignement du Canada par rapport au Mexique.

3.2 L'immigration canadienne

Les canadiens se déplacent aussi vers les Etats-Unis dans une moindre mesure que les mexicains. Ils sont 678 000 vivant aux Etats en 2000 alors qu'ils étaient 745 000 en 1990. Ils représentent seulement 2.2% de la population immigrée du pays. Dans quels Etats émigrent-ils ? Etrangement ils ne se déplacent pas de l'autre côté de la frontière mais migrent davantage vers le sud. En 2000, 12% des migrants canadiens vers les Etats-Unis se sont installés en Floride et en Californie et 7% au Texas. Ensuite viennent les Etats frontaliers de New York et de Washington avec respectivement 7% et 5% des canadiens migrants aux Etats-Unis en 2000. L'attraction de climat plus clément et d'emplois dans les hautes technologies (la Silicon Valley) en sont les principales explications. Il n'y a aucun changement entre 1994 et 2000, on retrouve les mêmes Etats d'attraction pour les canadiens dans les mêmes proportions, excepté pour l'Etat du Michigan qui recevait 6.8% de la population canadienne migrant vers les Etats-Unis en 1996 et qui n'en accueillent plus que 5% en 2000. Cependant on observe que lorsqu'ils migrent dans les Etats frontaliers on les retrouve dans une grande proportion dans les villes de New York, Détroit et Seattle (autour de 5%) avant celles du sud (Tampa, Los Angeles).

Enfin si l'on regarde la population migrante dans les Provinces canadiennes, on remarque la faible part de la population américaine bien qu'en augmentation. Il est encore étrange de constater que la population américaine ne migre pas dans les Etats les plus attractifs économiquement. En effet on les retrouve en Saskatchewan pour la plupart (13% de la population migrante totale) mais aussi

10 Terrains communaux

en Colombie Britannique et en Alberta à l'ouest (autour de 7%). Alors qu'ils ne sont que 3% à migrer vers l'Ontario et le Québec¹¹. Les échanges de population entre les deux pays frontaliers ne sont pas de la même taille que ceux observés sur la frontière Sud et restent très concentrés sur certaines Provinces canadiennes ou Etats américains. Il semble que ces migrations n'aient pas été amplifiées depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA.

Tableau n°3 Immigrations américaine et mexicaine dans les Provinces Canadiennes en 1996

	Population immigrante totale		Population nouvellement arrivée	
	Etats-Unis	Mexique	Etats-Unis	Mexique
Colombie Britannique	6,10%		3%	
Manitoba	5,80%	3,20%	4,60%	4,70%
Saskatchewan	13,80%		7,50%	
Ontario	3,60%			
Québec	4,10%			

Source : Statistique Canada

Les flux migratoires retranscrivent en quelque sorte les relations économiques déjà observées auparavant. L'immigration est un moteur important de concentration des populations surtout sur la frontière sud. Elle permet de fournir un bassin de main d'œuvre pour ces régions frontalières qui concentrent les activités économiques. Cependant le flux d'immigrants au sud devient trop important et les régions ne peuvent absorber cet excès de population. Cela a des conséquences négatives sur les villes frontalières comme nous le verrons dans une troisième partie.

¹¹ Recensement de 1996, Statistique Canada

C. Les impacts de ces changements sur le territoire transfrontalier

Les accords de l'ALENA ont contribué semble-t-il à renforcer des déséquilibres existants au préalable. D'une part, il est important ici de rappeler que ce processus a **renforcé l'intégration économique des trois pays considérés**, à l'intérieur de ce vaste espace qu'est l'Amérique du Nord. Cela s'explique par un accroissement des échanges et des IDE dans cette zone. Les **frontières**, au nord comme au sud sont devenues **dynamiques** connaissant une intensification des flux d'échanges. Les « régions » frontalières en présence apparaissent donc comme des lieux de passage importants aujourd'hui. Les Etats mexicains et les Provinces canadiennes sont cependant de plus en plus **dépendantes économiquement des Etats américains**. Cette situation doit se résoudre en favorisant une diversification des pays avec qui ils échangent. Une dépendance économique accrue augmente en effet les risques de voir décliner trois économies régionales en même temps si l'économie américaine devait subir un déclin dans l'avenir.

Malgré cette similitude on observe quand même **deux frontières différentes** en terme de développement d'une part mais aussi de composition spatiale. **Au nord**, on voit croître une inégalité entre **deux pôles dynamiques importants** (Provinces de Québec et Ontario à l'est et Province de la Colombie Britannique à l'ouest) et les Provinces frontalières du centre mises à l'écart des courants transfrontaliers. En effet, le renforcement de l'attractivité de ces « régions » est généré par un contexte favorable économiquement, engendrant lui-même un **effet cumulatif de concentration des activités mais aussi des populations** comme on a pu le décrire dans la seconde partie. Les Provinces en question sont devenues des nœuds de développement où se regroupent quelques villes importantes (Montréal, Vancouver) faisant partie de système urbain transfrontalier plus grand que l'on nomme mégalopole. Elles concentrent richesse, activités, emplois et population. Les importations et les exportations vers les Etats-Unis passent par ces Provinces et elles se définissent ainsi comme des plates-formes d'échanges de la Fédération Canadienne. Cela peut conduire à un délaissement du centre du pays d'une part comme c'est aujourd'hui déjà le cas pour le nord canadien et d'autre part à une diminution des échanges est/ouest créant une **discontinuité entre les Provinces frontalières** mais aussi dans le territoire national.

De l'autre côté de la frontière les dynamiques sont similaires. L'interdépendance entre les régions contiguës à la frontière est importante sur le plan économique. Les entreprises travaillent de part et d'autre de la frontière en l'exploitant et cette dernière s'efface de plus en plus. Des politiques de coopération se forment conjointement entre la Confédération canadienne et les Etats américains concernés afin d'éliminer de plus en plus les entraves à la frontière. Certes, on ne parle pas encore de libre circulation des personnes. **La frontière nord n'est plus un obstacle mais bien un avantage économique** comme nous l'avons vu. Peut-on pour autant parler de « régions

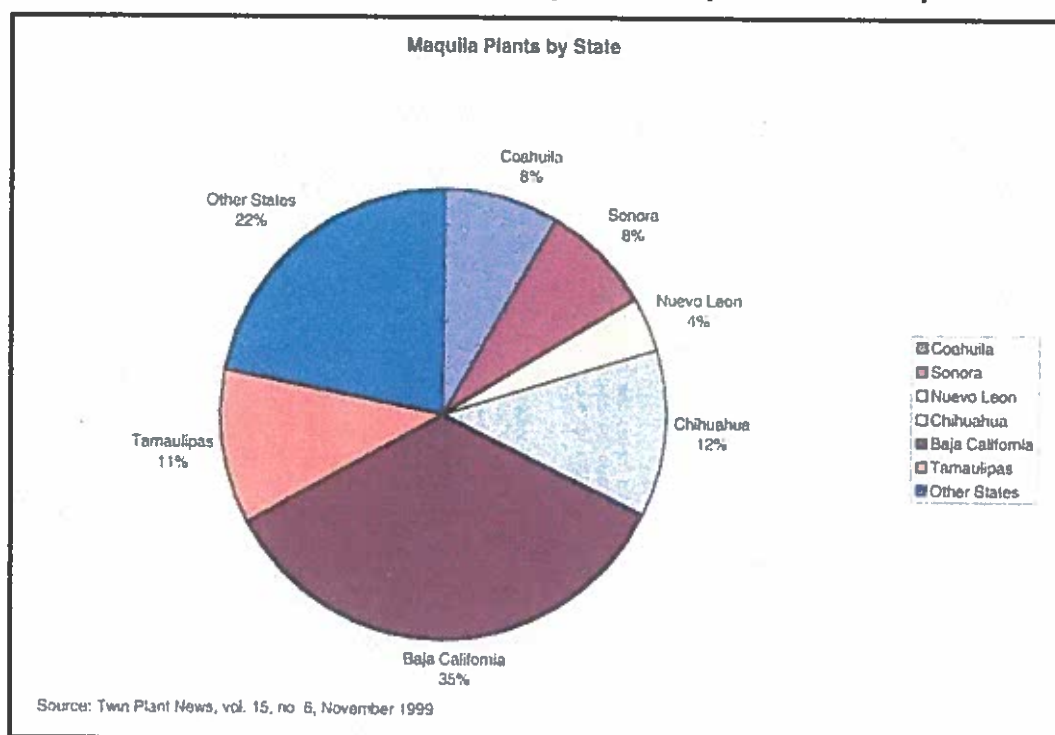
transfrontalières » ? Si l'on considère la continuité spatiale des villes, due, rappelons le, surtout au processus d'étalement urbain propre à l'Amérique du Nord, et les relations purement économiques il est possible de parler de la présence de « régions transfrontalières » à l'est de la frontière nord. On peut dire que **la partie est de la frontière est devenu une zone de « métamorphisme de contact »**, terme repris par plusieurs auteurs pour définir une zone articulée par la frontière et vivant de celle-ci en exploitant ses avantages, où la frontière devient de plus en plus un atout et non plus une barrière, une discontinuité spatiale (cf. figure n°18). On reconnaît quand même **une certaine dépendance économique des régions canadiennes** par rapport aux Etats américains ce qui nous laisse penser que cette frontière n'est pas encore un espace « vécu » au sens de F.Leloup et L.Moyart (2001). Il faut souligner le départ de la population qualifiée québécoise ou ontarienne vers les Etats américains. Les Provinces ne doivent pas devenir des îlots dépendants des Etats américains mais plutôt rayonner sur leur voisins et arrière pays afin d'éviter une surconcentration. Les rapports qu'entretiennent les Etats américains avec les Provinces canadiennes sont uniquement basés sur des objectifs économiques. Une « région-territoire » ne peut se définir uniquement sur des relations économiques surtout lorsque celles-ci sont déséquilibrées. Cependant il est intéressant d'observer **des embryons au plan local** de ce concept comme nous avons pu le voir pour la ville de Détroit/Windsor. Cette dernière dépasse les simples liens économiques en construisant des projets d'aménagement communs. En analysant le processus de coopération qui se met en place sur cette frontière la dernière partie de cette étude pourra nous permettre de confirmer ou de relativiser ces observations.

Au Sud, la situation est complexe car nous sommes en présence de deux pays à niveau de développement différent. Sur le plan économique, la frontière est génératrice de richesse et accumulatrice d'emplois. L'implantation des «maquiladoras» s'est faite essentiellement sur la frontière et a ainsi engendré **des migrations de populations importantes** des campagnes des Etats mexicains centraux vers les villes frontalières. Ces usines ont, en effet, attiré un flux de population en quête d'emplois (au vue de l'augmentation des emplois dans les Etats frontaliers). C'est ainsi que l'on a vu **exploser la population des villes** comme nous l'avons vu dans un deuxième point. Il est important de souligner que cette accroissement des « maquiladoras » n'est pas uniquement dû à la mise en place de l'ALENA comme de nombreuses personnes ont pu le dire. En effet, la dévaluation du peso, la croissance industrielle américaine sont aussi des causes directes de cette évolution.

Même si dès 1973, l'intérieur du pays peut accueillir des «maquiladoras», la frontière représentait quand même plus de 80% de l'emploi dans ces usines au début des années 1980. Avec l'ALENA, les prévisions espéraient un glissement vers l'intérieur du Mexique. Ces usines se répartissent en 1999 en cinq sous-ensembles dont l'importance varie en fonction du poids démographique et économique de la région américaine contiguë: plus du tiers des « maquiladoras » sont dans le

secteur de Tijuana et Mexicali (Etat de Basse Californie), travaillant pour les aires métropolitaines de San Diego et Los Angeles ; 12% se localisent dans l'Etat du Chihuahua autour de Ciudad Juarez, en face d'El Paso, métropole située sur l'axe routier principal entre les Etats-Unis et le Mexique central, et liée aux centres urbains de Phoenix et Tuscon ; enfin 31% sont à l'est, entre Matamoros et Nuevo Laredo, liées au sud du Texas¹². Ainsi les **Etats mexicains frontaliers regroupent 78% de l'ensemble des implantations maquiladoras au Mexique**, 62% de l'emploi total dans ces usines et 70% de la production mexicaine en 2000.

Figure n°14 Répartition des « maquiladoras » par Etat au Mexique

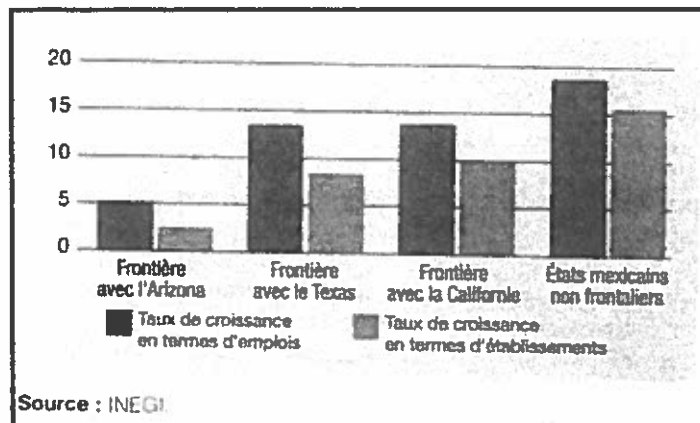


D'après le graphique qui suit, on remarque en effet que la croissance des emplois dans les «maquiladoras» et celle de ces entreprises ont été importantes dans les Etats non frontaliers entre 1980 et 1998. D'une manière générale, l'emploi a cru plus vite que le nombre d'entreprises. L'Etat de Sonora, frontalier de celui d'Arizona, a connu la plus faible croissance pour les deux indicateurs. Cependant une bonne partie des créations de nouvelles «maquiladoras» s'est effectuée dans les Etats du nord du Mexique et dans les villes comme à Hermosillo, Chihuahua et Monterrey (à moins de 300 kilomètres de la frontière). Il s'agit d'unités plus petites que la moyenne et les plus fortes concentrations restent dans les villes frontalières de Ciudad Juarez avec 20% de l'emploi total dans ces usines et Tijuana avec 14% (1999, annexe II). **Le glissement vers l'intérieur, dont on a vu qu'il concernait plutôt les Etats du nord, favorise essentiellement une seconde ligne de villes proches de la frontière et non plus directement sur la frontière.** De plus,

¹² INEGI Instituto Nacional de Estadística Geográfica e Informática

les villes frontalières ont connu des évolutions inégales. Les performances les plus fortes s'observent pour les villes de Tijuana (21,6% de croissance des emplois entre 1994 et 1997) et Mexicali (29,4% de croissance des emplois) qui ont accueilli des capitaux asiatiques notamment. Les performances les plus faibles sont situées plus à l'ouest à Reynosa et à Matamoros (5,3% et 1,2% respectivement de croissance des emplois).

Figure n°15 Taux de croissance de l'emploi et du nombre de « maquiladoras » au Mexique (1988-1998)



Source : in Problèmes Economiques n°2696, janvier 2001

On assiste donc davantage à un **épaississement de la zone de concentration des «maquiladoras»** plutôt qu'à un glissement vers l'intérieur. Cela a des conséquences sur le développement du Mexique. On aboutit à des **écarts de développement importants entre les régions mexicaines**. Le nord est devenu une zone économiquement importante au même titre que celle du District Fédéral de Mexico. Les Etats frontaliers financent leur propre infrastructure de transport et offrent aux entreprises locales des réseaux performants. L'industrie « maquiladoras » est à l'origine de ce développement régional frontalier. Avant ces implantations les Etats mexicains du nord avaient les plus forts taux de chômage du pays.

Le glissement vers l'intérieur est difficilement envisageable dans l'avenir car pour les firmes américaines, se situer proche de la frontière signifie aussi réduire les coûts de transport et accroître les économies d'échelle. De plus, il est incertain que les cadres américains et leurs familles acceptent d'aller vivre à l'intérieur du pays connaissant le niveau médiocre des conditions de vie et le manque d'infrastructures alors qu'actuellement ils peuvent vivre aux Etats-Unis tout en travaillant au Mexique. La politique régionale mexicaine ne vise pas non plus à inciter les délocalisations vers le centre du pays. Ce serait trop coûteux (l'Etat mexicain dispose de faibles recettes fiscales, 14,2% du PIB en 1998) et inefficace car le différentiel du coût de la main d'œuvre entre les Etats n'est pas assez important pour inciter les investisseurs à délocaliser plus au sud.

D'autre part l'espace frontalier connaît une **symétrie de ces réseaux urbains et une certaine complémentarité**. Cependant des **déséquilibres demeurent sur le plan démographique et dans le système intérieur des villes jumelles**. Cette symétrie s'exprime dans un gradient nord/sud et les relations est/ouest entre les villes frontalières semblent inexistantes. Malgré ces dysfonctionnements, pourtant on pourrait parler de « métamorphisme de contact » (cf. figure n°16-17 page suivante) localisé également dans la mesure où l'on y trouve des mouvements pendulaires de frontaliers, de travailleurs dans les « maquiladoras », de touristes américains. Peut-on alors parler de « région frontière » au sens de « territoire » comme nous l'avons expliqué dans la première partie ? Paradoxalement les différences entre les deux côtés de la frontière (monétaires, salariales, fiscales, environnementales, démographiques) sont à l'origine du développement territorial. On peut donc se demander si ce dernier n'est pas durable uniquement dans l'hypothèse de la pérennité de ces différences. Si celles-ci s'effacent, les zones frontalières seront alors confrontées à une recomposition territoriale et à la recherche de nouvelles politiques de développement fondées, désormais sur le concept de coopération. Il s'agit de savoir si la frontière est perçue comme un moyen de soutenir un certain développement régional du côté mexicain, on serait alors en présence d'une frontière fonctionnaliste et pragmatique ; ou s'il existe réellement une volonté concertée d'aménager les espaces frontaliers, une planification transfrontalière. Il nous faut donc explorer davantage en profondeur les problèmes de cette frontière pour déterminer si des liens autres qu'économiques peuvent en faire une région frontalière, « un espace vécu ».

En somme, les deux frontières étudiées sont différentes dans leur fonctionnement et leur organisation spatiale. Pourtant, les délocalisations vers le sud ressemblent à celles que la frontière nord a connu au début du 20^{ème} siècle vers le Canada. On assiste à une reproduction du système au sud. Le système observé entre Détroit et Windsor ne se reproduit-il pas à plus grande ampleur sur la frontière sud aujourd'hui ? Ce qui pourrait laisser penser que les frontières en présence ne sont pas au même stade de la transition frontalière évoquée dans la partie I.

Figure n°16 Organisation spatiale à la frontière mexico-américaine

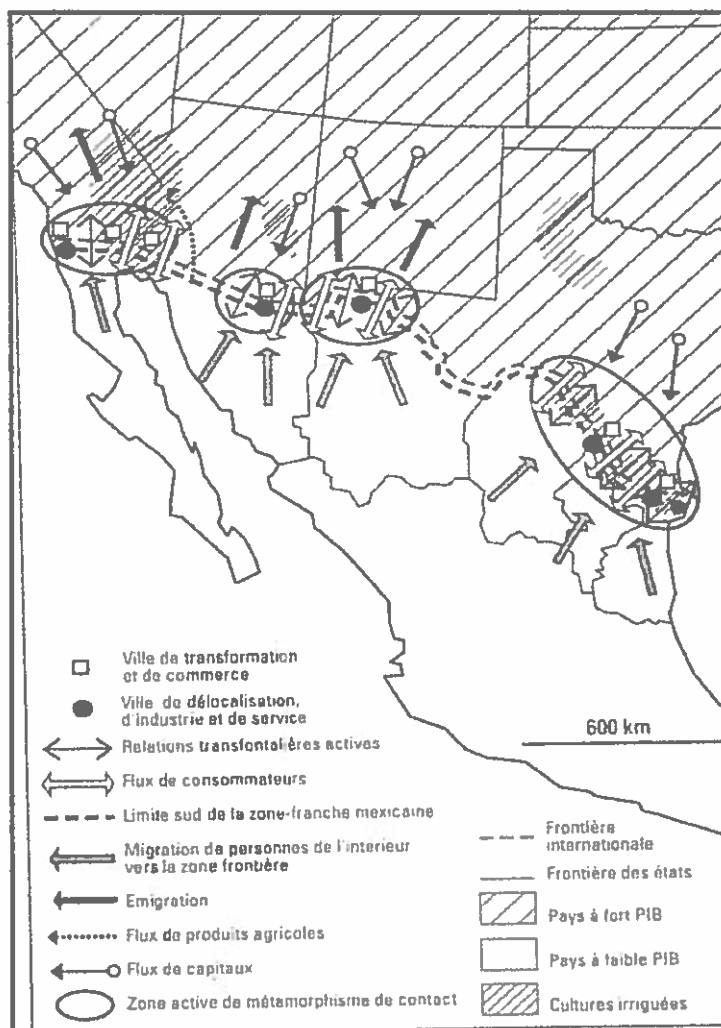
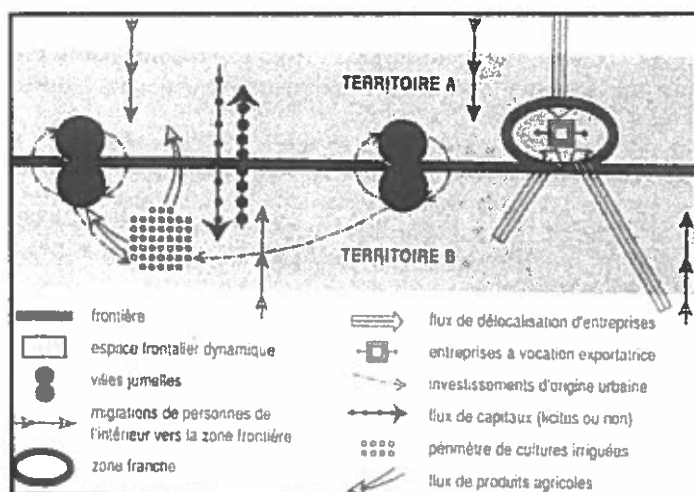


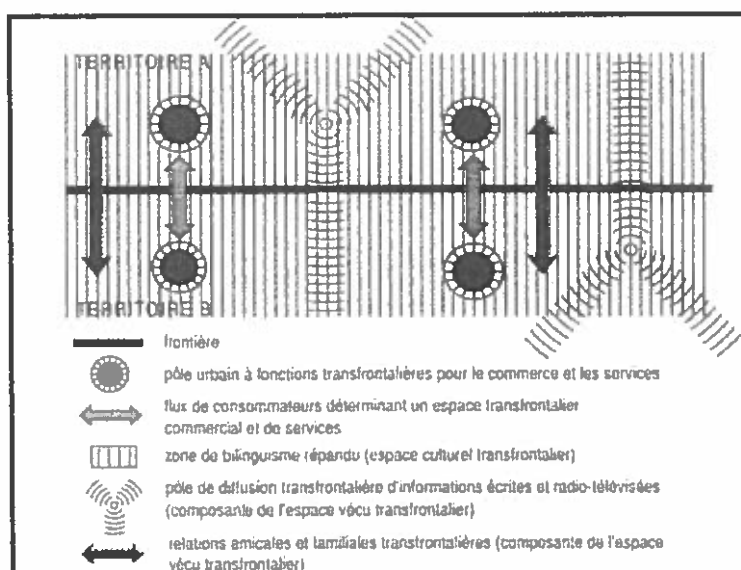
Figure n°17 : Effet accumulateur sur un espace frontalier à fort dynamisme



Les zones localisées de métamorphisme de contact présentes au niveau des villes jumelles sur la frontière sud, sont créatrices d'un espace transfrontalier.

Source : Extrait de Renard JP et Picouet P, Frontières et Territoires in Pradeau (1994).

Figure n°18 Métamorphisme de contact sur la frontière nord (Etats-Unis/Mexique)



Source : Extrait de Renard JP et Picouet P, Frontières et Territoires in Pradeau (1994).

PARTIE III

Les enjeux futurs aux frontières vs le rôle des aménageurs

La partie précédente nous a montré comment les deux frontières étudiées fonctionnent et comment les espaces frontaliers interagissent ensemble surtout sur le plan économique. Dans cette dernière phase de l'étude, il s'agit de montrer quels sont les nouveaux enjeux pour ces espaces transfrontaliers liées aux transformations évoquées précédemment, et comment les acteurs du développement peuvent y répondre. Cela doit permettre de reconsidérer ces espaces à plus petite échelle, à l'échelle locale afin d'observer qu'elles sont les relations autres qu'économiques qu'entretiennent ces espaces et pour les déterminer comme des « territoires ».

A. Des frontières qui rassemblent les hommes, les activités et les richesses

1. Les villes frontalières mexicaines, une intégration économique mais sociale ?

L'effet de renforcement de la concentration qu'a engendré l'ALENA est particulièrement observable sur la frontière sud. Les villes jumelles connaissent une croissance sans précédent, accueillant les populations rurales venant du sud du Mexique. Cela a des répercussions sur l'évolution des villes et soulèvent des problèmes à l'intérieur de celles-ci.

1.1 Des bidonvilles à la frontière : les « colonias »

La pression démographique dans les Etats frontaliers sur la frontière sud a des conséquences sur les villes dans ces Etats. En effet, on voit se développer des bidonvilles en périphérie des villes. Ceci n'est pas un impact direct de l'ALENA puisque ce phénomène commença au début des années 1950 lorsque les aménageurs des villes jumelles commencèrent à diviser les grandes propriétés terriennes en petits lots dans les espaces ruraux autour des villes. Les transactions se faisaient par contrat d'achat ce qui signifie que le vendeur reste propriétaire jusqu'à ce que l'acheteur ait payé la totalité de la somme demandée. Cette formule se développa des deux côtés de la frontière permettant à beaucoup d'immigrants, souvent démunis, de se loger. Cependant, aujourd'hui la pression foncière étant de plus en plus forte, et ce genre d'habitat se développe vite. On compte 1400 « colonias » sur la frontière avec le Texas où vivent 400 000 personnes (cf. photos et localisation annexe III). La plupart sont des hispaniques. Les conditions de vie y sont inacceptables et beaucoup de chercheurs les comparent aux bidonvilles que l'on peut trouver dans certaines villes de pays en voie de développement. Il n'y a en général ni eau courante, ni assainissement, ni pavage de rues, ni services publics ou sociaux. Les promoteurs vendent ces lots non viabilisés en toute légalité puisque la plupart du temps ces espaces sont non incorporés c'est-à-dire qu'ils ne relèvent d'aucune municipalité ; les autorités locales se désintéressent donc de leur sort. La population qui y vit est souvent sans emploi : selon un sondage de juin 2000 réalisé par le Département de la Santé du Texas dans 96 colonias de la frontière, 18% des

résidents sont au chômage (contre 11% dans les villes de la frontière) et 70% n'ont pas atteint le niveau d'enseignement supérieur.

Prenons l'exemple du Comté de Cameron au Texas. Sur 99 « colonias », 26 n'ont pas de service d'eau et 70 n'ont pas d'assainissement. Le Comté estime à 45 millions de dollars US le coût des travaux afin que ces quartiers deviennent salubres sans compter le coût des travaux nécessaires sur les logements. La plupart du temps ces deniers sont construits par les habitants avec ce qu'ils trouvent.

Des deux côtés de la frontière, la population est identique, bien que de « nationalité » différente, et les conditions de vie sont similaires. En revanche, le cadre national y est différent et les modalités de lutte pour une amélioration des infrastructures et du cadre de vie différent. Les citoyens américains ont un léger avantage. Par exemple, un programme de soutien matériel et financier a été mis en place dans l'Etat du Texas en 1995 (« Natural Resource Conservation Commission's Small Towns Environment Program »). Il a à ce jour mis en œuvre 9 projets de réaménagement de ces « colonias ». En 1995 également, le Texas a fait preuve d'initiative en proclamant le « Colonias Fair Land Act » interdisant désormais le contrat d'achat sans fournir d'infrastructures d'assainissement, d'eau et d'électricité.

Les Etats américains servent de modèles à leurs voisins mexicains. Certaines associations de résidents mexicains ont vu le jour ces dernières années réclamant au gouvernement mexicain le « droit de savoir » et d'être informé sur les programmes mis en place et de créer un réseau transnational avec les Etats américains. A ce jour tout reste à faire. Du côté américain, le problème le plus important reste le financement des opérations. Le Texas comme la Californie (les Etats les plus concernés par ce phénomène du fait de la forte immigration) ne récoltent pas la part étatique de l'impôt sur le revenu et les résidents qui paient des impôts locaux ainsi que des taxes sur le foncier bâti ne souhaitent pas que leurs contributions servent à mettre en œuvre des projets de réhabilitation des quartiers abritant des minorités, voire des clandestins. Il faudra donc trouver des financements du privé venant de fondations par exemple. Il semble que la solution demeure dans un partenariat entre les institutions financières, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les résidents. (cf. article ci-contre)

In Hidalgo County, where more than 4,000 colonia families are on a housing waiting list with Proyecto Azteca, Arizmendi plans to develop, as an alternative, \$6,000 houses with limited interior finish-out. Arizmendi says owners will put 30 percent down, get five-year loans at zero interest and make monthly payments of \$75 to \$100. They can finish the interiors as their finances allow.

To further the financing for colonia housing, regional coalitions are being established. For example, the CDCB in Brownsville helped create the Rural and Colonia Loan Program from a \$600,000 Department of Housing and Urban Development grant. The award was tied to a \$1.15 million lending commitment to the CDCB from Chase Bank of Texas, Wells Fargo, International Bank of Commerce and Texas State Bank. The grant will serve as a loan-loss reserve for the banks, allowing them to make loans to customers unable to qualify for traditional financing. The loan product will be a 20-year, 3.5 percent fixed loan with monthly payments averaging \$246, including taxes and insurance. The homes developed by participating nonprofits will sell for approximately \$30,000.

1.2 L'augmentation du trafic transfrontalier

Le nombre de véhicules traversant la frontière sud a considérablement augmenté depuis 1990. Cela est particulièrement vrai au niveau du passage de Laredo. Le trafic de véhicules a connu une augmentation de 21% entre 1993 et 1999 passant de 14,1 millions de véhicules à 17,1 millions en 1999. Le trafic des camions a connu une croissance encore plus forte, sur la même période, de 116%. Cela entraîne nécessairement des coûts sociaux et d'infrastructures. De 1993 à 2000, le Département des Transports du Texas a dépensé 388 millions de dollars US pour l'entretien et la construction des routes et des autoroutes à Laredo et prévoit de dépenser 298 millions de dollars US entre 2001 et 2005. La congestion des routes nécessite la construction de nouveaux ponts pour traverser les rivières frontalières. C'est ainsi que de nombreuses constructions ont eu lieu durant les années 1990 : Laredo et El Paso possède aujourd'hui cinq ponts déjà. Ce trafic est aussi la source des problèmes de pollution de l'air notamment pour la ville de El Paso qui connaît des indices supérieurs aux normes de qualité de l'air pour de nombreux polluants.

L'Etat américain s'engage donc financièrement dans de nouvelles constructions d'infrastructures pour faire face au trafic grandissant. La coopération avec les Etats mexicains sur ce thème semble absente ce qui risque d'accroître le déséquilibre existant concernant les aménagements routiers. D'autre part, ne serait-il pas préférable d'engager des actions pour redistribuer les activités tout au long de la frontière pour éviter d'obtenir les concentrations que connaît actuellement cet espace. Cela impliquerait aussi une augmentation des points de traversée de la frontière.

1.3 Le problème environnemental

La protection de l'environnement apparaît comme un enjeu important pour les Etats frontaliers de la frontière sud. En effet, la dégradation observée depuis quelques années inquiète non seulement les populations mais aussi les gouvernements locaux.

On retrouve surtout une pollution de l'air et de l'eau. Le cas le plus extrême est celui de la rivière baptisée New River qui coule entre l'Arizona et l'Etat du Sonora. Celle-ci draine une centaine de substances toxiques dont les principaux sont des métaux lourds. Cela s'explique par le développement rapide et souvent anarchique de ces régions, l'urbanisation exponentielle incontrôlée (colonias), l'utilisation accrue de fertilisants et de pesticides pour l'agriculture, et le rejet des entreprises industrielles non réglementées. L'Association des médecins américains a décrit cette zone comme « une fosse septique à ciel ouvert, et un terrain fertile à l'éclosion de toutes les maladies contagieuses ».

Le problème le plus important est actuellement celui de l'eau : les rivières ou encore les nappes phréatiques connaissent des taux de pollution par les pesticides ainsi que des degrés de salinité

qui augmentent de manière alarmante, dans une région de désert où l'eau est de surcroît une ressource rare. La santé des populations est ici en jeu.

3. La frontière nord

L'ALE puis l'ALENA ont renforcé les performances économiques des espaces frontaliers de part et d'autre de cette frontière. Les problèmes de développement que connaissent les collectivités frontalières au sud ne sont pas présents au nord. Les pôles économiques que sont les grands centres nord américains et canadiens sont devenus complémentaires et compétitifs à l'échelle de la zone de libre-échange. Cependant les espaces ruraux canadiens ont souvent du mal à se distinguer dans cette zone où plus de 85% des personnes vivent en ville. L'espace urbain est omniprésent et empiète de plus en plus sur les espaces libres. Le problème d'étalement urbain n'est pas à négliger ici car il coûte cher aux agglomérations et aux collectivités proches. Ce phénomène n'est pas une conséquence directe de l'ALENA car il existait bien avant. Mais la multiplication des échanges a renforcé ce processus en concentrant les centres d'activité économiques et les populations dans le même temps.

La frontière est utilisée par les acteurs économiques, comme nous l'avons vu, pour permettre une production dite « juste à temps ». Son ouverture avec l'ALENA a permis de renforcer les relations nord-sud. Aujourd'hui, la traversée de la frontière devient difficile et trop longue du fait du fort trafic et des contrôles obligatoires aux douanes. En 1999, 200 millions de personnes l'ont franchie sur l'ensemble des 130 postes de douanes en présence. Les passages sont composés, entre autres, de personnes qui vivent dans les collectivités frontalières et qui souvent travaillent de l'autre côté. Ces personnes n'échappent pas aux contrôles d'identité à la frontière. Il est intéressant ici de noter la présence d'un véritable bassin de main d'œuvre transfrontalier.

Cependant depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, les échanges s'étant multipliés, les passages à la frontière sont devenus trop importants. Les collectivités frontalières en retirent des avantages économiques grâce au commerce transfrontalier mais elles doivent répondre à des coûts sociaux, environnementaux et d'infrastructures considérables. Des goulots d'étranglement apparaissent aux principaux points de passage qui selon une étude de Statistique Canada sont situés au niveau de l'Ambassador Bridge et au tunnel entre Windsor et Détroit, ou au pont Peace Bridge entre Fort Erie et Buffalo (cf. tableau temps de passage, annexe IV). Les passages sont beaucoup moins importants aux postes des Prairies (centre de la frontière) mais ce sont des axes commerciaux à ne pas négliger puisqu'ils permettent le commerce du bétail et des céréales. Les plus longs temps d'attente sont essentiellement dans le sens Canada - Etats-Unis. Ainsi la majorité de la circulation se fait à des goulots d'étranglement situés le long de la frontière entre l'Ontario et le Michigan, l'Ontario et l'État de New York, et la Colombie-Britannique et l'État de Washington. Ces postes frontières se trouvent sur des bandes de terre étroites entourées par les Grands Lacs ou situées

entre l'océan Pacifique et les Monts Cascade. La circulation est également dense aux postes frontières entre le Nouveau-Brunswick et le Maine et entre le Québec et le Nord de l'État de New York, du Maine et du Vermont. L'infrastructure doit être améliorée dans chacune de ces zones frontalières congestionnées. Plusieurs des postes frontières clés sont des ponts ou des tunnels, ce qui complique l'expansion. Ce pose en effet un problème de place du fait de la configuration topographique de ces sites de passage. De plus, le gouvernement canadien n'alloue pas les mêmes budgets que du côté américain pour la construction et l'entretien des routes et il est assez courant de voir de grandes routes américaines rejoignant des routes plus anciennes et plus étroites côté canadien.

Malgré la performance économique des Etats frontaliers, la frontière semble aujourd'hui bloquer le système du fait d'un trop fort trafic. Les problèmes engendrés ont des conséquences d'une part sur l'activité économique frontalière pour qui toute perte de temps entraîne des coûts importants dans le processus de production. Les collectivités frontalières doivent d'autre part, répondre à des coûts d'infrastructures mais aussi de dégradation environnementale. L'aménagement de cette zone coûte d'autant plus cher que le relief diminue les possibilités de passages à la frontière et que des zones écologiques importantes (Parcs Nationaux) se trouvent à proximité.

B. Les aménageurs face à ces problématiques

L'ALENA, en tant qu'accord de coopération économique a renforcé les échanges et le développement des activités économiques sur les espaces frontaliers. Dans le même temps, les espaces ont connu des transformations et de nouveaux problèmes, blocages sont apparus. La plupart du temps, une sur-concentration des hommes et des activités y est liée. Les enjeux sur les deux frontières sont aujourd'hui différents étant donné les différents niveaux de développement des systèmes frontaliers et leur articulation.

Sur la frontière nord, l'enjeu est de renforcer le système transfrontalier économique en permettant une frontière fluide au niveau de la circulation transfrontalière. Il semble également que ces espaces transfrontaliers soient uniquement liés par des relations économiques ce qui peut à plus ou moins long terme fragiliser l'articulation de l'espace. On observe déjà des délocalisations d'entreprises vers le sud. Les liens économiques qui pourraient disparaître au bénéfice de régions à plus bas coûts de production, entraînerait une désarticulation de ces territoires.

La frontière sud connaît une structuration différente où les problèmes urbains, environnementaux, sociaux sont beaucoup plus importants. Les enjeux pour ces espaces contigus à la frontière sont d'une part de permettre aux populations de vivre convenablement dans un environnement sain et

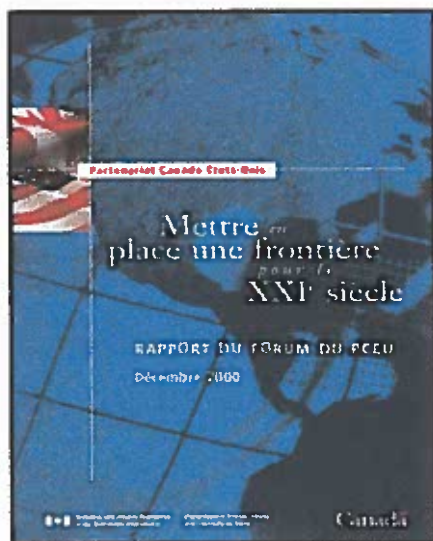
propre. D'autre part, la frontière connaît aujourd'hui des points de sur-concentration des activités et des hommes que les responsables doivent gérer. Les relations est/ouest sont devenues quasi inexistantes et les dynamiques de développement sont présentes uniquement dans le sens nord/sud. Enfin, il semble que ces espaces doivent également considérer la distribution des activités sur le territoire. Les villes jumelles semblent connaître un déséquilibre qui s'inverse sur le plan économique au bénéfice du sud mais qui sur le plan social reste au bénéfice du nord de la frontière.

Ces nouveaux enjeux pour les espaces transfrontaliers ont amené les acteurs du développement à se mobiliser afin de trouver des solutions communes de part et d'autre de la frontière. Des organismes de coopération publics ou privés ont peu à peu vu le jour sur les deux frontières. Certes, ces mouvements existaient avant les accords de l'ALENA mais beaucoup reconnaissent l'amplification de la coopération au cours des années 1990.

La coopération se nourrit de la région transfrontalière et réciproquement une région ne peut être transfrontalière s'il n'y a pas la présence d'une forme de coopération. Dans le cas de ces frontières, peut-on dire que la coopération est présente aujourd'hui à l'échelle transfrontalière et si oui, est-elle suffisante au point de créer des liens, un « espace de soutien » à la base de la création d'une région transfrontalière. Nous allons ici en exposer quelques programmes de coopération afin de voir comment ils répondent aux nouveaux enjeux actuels et comment ils se mettent en place.

1. La coopération sur la frontière nord

Les problèmes exposés précédemment sont gérés notamment par des programmes de coopération sur le plan bi-national. Les enjeux sont nationaux à ce niveau là et dépassent souvent les collectivités locales. Ces programmes prônent l'efficacité économique et la sécurité aux frontières. Ceci est d'autant plus vrai depuis les événements du 11 septembre 2001 qui ont modifié quelque peu les actions envisagées auparavant.



La Canada-US Border Declaration a été signée Ottawa en décembre 2001. Elle présente un plan d'actions décliné en cinq objectifs :

- harmoniser les procédures commerciales en établissant des systèmes commerciaux complémentaires ;
- permettre une meilleure circulation au frontière en développant une approche intégrée basée sur la sécurité et facilitant le transport modal de marchandises ;
- faciliter les échanges de données sur les échanges commerciaux, le trafic de marchandises et de passagers ;

- améliorer la coordination du transit de conteneurs arrivant dans les ports maritimes aux extrémités et ouest de la frontière, avec le transit transfrontalier ;
- travailler en coordination avec les industries pour mettre au point un contrôle commercial de suivi des marchandises traversant la frontière et arrivant aux ports maritimes et fluviaux.

Ce programme résulte d'une consultation menée sous la forme d'un forum du « Partenariat Etats-Unis » lancé en 1999 par le Premier Ministre J.Chrétien et le Président B.Clinton afin de promouvoir un dialogue sur la gestion de la frontière entre les gouvernements, les collectivités frontalières et les autres acteurs concernés. Trois principes directeurs de la coopération transfrontalière Canada - Etats-Unis ont été dès lors déclarés: modernisation, harmonisation et collaboration en matière de politique et de gestion frontalière; intensification de la coopération en vue d'accroître l'efficacité des services de douanes et d'immigration, de l'application de la loi et de la protection environnementale à la frontière et au-delà; et collaboration pour contrer des menaces communes qui proviennent de l'extérieur du Canada et des États-Unis. Les propositions les plus novatrices pour régler les problèmes sont venues des collectivités frontalières. Quelques participants locaux au forum ont cité l'Europe et, notamment, l'Union douanière européenne et l'Accord de Schengen, comme exemples. Ils ont demandé que les réglementations canadiennes et américaines des douanes et de l'immigration soient harmonisées dans la mesure du possible.

La gestion de la frontière dépend également des fonds suffisants disponibles pouvant bloquer certains projets. Par exemple, le prototype d'automatisation des douanes américaines (U.S. National Customs Automation Prototype - NCAP) est un système informatique expérimental lancé par les douanes américaines en 1998. Le NCAP a commencé comme projet pilote à Détroit et à Port Huron (Michigan) ; il permet aux constructeurs d'automobiles et aux fabricants de pièces de dédouaner électroniquement leurs marchandises entre le Canada et les États-Unis. Ce programme pilote, qui est très apprécié par l'industrie automobile, est menacé d'arrêt à cause d'un manque de fonds, et son avenir demeure incertain. Cela s'inscrit dans le problème plus général des douanes, qui doivent remplacer leur système informatique dépassé. Cette modernisation du matériel coûterait 1,2 milliard de dollars US. Certains proposent de faire payer des frais aux usagers. Le débat qui s'installe freine le financement de cette modernisation.

Le plan d'actions de la « Canada US Border » a déjà permis la mise en place de plusieurs projets le long de la frontière. Pour l'instant, ce ne sont que des expérimentations afin d'analyser si ces nouveaux procédés sont viables pour être appliqués tout au long de la frontière.

NEXUS, qui a été lancé au poste de Sarnia (Ontario) - Port Huron (Missouri), compte parmi les programmes pilotes novateurs. En effet, il permet aux ressortissants canadiens et américains sans condamnation pénale d'obtenir une carte d'identité les autorisant à emprunter des files spéciales sur lesquelles il n'y aura normalement pas d'interrogatoire de douane et d'immigration. Une seule

carte NEXUS suffit pour voyager dans les deux sens. Citoyenneté et Immigration Canada, l'Agence canadienne des douanes et du revenu, et les douanes et l'INS américains coopèrent à ce projet qui vise à simplifier le passage de la frontière pour les voyageurs à faible risque à qui on délivre une sorte de laissez-passer. Les organismes chargés des douanes et de l'immigration ont travaillé en collaboration avec les responsables locaux dans la conception, la mise en œuvre et la publicité de ce projet.

Il est également intéressant de noter que des formes de coopération transfrontalière au niveau régional se développent. L'étude effectuée sur l'axe Colombie-Britannique-État de Washington (B.C.-Washington Corridor Task Force) est un bon exemple d'initiative régionale. Elle a été mise sur pied par le Premier Ministre de la Colombie-Britannique et le gouverneur de l'État de Washington. Elle avait pour objectif d'accroître la coopération entre les deux entités en ce qui concerne les transports, les problèmes frontaliers, le tourisme et la gestion de la croissance. Au départ, le groupe de travail en charge de l'étude devait se concentrer sur l'axe qui relie Vancouver à Seattle, mais il s'intéresse de plus en plus au développement économique à l'intérieur des terres, autrement dit dans la partie continentale de la province et de l'État concernés. Cela a donné naissance au projet Cascadia. C'est une initiative avant-gardiste en matière de gestion des frontières. Ce projet réunit des organismes publics, des entreprises et des organisations non gouvernementales de la Colombie-Britannique, de l'État de Washington et de l'Oregon qui élaborent des stratégies transfrontalières mettant l'accent sur les collectivités durables, sur la mobilité transfrontalière et sur l'amélioration des transports régionaux, du commerce et des liaisons touristiques. Ces stratégies sont basées sur l'utilisation maximale du transport de marchandises intermodal et un des projets mis en avant est celui d'aménager un couloir ferroviaire entre Vancouver et Eugène (Oregon) pour des trains de passagers à grande vitesse. L'application efficace de la loi, la réduction des délais d'attente et la baisse des frais d'entretien et d'exploitation sont autant d'avantages recherchés par ce projet par le biais de partenariats entre les secteurs public et privé. De plus, tous ces avantages peuvent aider à réduire le coût des transactions transfrontalières et à renforcer la compétitivité de l'économie régionale.

En juin 2002, un rapport d'étape sur les premières retombées du programme « Canada-US Border » évoqué est sorti. Ce rapport reste empreint des événements du 11 septembre 2001 puisqu'il insiste sur la sécurité de la frontière. Il parle d'une « frontière intelligente » comme d'une « frontière permettant de repérer et d'expédier les voyageurs et les biens à faible risque, et de concentrer nos ressources sur ceux qui présentent des risques élevés ». Cette notion semble devenir la base des travaux de coopération de la zone.

Ce rapport note l'efficacité du programme NEXUS. Ce dernier devrait être instauré dans tous les postes frontières dans le sud de l'Ontario et dans les États de New York et du Michigan vers la fin de l'année 2002, ainsi que dans les autres postes à forte circulation en 2003. Il a, en effet, des

répercussions sur la fluidité de la circulation des voyageurs transfrontaliers et diminue ainsi les coûts.

Un autre programme a également vu le jour sous le nom d'EXPRES (expéditions rapides et sécuritaires). Il est à l'initiative des secteurs privé et public qui ont travaillé en partenariat pour améliorer l'efficacité et la rapidité des chaînes d'approvisionnement transfrontalières entre les entreprises américaines et canadiennes. Il a permis pour la première fois une harmonisation des procédures commerciales qui facilitent ainsi la tâche des entreprises frontalières.

Afin de maximiser la portée des programmes présentés ci-dessus et d'avoir d'autres idées pour améliorer la gestion de la frontière, les organismes fédéraux canadiens et américains ont la volonté de travailler en étroite collaboration avec les dirigeants des zones frontalières (cf. article ci-dessous). En effet, les dirigeants locaux connaissent mieux la frontière, et les réunions du forum de 1999 ont mis en évidence leurs idées novatrices. Il n'y a pas de solution unique et il se peut que beaucoup de projets ne puissent s'appliquer qu'à une région frontalière, alors que d'autres seront transférables ailleurs le long de la frontière. En outre, bien que des dirigeants locaux soient intéressés par l'incidence environnementale des mouvements transfrontaliers et de l'infrastructure frontalière, ce thème ne ressort nulle part dans ces programmes de coopération cités précédemment. Les besoins locaux devraient être davantage considérés pour améliorer la performance globale de ces programmes à tous les échelons territoriaux.

Les collectivités frontalières doivent travailler de concert afin d'élaborer des plans d'activités pour leur région, puis les présenter aux organismes fédéraux. En outre, les organismes fédéraux et ces communautés doivent examiner ensemble des projets pour l'avenir, notamment le développement de l'infrastructure, des approches de gestion des risques dans l'inspection des personnes et des marchandises, et la sécurité frontalière. Les dirigeants des communautés frontalières peuvent dire aux organismes fédéraux quels programmes marchent bien et quels autres ne marchent pas, et ils peuvent aider à mettre en place de nouveaux programmes tels que NEXUS. Parallèlement, les organismes fédéraux peuvent sensibiliser les dirigeants locaux aux problèmes de sécurité et leur expliquer en quoi ils peuvent participer à la lutte contre les activités criminelles transfrontalières.

Source : extrait du rapport d'évaluation du programme « Canada US Border »

2. La coopération sur la frontière sud

Les enjeux sont importants sur la frontière séparant le Mexique et les États-Unis comme nous venons de le voir. La rapide croissance de la population et des échanges économiques sont les principales causes de ces changements. Les réponses que les développeurs vont y apporter peuvent influencer sur le développement territorial des espaces frontaliers. Nous allons en voir ici quelques exemples de coopérations transfrontalières menées sur ces espaces frontaliers.

2.1 La coopération environnementale

La protection de l'environnement et son adéquation avec le développement économique est un thème traité par de nombreux programmes de coopération transnationaux ou transfrontaliers en Amérique du Nord. Le « US Mexico Environmental Program » est un programme de coopération qui est né en 1992. Il est l'un des plus importants. Ce dernier est coordonné par la Commission de Coopération Environnementale, cette dernière rappelons le, a été créée en même temps que l'ALENA. Pour financer les projets et développer les programmes deux organismes ont été créés : la « Border Environment Cooperation Commission » (BECC) et la « North American Development Bank ». Le dernier programme mis en œuvre (Border XXI Program) s'échelonna de 1996 à 2000. Il avait pour objectif de promouvoir un développement durable dans la région frontalière. La stratégie repose sur :

- une implication du public dans le développement du programme
- une décentralisation de la gestion environnementale dans le but d'augmenter la participation des institutions locales dans le programme
- une coopération accrue afin d'éviter la multiplication des efforts de la part du gouvernement et des autres organisations et pour réduire le nombre d'entités responsables dans les communautés frontalières.

Ce programme regroupe un grand nombre de participants venant d'horizon différent. La collaboration entre l'ensemble des acteurs concernés a été un facteur clé de ce programme. On y retrouve les institutions fédérales, d'Etat et locales, les communautés indiennes présentes dans la région, les institutions internationales, les centres d'éducation, des organisations non gouvernementales, des industriels, et des groupes de pression.

Un document cadre élaboré avec l'ensemble des acteurs détermine les objectifs à long terme. Ensuite des plans de développement annuel sont réalisés par neuf groupes de travail sur des thèmes relatifs à l'environnement et en accord avec les objectifs du programme cadre. Ces plans identifient les besoins et mettent en place des projets y répondant et un budget correspondant. Ils rentrent dans une stratégie à moyen terme plus grande en s'intégrant dans les plans d'aménagement régionaux afin d'impliquer les citoyens frontaliers. Les thèmes des groupes de travail sont les suivants : l'eau, les déchets, l'air, la prévention de la pollution, plan d'urgence et d'évacuation, l'information auprès des citoyens, les ressources naturelles et la santé.

Dans le but de montrer l'évolution et la performance de ces plans d'actions, des évaluations ont lieu tous les deux ans et un rapport est publié et mis à disposition du public lors d'une conférence bi-annuelle. Ce processus d'évaluation des politiques et d'implication du public tout au long du processus répond directement à la notion de développement durable.

Le rapport d'évaluation de ce programme qui s'est terminé en 2000 insiste positivement sur le fait que la gestion environnementale a été décentralisée grâce au processus de concertation de l'ensemble des acteurs concernés à tous les échelons administratifs. Ce programme a pu donner naissance à des initiatives locales intéressantes comme par exemple la mise en place d'un comité consultatif pour remédier à la pollution de l'air dans le bassin de El Paso-Ciudad Juarez. Des réseaux de surveillance de la qualité de l'air ont également vu le jour à Tijuana, Mexicali et Ciudad Juarez. Au total 41 projets ont été réalisés le long de la frontière pour une valeur de 1 milliard de dollars US.

Pour remplacer ce programme terminé, un autre a vu le jour en 2002 sous le nom de « Border 2012 Program ». Ce dernier n'a pas adopté la même procédure de mise en œuvre. En effet, les groupes de travail ne sont plus basés sur des thèmes mais sur des espaces déterminés. Ils sont au nombre de quatre : Californie-Basse Californie, Arizona-Sonora, Nouveau Mexique-Texas-Chihuahua, Texas-Coahuila-Nuevo Leon-Tamaulipas (cf. carte en annexe V). Ces groupes transcendent la frontière et sont bi nationaux. Ils identifient des thèmes prioritaires propres à leur zone d'étude et établissent des projets en réponse aux problèmes en collaboration avec les acteurs locaux. Chaque groupe de travail a un représentant au niveau étatique et fédéral dans chacun des deux pays car les projets doivent correspondre aux objectifs généraux de chaque Etat. Cette coopération régionalisée répond mieux aux besoins de chaque zone et décentralise davantage les procédures de décision et de mise en œuvre.

2.2 Autres formes de coopération

« Border Liaison Mechanisms » (BLM's) est une structure de coopération transfrontalière de niveau local qui opèrent dans dix villes jumelles de la frontière sud. Cette dernière s'occupe principalement de résoudre les problèmes liés à la trop forte migration permanente et transfrontalière qui a lieu sur cette frontière. Elle doit répondre non seulement à des enjeux d'aménagement de ces villes mais aussi à la saturation des réseaux routiers traversant la frontière. Environ 90% des personnes vivant dans la zone frontalière résident dans les villes jumelles. Si la croissance de la population de cette zone continue les projections annoncent une augmentation de 40% minimum d'ici à 2020.

Enfin il existe également un programme « Fulbright » chargé de promouvoir les échanges scolaires et universitaires entre les systèmes d'enseignement frontaliers américains et mexicains. Ce programme offre des bourses pour traverser la frontière tous les jours afin d'étudier ou faire de la recherche dans les écoles et universités frontalières. D'autre part, cela fait partie d'un programme plus vaste entre les Etats-Unis et le Mexique supportant les échanges culturels entre les deux pays. A ce titre les projets transfrontaliers sont prioritaires pour l'obtention des subventions.

Ainsi, il semble que les acteurs développent des programmes de coopération transnationale mais aussi au plan plus local, transfrontalière. Ces programmes font intervenir de plus en plus l'ensemble des acteurs à tous les échelons du territoire. Cependant on observe que ces coopérations restent limitées à des thèmes particuliers (environnement, transport...) et sont la plupart du temps encadrés par des programmes à échelle plus grande, bi-nationale ou bi-étatiques. Pourtant pour qu'un espace frontalier devienne « territoire » les relations locales doivent être primordiales.

CONCLUSION

Lorsque les accords de l'ALENA ont été signés en 1994, il s'agissait uniquement d'abolir les barrières commerciales aux frontières. Qu'en est-il aujourd'hui ? La situation n'a pas changé puisque l'ALENA reste une forme de coopération transnationale uniquement basée sur des intérêts économiques. Sa mise en œuvre a contribué au renforcement des concentrations urbaines, des activités et des dynamiques sur les deux frontières considérées. La multiplication des échanges entre les trois pays a favorisé les relations nord/sud au détriment des relations est/ouest qui, elles diminuent de plus en plus.

Pour permettre de déterminer dans quelle phase se situent les espaces frontaliers dans le processus de transition frontalière défini par JP. Renard, il s'agit ici de déterminer des critères en fonction des nouvelles logiques du territoire.

Les différents critères sont les suivants :

- **l'organisation spatiale** est-elle continue sur le territoire transfrontalier ou dénote-t-elle des discontinuités dans le développement des deux régions contiguës ?
- **le marché de l'emploi** est-il segmenté ou trouve-t-on au contraire un bassin de main d'œuvre transfrontalier ?
- **la localisation industrielle** fonctionne-t-elle selon une logique verticale (filiales, sous-traitances) ou selon une logique horizontale de réseaux, de milieux entrepreneuriales ?
- **la coopération locale** ou vie associative est-elle présente de manière transfrontalière ?
- **l'éducation** : y a-t-il des programmes de coopération transfrontaliers relatifs à l'éducation allant jusqu'à la création d'un système d'enseignement commun (reconnaissance des diplômes et des qualifications de part et d'autre de la frontière) ?
- enfin les **politiques territoriales** sont-elles intégrées ; y a-t-il une planification des aménagements commune, tout en respectant le principe de subsidiarité ?

Le tableau ci-dessous présente les résultats que l'on obtient à la suite de cette étude. La colonne de gauche détermine une logique territoriale où la frontière est perçue comme une barrière, un filtre. La seconde colonne présente les caractéristiques d'une région transfrontalière au sens de territoire selon F.Leloup et L.Moyart. Il est évidemment difficile d'être catégorique dans ce genre d'analyse car ce schéma est dynamique. C'est pourquoi différentes graduations ont été attribuées à chacune des logiques (faible, moyen, fort).

Critères	Logique de Frontière barrière			Logique de la région transfrontalière = territoire		
	Faible	Moyenne	Forte	Faible	Moyenne	Forte
Organisation de l'espace			X		O	
Marché de l'emploi					X	O
Localisation industrielle	X				O	
Education		X O				
Vie associative					X O	
Politiques territoriales				XO		

X= Régions frontalières sur la frontière sud (Etats-Unis/Mexique)

O= Régions frontalières sur la frontière nord (Canada/Etats-Unis)

On remarque ainsi que la frontière nord est plus avancée dans la transition frontalière. Les régions frontalières canadiennes et américaines répondent à bon nombre de critères de la région-territoire. On y trouve en effet des bassins de main d'œuvre transfrontaliers et une structuration économique en réseau. La coopération locale est présente grâce notamment à un milieu entrepreneurial actif. Les faiblesses de ces régions se retrouvent au niveau de la politique territoriale. Ces espaces sont encore trop souvent perçus comme de simples lieux de passage sans contenu. Il faut ajouter que ces constats ne valent pas pour l'ensemble de la zone frontalière canado-américaine. L'extrémité est (Québec, Ontario du côté canadien/ Ohio, Michigan, New York...du côté américain) et dans une moindre mesure l'extrémité ouest (Colombie Britannique/ Washington) rassemblent les régions les plus avancées dans la transition frontalière. Les régions du centre quant à elles, semblent être ignorées du processus. Mais les programmes transnationaux permettront peut être de faire naître des initiatives locales dans cette zone et ainsi de renforcer la concertation et la collaboration des régions contiguës à la frontière.

Sur la frontière mexico-américaine, les logiques sont quelque peu différentes. Les régions transfrontalières existent même si sous certains angles elles restent une zone articulée à une ligne frontière filtrante et qui vivent à ses dépens. La localisation industrielle mexicaine reste trop

dépendante du système américain. Le bassin d'emploi transfrontalier existe mais l'ALENA n'abolit pas la liberté de circulation des personnes et les migrations restent très contrôlées (plus qu'au nord, voir militarisation de la frontière). L'ALENA a somme toute favorisé l'établissement de nouvelles formes de coopération. Toutefois, l'héritage des pratiques administratives nationales, régionales et locales les fait encore souvent considérer comme plus internationales qu'interrégionales.

Cependant les problèmes connus sur la frontière sud semblent favoriser une certaine structuration institutionnel (Programme US Mexico Border 2012) et l'émergence d'associations locales, interrégionales pourraient être à la base de la naissance d'une identité commune basée sur une résistance à des décisions venant des échelons territoriaux supérieurs. La « Mexamérica » pourrait devenir un espace non plus basé sur des relations purement économiques mais un espace « social » (Requier-Desjardins, 1998).

En 2000, lors de l'élection du Président mexicain V.Fox, ce dernier a évoqué sa vision à long terme de l'ALENA en déclarant que « dans vingt ou trente ans, le Canada, les Etats-Unis et le Mexique parviennent à une intégration totale afin de se convertir en une véritable communauté économique nord-américaine ». Il a émis l'exemple européen en proposant un partenariat accompagné d'une aide au développement, similaire à celle que l'Union Européenne a apporté à la Grèce et au Portugal. La réponse du Président américain et du Premier Ministre canadien a été fermement négative à ce genre de proposition. Cependant un premier jalon a été posé et on peut espérer qu'une telle forme de coopération voit le jour au regard de ce qui se fait aujourd'hui sur la frontière sud.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages théoriques

- Michel FOUCHER (1991), Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique, Fayard, 691p.
- François GUICHARD (2000), La frontera hispano-portuguesa : nuevo espacio de atraccion y cooperacion, Zamora, 313p.
- Textes réunis et présentés par François GUICHARD (2001), Articulation des territoires dans la péninsule ibérique, Presses Universitaires de Bordeaux, , 422p.
- F. LELOUP et L. MOYART (2001), La région frontalière : lieu tronqué, territoire vivant ?, extrait du 37^{ème} colloque de l'association de la science régionale de la langue française, du 3 au 5 septembre 2001, 19p.
- PRADEAU Christine (1994), Jeux et enjeux des frontières, Presses Universitaires de Bordeaux, 361p.
- RENARD JP (2000), La transition frontalière, site internet : <http://chez.com/pholitiques/numero2/latransitionfrontaliere.htm>, 15p.

Ouvrages et revues pratiques

- ANDREA DJ. et SMITH B. (janvier 2002), La frontière canado-américaine : une étude de cas sur l'industrie de l'automobile, Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce International du Canada, 22p.
- Collection dirigée par J.BEAUJEU GARNIER (1994), Dossier des Images économiques du monde, Le continent nord américain à l'heure de l'ALENA, 2^{ème} édition, , A.GAMBLIN, SEDES, 241p.
- BEGUE Pierre (1998-99), mémoire de DEA, Economie et Finances Internationales, Les effets de l'ALENA : un bilan au regard de la théorie de l'intégration économique, 73p.
- Sous la direction de Catherine COLLOMP et Mario MENENDEZ (1995), Amérique sans frontière : les Etats-Unis dans l'espace nord-américain, Presses Universitaires de Vincennes, 229p.
- Jacqueline Elizabeth FLORES CORONA (1995), Les investissements canadiens au Mexique dans le cadre de l'ALENA, Maîtrise en Relations Internationales, Université Laval, 49p.
- Michel GOUSSOT (2000), Les grandes villes américaines, Armand Collin, 191p.
- L.IAN MACDONALD (2000), Free Trade, Risks and Rewards, 280 pages.

- Institut de la Statistique du Québec (1999), Commerce extérieur du Québec, 1981-1998, Etude spéciale : les effets de l'ALE et l'ALENA sur les économies canadienne, québécoise et américaine, Collection l'Economie, 129p.
- Sous la direction de Pierre-André JULIEN, Pierre Yves LEO et Jean PHILIPPE (1995), P.M.E et grands marchés : PME québécoises et françaises face à l'ALENA et au Marché Unique, L'Harmattan, 220p.
- Note d'allocation pour l'honorable John MANLEY (2002), vice Premier Ministre du Canada et Ministre de l'infrastructure et des sociétés d'Etat devant la Can-Am Border Trade Alliance, 6 mai 2002, site web des relations canado-américaines du Ministère des affaires étrangères et du Commerce Internationale, <http://www.can-am.gc.ca/>, 4p.
- David MERCIER (2000), Le régionalisme stratégique dans les Amériques, Etudes Internationales, N°31, 11p.
- Lydia MIHELIC PULSIPHER (2000), World regional geography, Ed Freeman, 2000, 546p.
- Alain MUSSET (1997), Le Mexique, économies et sociétés, Ellipses, Collection Histegé, 87p.
- OCDE (1997), Développement régional et politique structurelle au Mexique, 140 pages.
- Pierre Paul PROULX (1993), Québec in North America : from a borderlands to a borderless economy : an examination of its trade flows with the USA at national and regional levels, Département des Sciences Economiques, Université de Montréal, 23p.
- Denis REQUIER-DESJARDINS (1998), Les concentrations industrielles de la frontière Mexique-USA : des SPL frontaliers ?, R.E.R.U n°4, 15p.
- Sous la direction de Sylvain TURCOTTE (2000), L'intégration des Amériques, plein feux sur la ZLEA, ses acteurs, ses enjeux, Fides la Presse, 179 pages.
- John WEEKS (1999), Salaires, emploi et droits des travailleurs en Amérique Latine, 1970-1998, Revue internationale du travail, Vol 138, N°2, pages 163 à 181.
- Recueil de textes dirigé par M.YUCEL (2001), La frontière économique, Federal Reserve Bank of Dallas, 66p.

Revue et journaux consultés fréquemment

- Problèmes Economiques (français)
- Le Monde (français)
- Le Soleil (québécois)
- Le Devoir (québécois)

Sites Internet

- Site du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce International du Canada, <http://www.defait-maeci.gc.ca>, différents documents sur les effets de l'ALENA, ses répercussions et des bilans quantitatifs.

- Site des relations Canada – Etats-Unis sur le site du Ministère des Affaires Etrangères du Canada <http://www.dfait-maeci.gc.ca/can-am/menu-en.asp>.
- L'Observatoire du Québec, <http://www.observatoire-quebec.qc.ca>
- A Border Community United, <http://www.usembassy-mexico.gov/eborder-mechs.htm>
- Border Information & Outreach Service, http://www.us-mex.org/bios/pdf/index_docs.html
- Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord, <http://www.cec.org/>
- Le Secrétariat de l'ALENA, <http://www.nafta-sec-alena.org/french/index.htm>
- Zone de libre-échange des Amériques ,<http://www.ftaa-alca.org/>
- Sommet des Peuples d'Amérique, <http://www.summit-americas.org/>
- Ambassade du Canada aux Etats-Unis, <http://www.canadianembassy.org/>
- Secrétariat de l'Economie Mexicain, <http://www.economia.gob.mx>
- Environmental Protection Agency, US Mexico Border Program, <http://www.epa.gov/usmexicoborder/2002/index.htm>
- L'ALENA a dix ans, <http://www.libreechangea10.com/alena.html>
- L'Accord Nord-Américain de Coopération dans le domaine du Travail, http://www.naalc.org/index_f.htm
- Journal québécois, le Soleil, <http://www.lesoleil.com>
- Conférence des gouvernements frontaliers, <http://www.bordergovernors.com/>
- Les corridors de commerce et de transports, http://www.corridors.gc.ca/fr/corridors_f.htm
- National Geographic, <http://www.nationalgeographic.com/mexico.htm>

- North America Institut, <http://www.northamericaninstitute.org/links.htm>
- NAFTA and the Texas/Mexico Border Environment, <http://www.texascenter.org/>
- Ville de San Diego, <http://www.sannet.gov>

TABLE DES FIGURES

	Page
▪ Figure 1 : Les principales institutions et les mesures de l'ALENA	12
▪ Figure 2 : Destinations des exportations entre les trois pays de l'ALENA en 1990	19
▪ Figure 3 : Destinations des exportations entre les trois pays de l'ALENA en 2001	20
▪ Figure 4 : Balance commerciale des Etats-Unis avec le Mexique entre 1994 et 1999	34
▪ Figure 5 : Les IDE du Canada au Mexique	35
▪ Figure 6 : Les points de passage sur la frontière entre le Canada et les Etats-Unis	40
▪ Figure 7 : Evolution de l'emploi dans les « maquiladoras »	44
▪ Figure 8 : Les exportations des « maquiladoras » dans le total des exportations mexicaines	44
▪ Figure 9 : Ville jumelle de Détroit-Windsor sur la frontière canado-américaine	60
▪ Figure 10 : Villes jumelles de la frontière mexico-américaine	61
▪ Figure 11 : Population dans les villes de la frontière sud	62
▪ Figure 12 : Organisation spatiale d'une ville jumelle frontalière du côté mexicain	63
▪ Figure 13 : Origines de la population immigrante aux Etats-Unis	64
▪ Figure 14 : Répartition des « maquiladoras » par Etat au Mexique	70
▪ Figure 15 : Taux de croissance de l'emploi et du nombre de « maquiladoras » au Mexique (1988-98)	71
▪ Figure 16 : Organisation spatiale à la frontière mexico-américaine	73
▪ Figure 17 : Effet accumulateur sur un espace frontalier à fort dynamisme	73
▪ Figure 18 : Métamorphisme de contact sur la frontière nord (Etats-Unis/Mexique)	74

TABLE DES CARTES

	Page
▪ Carte 1 : Les Etats américains et mexicains et les Provinces canadiennes	27
▪ Carte 2 : Les réseaux routiers en Amérique du Nord	29
▪ Carte 3 : La structuration des échanges sur la frontière canado-américaine	39
▪ Carte 4 : Pourcentage d'ingénieurs dans les salariés mexicains en 1995	46
▪ Carte 5 : Evolution de l'emploi dans les Etats frontaliers américains et mexicains	49
▪ Carte 6 : Evolution de la population totale dans les trois pays d'Amérique du Nord entre 1990 et 2000	54
▪ Carte 7 : Répartition de la population canadienne en 1990 et en 2000	55
▪ Carte 8 : Répartition de la population américaine en 1990 et en 2000	56
▪ Carte 9 : Répartition de la population mexicaine en 1990 et en 2000	57

TABLE DES TABLEAUX

	Page
▪ Tableau 1 : Echanges du Canada avec le monde et avec les Etats-Unis de 1991 à 2000	42
▪ Tableau 2 : Population et emplois dans les villes frontalières (Etats-Unis/Mexique) en 2000	50
▪ Tableau 3 : Immigration américaine et mexicaine dans les Provinces canadiennes en 1996	67

ANNEXES

Annexe I : Les migrations canadiennes et mexicaines vers les Etats-Unis

Annexe II : Nombre de « maquiladoras » et nombre d'employés dans celles-ci en 1999 par Etats et villes mexicaines

Annexe III : Les « colonias » et leur localisation à la frontière

Annexe IV : Les temps d'attente à la frontière entre le Canada et les Etats-Unis

Annexe V : Les régions transfrontalières du programme « US Mexico Border »

ANNEXE I

Immigrants mexicains admis en 2000 et en 1996 aux Etats-Unis dans les Etats frontaliers et dans les autres Etats à forte immigration mexicaine

Etats frontaliers	2000	1996	Variation en %
Californie	85 551	64 238	33,18
Texas	31 211	46 403	-32,74
Arizona	6 301	5 051	24,75
Nouveau Mexique	2 717	4 254	-36,13
Autres Etats			
Illinois	8 600	11 715	-26,59
Floride	4 597	3 155	45,71

Classer en ordre décroissant pour l'année 2000

Immigrants canadiens admis en 2000 et en 1996 aux Etats-Unis dans les principaux Etats frontaliers et dans les autres Etats à forte immigration canadienne

Etats frontaliers	2000	1996	Variation en %
New York	1153	1061	8,67
Washington	936	860	8,84
Michigan	842	1085	-22,40
Pennsylvanie	499	381	30,97
Minnesota	388	275	41,09
Ohio	360	544	-33,82
Illinois	355	462	-23,16
Maine	199	164	21,34
Wisconsin	138	164	-15,85
Montana	112	102	9,80
North Dakota	98	124	-20,97
Idaho	53	91	-41,76
Autres Etats			
Floride	2011	1866	7,77
Californie	1999	1468	36,17
Texas	1270	1463	-13,19
Massachusetts	494	386	27,98
New jersey	331	442	-25,11

Classer en ordre décroissant pour l'année 2000

Immigrants canadiens et mexicains par porte d'entrée aux Etats-Unis en 2000

	Mexicains	Canadiens
Chicago	7720	295
Dallas	4993	343
El Paso	3608	12
Los Angeles	24608	375
Miami	734	184
New York	1510	501
San Francisco	1557	537
Chicago	7720	295
San Diego	7523	162
Portland Vancouver	1123	175

Source de ces tableaux : US Census Bureau

ANNEXE II

Nombre de « maquiladoras » et nombre d'employés
dans celles-ci en 1999 par Etats et villes mexicaines

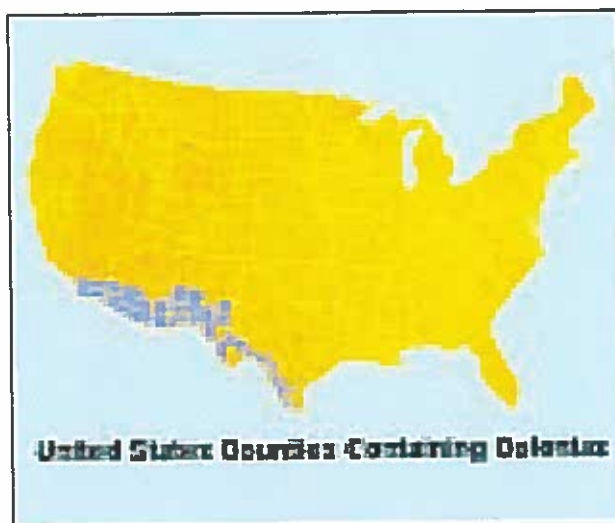
	No. of Maquilas	No. of Employees
BAJA CALIFORNIA		
Tijuana	737	162,676
Mexicali	184	52,824
Tecate	125	11,781
Ensenada	84	13,263
BAJA CALIFORNIA SUR		
La Paz	7	2,690
SONORA		
San Luis Rio Colorado	32	10,322
Nogales	105	36,705
Agua Prieta	33	8,412
Hermosillo	54	18,758
Guaymas/Empalme	21	8,999
Other Cities	40	14,619
CHIHUAHUA		
Cd. Juarez	289	216,696
Cd. Chihuahua	81	47,646
Cuauhtemoc	6	2,616
Delicias	11	5,477
Ojinaga	8	1,156
Other Cities	22	7,645
COAHUILA		
Cd. Acuña	57	33,330
Piedras Negras	44	14,819
Torreón	71	21,035
Other Cities	98	35,414
NUEVO LEON		
Monterrey Area	130	53,114
TAMAULIPAS		
Nuevo Laredo	54	22,127
Reynosa	111	61,678
Matamoros	137	62,565
Rio Bravo	12	3,079
Other Cities	66	18,589
DURANGO		
Durango	9	5,331
Gomez Palacio	70	9,792
Lerdo	15	9,027
Other Cities	7	1,564
JALISCO		
Guadalajara	33	4,589
Other Cities	65	29,340

CAMPECHE	16	1,800
YUCATAN	87	25,043
DISTRITO FEDERAL	29	2,307
STATE OF MEXICO	53	12,218
AGUASCALIENTES	89	24,395
GUANAJUATO	69	11,730
PUEBLA	89	30,656
SINALOA	10	743
OTHER STATES	34	19,807
GRAND TOTALS	3,294	1,136,377

Source: Twin Plant News, Nov. 1999

ANNEXE III

Localisation des maquiladoras sur la frontière du côté américain



Source : <http://texashousing.org>

Photos de colonias sur la frontière mexico-américaine



Source : <http://www.geocities.com>



Source : <http://www.ncrc.org/housing/colonias.html>

ANNEXE IV

Temps d'attente sur la frontière entre le Canada et les États-Unis

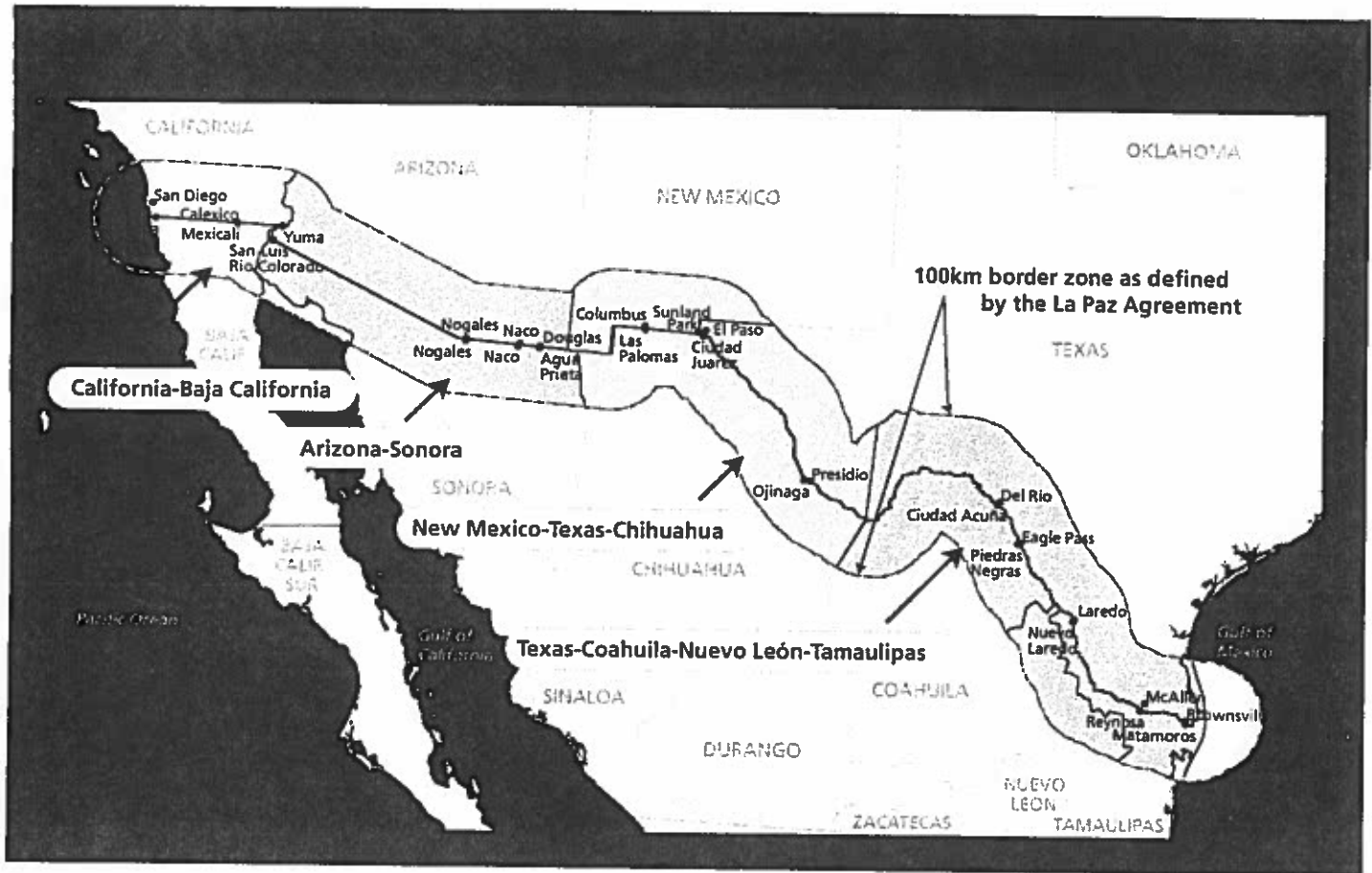
Source : Agence des douanes et du revenu du Canada

Bureau des douanes	Débit / Expéditions commerciales		Débit / Voyageurs	
	Vers le Canada	Vers les États-Unis	Vers le Canada	Vers les États-Unis
St. Stephen St. Stephen, NB / Calais, ME Mis à jour: 2002-09-27 12:49 HAA	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai
Woodstock Road Belleville, NB / Houlton, ME Mis à jour: 2002-09-27 09:56 HAA	Aucun délai	Aucun délai	10 minutes	15 minutes
Rock Island Stanstead, QC / Derby Line, VT Mis à jour: 2002-09-27 12:28 HAE	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai	5 minutes
St-Armand-de-Philipsburg St. Armand, QC / Highgate Springs, VT Mis à jour: 2002-09-27 09:42 HAE	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai
St-Bernard-de-Lacolle Lacolle, QC / Champlain, NY Mis à jour: 2002-09-27 14:25 HAE	Aucun délai	Aucun délai	15 minutes	10 minutes
Thousand Island Bridge Lansdowne, ON / Alexandria Bay, NY Mis à jour: 2002-09-21 14:49 HAE	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai
Queenston-Lewiston Bridge Queenston, ON / Lewiston, NY Mis à jour: 2002-09-27 11:42 HAE	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai

Peace Bridge Fort Erie, ON / Buffalo, NY Mis à jour: 2002-09-27 12:54 HAE	60 minutes	5 minutes	60 minutes	10 minutes
Ambassador Bridge Windsor, ON / Detroit, MI Mis à jour: 2002-09-27 12:11 HAE	5 minutes	5 minutes	5 minutes	5 minutes
Detroit and Canada Tunnel Windsor, ON / Detroit, MI Mis à jour: 2002-09-27 13:42 HAE	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai
Blue Water Bridge Sarnia, ON / Port Huron, MI Mis à jour: 2002-09-27 13:57 HAE	75 minutes	Aucun délai	45 minutes	Aucun délai
Sault Ste. Marie Sault Ste. Marie, ON / Sault Ste. Marie, MI Mis à jour: 2002-09-27 11:56 HAE	5 minutes	5 minutes	5 minutes	5 minutes
Fort Frances Bridge Fort Frances, ON / International Falls, MN Mis à jour: 2002-09-26 18:18 HAC	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai
Emerson Emerson, MB / Pembina, ND Mis à jour: 2002-09-27 13:33 HAC	20 minutes	Aucun délai	5 minutes	Aucun délai
North Portal North Portal, SK / Portal, ND Mis à jour: 2002-09-27 12:29 HNC	30 minutes	45 minutes	10 minutes	Aucun délai
Coutts Coutts, AB / Sweet Grass, MT Mis à jour: 2002-09-27 09:19 HAR	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai
Pacific Highway Surrey, BC / Blaine, WA Mis à jour: 2002-09-27 08:25 HAP	10 minutes	45 minutes	10 minutes	10 minutes
Douglas Surrey, BC / Blaine, WA Mis à jour: 2002-09-25 14:35 HAP	S/O	S/O	20 minutes	5 minutes
Boundary Bay Delta, BC / Point Roberts, WA Mis à jour: 2002-09-27 08:37 HAP	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai	Aucun délai

ANNEXE V

Les régions transfrontalières du programme « US Mexico Border »



Source : US Mexico Border 2012 Program, 2002